



# **Le crime de masse à Oradour-sur-Glane**

L'existence d'un maquis exploité par le S.O.E.

Contre

L'apparente irrationalité du crime.

## **MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**

du chef de bataillon Rémy CADAPEAUD

dans le cadre du séminaire « comprendre une crise »

DIRECTEUR : Professeur Jean-Paul JOUBERT

Mars 2003

## AVERTISSEMENT

Sans doute dicté par la méconnaissance des événements analysés, le titre initialement retenu pour ce mémoire était sobre et éloquent : « La crise d'Oradour-sur-Glane ». Or cet intitulé n'a cessé d'évoluer tout au long des travaux de recherche sur les actes de violence et les crimes de guerre commis entre mai et juin 1944 dans le Limousin par les unités allemandes et à mesure que les faits révélaient la nature multiforme des facteurs de crise.

En effet, progressivement contraint par la complexité de la structure de cette crise, pourtant si lisible en apparence, puis conduit à prendre en compte l'insoupçonnée richesse des faits qui l'ont nourrie sur une période particulièrement courte, il a été jugé nécessaire d'aller au-delà du mécanisme de crise du régiment « Der Führer ». Ainsi, pour comprendre cette crise, il a fallu la replacer, d'une part, dans celle de sa division d'appartenance : la maudite « Das Reich », d'autre part dans celle de l'armée allemande elle-même.

L'enjeu de ce mémoire a par ailleurs été réorienté car les mécanismes décisionnels et les ruptures comportementales qui ont contribué à identifier les déséquilibres à l'origine du crime d'Oradour-sur-Glane n'ont pas satisfait les objectifs initiaux pas plus que les thèses officielles n'ont, par ailleurs, convaincu. En définitive, c'est bien le facteur psychologique qui a progressivement révélé toute sa pertinence dans l'analyse décisionnelle.

Enfin, retenant une situation de crise dans laquelle une unité régulière agit sur les leviers de la violence, il a semblé primordial de repenser les crises du type génocide<sup>1</sup>, plus volontiers et plus dogmatiquement retenues par le rédacteur sous le vocable « crime de masse » ou « crime de guerre » pour ne pas galvauder les génocides. Or, de nouveau, les thèses qui ont été avancées pour tenter d'expliquer le massacre d'Oradour-sur-Glane se heurtent à des incohérences factuelles ou à des actions passées sous silence.

Il a donc été jugé incontournable de proposer des conclusions personnelles radicalement éloignées de ces thèses officielles. Ce sont ces conclusions qui ont orienté in fine l'intitulé de ce mémoire.

Notons que le travail d'analyse décisionnelle et la tentative d'identification des facteurs de polarisation des acteurs de la crise, remettent en lumière des antagonismes fortement exacerbés en 1944. Il a par ailleurs permis de tirer des conclusions qui semblent devoir demeurer très personnelles tant le sujet reste encore aujourd'hui source de tensions.

---

<sup>1</sup> C.f. annexe 7 : « typologie du crime de masse ».

# Oradour-sur-Glane

L'existence d'un maquis exploité par le S.O.E.

Contre

L'apparente irrationalité du crime.

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE : DES CRISES IMBRIQUEES ET DES THESES IMPARFAITES

La crise de l'armée allemande

La crise de la division « Das Reich »

Le massacre d'Oradour-sur-Glane ou la crise du régiment « Der Führer »

### DEUXIEME PARTIE : PENSER LA CRISE ET LA PRESCRIRE

Comprendre la structure de crise

Penser la crise à travers le facteur psychologique identifié : la peur

Prescrire la crise

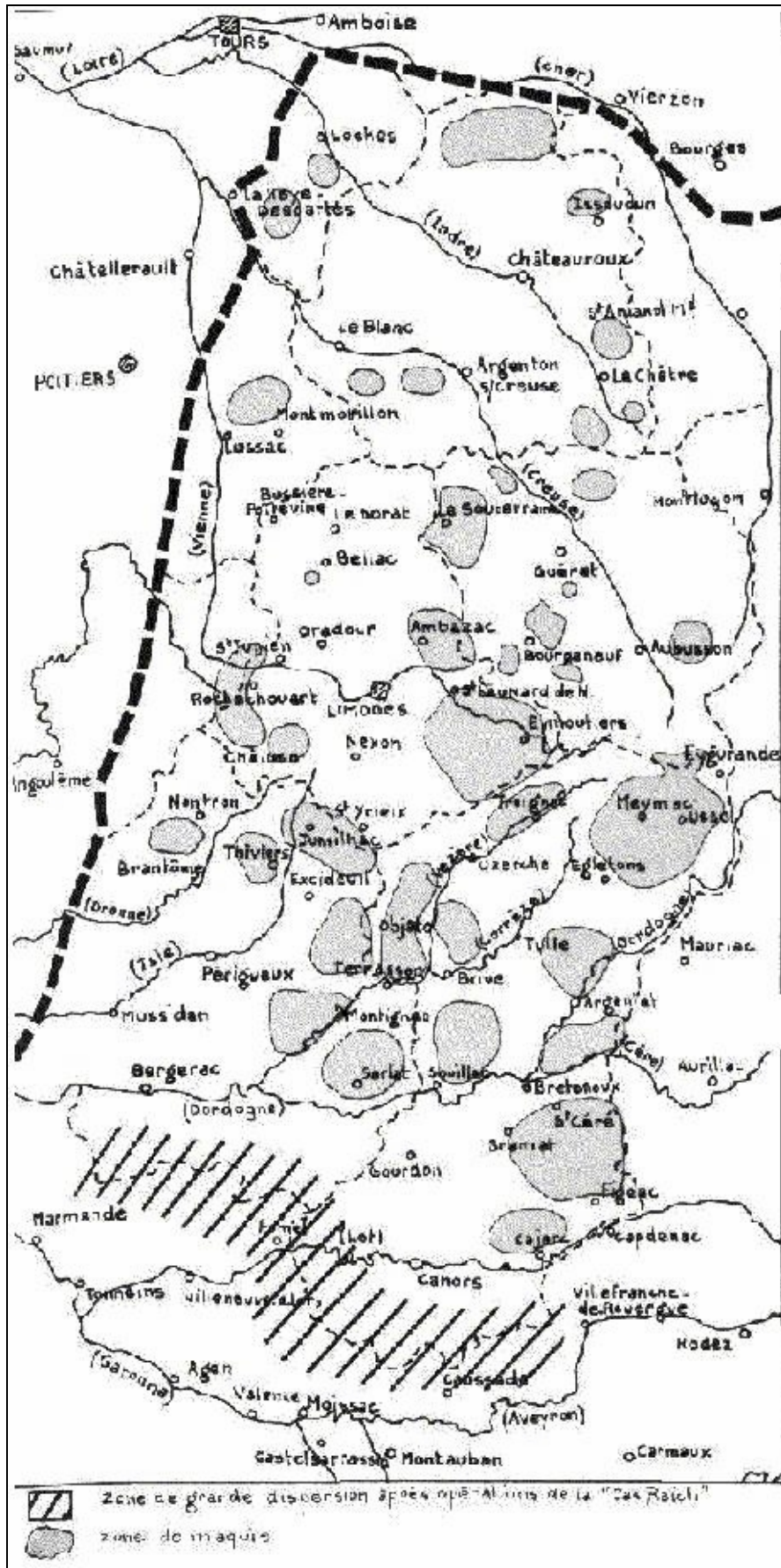
### TROISIEME PARTIE : LA PEUR, LA DEFAITE ET UN ACTEUR SECRET

Crise à l'Est et crise à l'Ouest : vers une structure unique

Guingouin : acteur involontairement impliqué dans le massacre d'Oradour-sur-Glane ?

Le SOE, une œuvre opérationnelle de Churchill ou une perfidie coupable ?

CARTE DES MAQUIS DU LIMOUSIN



## INTRODUCTION

La libération de la France occupée depuis quatre ans par les nazis, commence le 6 juin 1944 quand une division britannique et deux divisions américaines sont parachutées en Normandie sous couvert de l'opération « Fortitude »<sup>2</sup>, parvenant à masquer le caractère décisif du débarquement. Plus de deux heures après les atterrissages préliminaires, le chef d'état-major de Rommel téléphone en maintenant la même appréciation de situation : « On ne pense pas qu'il s'agisse ici d'une opération importante », à 4 heures, Hitler interdit à von Rundstedt d'utiliser ses divisions de réserve en arguant : « Il convient d'attendre le plein jour pour avoir une vue claire de la situation ». Ce ne sera finalement qu'au déclin du jour que le commandement allemand, enfin lucide sur l'ampleur et l'enjeu de l'assaut, donnera l'ordre de contre-attaquer en recourant immédiatement à l'intervention des divisions en réserve alors positionnées sur une ligne de débouché préparée derrière le nouveau front de Normandie.

En parallèle, les unités qui montaient la garde près des côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée, dont la division d'élite S.S.<sup>3</sup> « Das Reich » qui se trouvait dans la région de Toulouse, reçoivent l'ordre de faire mouvement pour converger vers la menace mortelle qui venait de se révéler. La mise en marche de la « Das Reich » fut immédiate pour un déplacement qui ne devait pas excéder deux ou trois jours. Mais c'était sans compter sur les actions retardatrices que la Résistance française s'était ingéniée à mettre en œuvre. Parmi les différentes actions conservées en mémoire, celles de deux formations F.F.I. : la brigade Hervé et la brigade Alsace-Lorraine du colonel Berger (dans le civil André Malraux), qui attendaient la division « Das Reich » dans sa traversée de la Dordogne, de la Charente et de la Haute-Vienne, mais également et surtout le maquis de Guingouin.

Près de la ville de Limoges, le village d'Oradour vivait alors la vie la plus paisible et la plus favorisée avant de devenir l'un des lieux de France dont le destin bascula en ce printemps tragique 1944 : 642 victimes de la barbarie nazie<sup>4</sup>. Quelle est la cause d'un tel massacre, que rien ne pourrait, semble-t-il, justifier ? On en est communément réduit aux conjonctures et à faire appel à l'irrationnel, sans parvenir à comprendre la crise globale que traversait alors l'armée allemande : la division « Das Reich » vit certaines de ses unités commettre des actes déviants. C'est ainsi que son régiment « Der Führer » fit monter la violence aux extrêmes à Oradour-sur-Glane.

Les militaires possèdent le droit, parfois même le devoir de donner la mort. N'existe-t-il aucun contexte particulier qui voit cette funeste responsabilité muter en déviations comportementales par lesquelles l'âme du soldat se ruine et le bourreau qui sommeille en lui se déshumanise ?

Peut-on se limiter aux thèses officielles pour comprendre Oradour, thèses dans lesquelles domine l'irrationnel ? N'y a-t-il pas une explication factuelle donc rationnelle à ce crime de masse ? Quel impact eurent les actions de Guingouin sur les exactions des Allemands ? Quelle organisation, ou quel homme œuvrait pour la puissance de ce maquis ? Quel objectif perfide visait-il ?

<sup>2</sup> Opération de déception des services secrets britanniques qui faisait plutôt attendre le débarquement dans le Pas-de-Calais.

<sup>3</sup> Schutzstaffel.

<sup>4</sup> Dans le village, les rescapés se limitent à une femme et cinq hommes, personnes ayant réussi à se dissimuler ou à s'enfuir : il ne s'agit en aucun cas de mansuétude accordée par les S.S..

## PREMIERE PARTIE : DES CRISES IMBRIQUEES ET DES THESES IMPARFAITES

Le massacre d'Oradour ne saurait s'analyser au seul appui des acteurs locaux car, à l'évidence, c'est l'ensemble du macro-contexte qui révèle des facteurs décisifs, mécaniques et psychologiques, qui doivent permettre de mettre en évidence la structure de cette crise.

Trois crises sont mises en perspective qui sont décomposées et décrites successivement, depuis celle de l'armée allemande jusqu'à celle du régiment tenu pour responsable du massacre, le régiment « Der Führer » possédant des caractéristiques propres au sein de sa division d'appartenance, la II<sup>ème</sup> panzer division « Das Reich ». A l'appui des caractéristiques de la crise du « Der Führer »<sup>5</sup>, les thèses officielles avancées pour expliquer le massacre d'Oradour seront alors dénoncées.

### 1.1.La Crise de l'armée allemande.

Ne pouvant prétendre couvrir d'une manière exhaustive l'histoire de la seconde guerre mondiale dans le tournant des opérations de reconquête de l'Europe occupée, ce court descriptif se limite à une période courte dans le but d'illustrer la crise qu'a traversé l'armée allemande en 1944<sup>6</sup>. Il s'attache à retenir les seuls faits qui pourront étayer favorablement les analyses ultérieures conduites sur les acteurs, les facteurs déterminants des déséquilibres, des éventuelles ruptures créatrices et des aspects décisionnels.

- 1<sup>er</sup> avril (tard dans la nuit) : Un train transportant un détachement de la 12<sup>ème</sup> Panzer S.S. « Hitler Jugend » déraile à proximité de la gare d'Ascq<sup>7</sup>, dans le Nord. Aussitôt c'est l'horreur : après avoir abattu le chef de gare, les S.S. se ruent sur la petite ville et massacreront 86 personnes (dont 22 cheminots).
- 8 juin A Tulle<sup>8</sup>, 99 otages sont pendus par les Allemands.
- 9 juin Les F.F.I. sont officiellement intégrées à l'Armée française par une ordonnance fixant le statut des Forces françaises de l'Intérieur. Des maquisards enlèvent un officier S.S. dans la région de Limoges<sup>9</sup>; des rumeurs selon lesquelles il aurait été fusillé par la Résistance, parviennent aux Allemands.
- 10 juin La population d'Oradour-sur-glâne est massacrée par les Allemands.
- 13 juin (4 heures 15) : le premier V1, ayant franchi la côte anglaise, tombe à 30 kilomètres du centre de Londres.
- 15 juin A cette date, 244 V1 ont été lancés par les Allemands.
- 21 août Rimond (Ariège) est brûlé et 11 personnes tuées.
- 27 août Hermillon (Savoie), évacué au préalable par sa population, est brûlé.

### 1.2.La Crise de la division « Das Reich ».

Avant le 6 juin 1944, les éléments de cette division se répartissent sur Montauban, Caussade, Caylus, Moissac, Négrepelisse, Valence d'Agen et Castelsarrasin (au moins 25 localités diverses). Commandées par le général Lammering qui vient de succéder au général Hausser, les unités se

<sup>5</sup> C.f. annexe 1 : « Grille d'analyse de la crise du « Der Führer » ».

<sup>6</sup> Le descriptif exhaustif de la crise de l'armée Allemande est donné en annexe 5 : « Descriptif de crises imbriquées ».

<sup>7</sup> C.f. annexe 2 : « Existe-t-il des crimes de masse similaires ? ».

<sup>8</sup> op. cit.

<sup>9</sup> C.f. paragraphe sur les thèses officielles 1.3.2..

singularisent très rapidement et très sauvagement, quand, souvent attaqués par les maquis, ses éléments se vengent sur la population civile.

2 mai Quelques coups de feu tirés par des Résistants éclatent contre un bataillon de chars qui s'entraîne aux environs de Montpezat de Quercy. Aussitôt les soldats se ruent vers le village, incendient et pillent plusieurs maisons, malmènent les civils trop lents à se soumettre, tuent cinq personnes et en blessent nombre d'autres.

4 mai A Belfort du Quercy, dans le Lot, ces mêmes éléments cernent le village et disent être à la recherche d'un responsable de la Résistance. Six hommes sont finalement arrêtés dont quatre devaient mourir en déportation.

11 mai (dès l'aube)<sup>10</sup> : Le régiment « Der Führer », venant de Lauserte et Montcuq, s'élance sur l'axe Vers-Assier. Les soldats, commandés par Dickmann, s'arrêtent dans de petits villages (Lauzès, Orniac, Blars, Grèzes) où ils arrêtent, tuent sur place ou déportent des personnes prises au hasard. Entre Assier et Livernon, sur la route départementale RD 653, un accrochage se produit entre les unités et le maquis au Mas Peyrié. Aussitôt les soldats, déchaînés par cet incident, brûlent une grange et une ferme, puis ils se précipitent vers Assier où les maisons sont fouillées et les personnes âgées maltraitées. Une partie du régiment « Der Führer » continue sa route sur le même axe et aboutit à Latronquière, et, à... (6 heures 30) : des maisons y sont pillées et brûlées et les éléments allemands choisissent parmi la population quarante hommes qui mourront en déportation. Les troupes se dirigent alors vers Sousceray où quinze hommes sont arrêtés. Les Allemands capturent également un Résistant, André Pezet, qui décèdera à la suite de violentes tortures. Les S.S. se divisent, peut-être en raison de renseignements obtenus, et investissent simultanément plusieurs villages : Cardaillac, Gorses, Molières et opèrent avec la même méthode, pratiquant pillages, arrestations voire déportation. Pendant que ces éléments interviennent sur la RD 653, une autre colonne de la division « Das Reich » poursuit sa marche et atteint au matin Le Bourg où treize hommes, après violence, sont arrêtés.

(8 heures) : cette colonne poursuit sa route et arrive à Lacapelle Marival. Tous les hommes âgés de 16 à 60 ans, sont regroupés sur la place du village. Soixante treize sont choisis, sont entassés dans des camions avec les prisonniers de Latronquière, de Sousceyrac et du Bourg. Ils sont ensuite acheminés vers Cahors où ils arrivent en fin de journée et retenus prisonniers dans les caves à charbon du lycée clément Marot.<sup>11</sup> Le presbytère de Terrou est un lieu de refuge pour les juifs, les évadés des camps d'internement qui communiquent à Londres, grâce à un émetteur récepteur, des informations destinées aux maquis. A la suite d'une dénonciation par un collaborateur, la colonne S.S. est envoyée à Terrou avec une unique mission : rafler la population, l'amener place des Carmes. La population, prévenue de son arrivée, a pu désertier les lieux pour se réfugier dans les bois. Les S.S. repartent vers Figeac non sans avoir pillé au préalable les habitations.

(vers 6h du matin) : Les habitants de St-Céré sont réveillés par une explosion : des S.S. de la division « Das Reich » viennent de faire exploser le portail de la gendarmerie à la

<sup>10</sup> Les 11, 12 et 13 mai, des rafles se succèdent dans le Ségala et la région de Figeac. On doute pourtant de la cause des exactions. Il semble peu probable que la pseudo-attaque citée ci-dessus soit la raison du déchaînement de violence qui suit. Beaucoup pensent que ces unités appliquèrent leur mission : exterminer les maquis dans le Sud-Ouest. Mais cette raison n'explique en rien la haine du régiment « Der Führer » en particulier contre des innocents.

<sup>11</sup> Le 12 mai, ils sont amenés à la caserne de Montauban et ils arrivent à 14h. Pendant quelques jours, ils y subissent des tortures sommaires avant que les officiers en choisissent 21 au hasard, à partir du 21 mai, pour être envoyés à Compiègne et les camps de concentration ou à la pépinière et le travail forcé en Allemagne.

grenade. Peu après, un soldat appelle au rassemblement de tous les hommes valides au coin du boulevard de la République. Les S.S. patrouillent et refoulent ceux qui essaient de fuir. Les juifs doivent se présenter avec leurs objets de valeur.

(16 heures) : après un contrôle, les habitants peuvent rejoindre leur domicile à l'exception des juifs et de seize St-Céréens. Trente-sept personnes au total sont enfermées dans un autobus puis conduites à Maurs (Cantal) où elles passent la nuit sous contrôle avant d'être internées à Compiègne puis à Neuengamme (cinq s'évaderont et six mourront en déportation). Un jeune instituteur, Fernand Nouël doit se rendre en Corrèze avec un autre Résistant pour une mission, lorsqu'il tombe dans une embuscade tendue par les S.S. qui exposeront son corps à la population.

12 mai Après avoir opéré à Latronquière, Lacapelle-Marival et St-Céré, les troupes de la division « Das Reich » se sont rassemblées dans Figeac investi de toutes parts. Comme à St-Céré, les S.S. encerclent la ville et empêchent les habitants de fuir. Quatre cent quarante huit raflés dans les rues ou les maisons sont rassemblés dans la cours de la gendarmerie ou détenus à l'Hôtel Tillet, place des Carmes. Les S.S. les acheminent jusqu'à la caserne des Dragons à Montauban. Douze personnes arrêtées par la Gestapo s'ajouteront à ce nombre. Ainsi, entre les 11 et 12 mai, plus de 800 personnes sont arrêtées et regroupées dans cette caserne. Certaines sont emprisonnées après chantage et torture, d'autres sont directement fusillées. Parmi elles, 540 sont déportées à Neuengamme et à Dachau et un nombre conséquent par ailleurs contraint au travail forcé. Pendant que le gros de la troupe sème la terreur à Figeac, quelques éléments de la division « Das Reich » agissent dans les environs à Lunan et St-Felix : à Lunan, ils tuent au hasard deux hommes, à St-Felix, ils pillent les habitations et au Rastel, lieu-dit dans les environs du petit bourg, ils fusillent Paul Rives et auguste Carrayrou. Dans un champ voisin, la femme de ce dernier et ses trois enfants âgés de huit à treize ans qui se reposaient en sa compagnie, sont bombardés à bout portant : la famille est atteinte de plein fouet et les corps gisent déchiquetés sur le sol.

20 mai Après un dur combat contre les maquis, les S.S. de la division rentrent à Tulle (Corrèze) prennent en otage la quasi-totalité des hommes de la ville dont 99 seront pendus et un grand nombre déporté à Dachau.

21 mai (17 heures) : Deux colonnes venant de la Thèze et de Villefranche traversent Cahors.  
 (18 heures 30) : une troisième colonne arrivant de Fumel stoppe au cœur de Frayssinet-le-Gélat. Un roulement de tambour à l'appui, l'ordre est donné à tous les hommes de se rendre sur la place. Au même moment, des soldats abattent les poteaux et coupent les fils tombés au sol. Les hommes s'alignent sur place, certains sont battus puis les vérifications d'identité commencent. Les femmes, les enfants et les vieillards sont regroupés avec les hommes. Une femme de quatre-vingt ans, accusée d'avoir tué un Allemand, est pendue avec ses deux nièces (Mme Balet et Mme Baudourès) qui vivaient avec elle. Leurs corps sont jetés dans le brasier constitué par leur maison à laquelle les soldats avaient mis le feu.  
 (fin de journée) : Incompréhensifs devant la demande pressante des Allemands qui veulent trouver les responsables du prétendu meurtre, des officiers opèrent un tri parmi les hommes. De la première sélection, 21 hommes sont retenus, puis 9 sont relâchés. Finalement dix sont conservés, M. Mourgues, voyant son fils parmi eux, se propose pour un échange : l'idée est rejetée mais les Allemands le gardent et le tuent au même titre que les dix autres. Un milicien, sans doute celui qui avait fourni les informations relatives à la circulation des véhicules des Résistants dans le village, était présent, zélé et manifestement satisfait de sa contribution au massacre.

- 22 mai (10 heures 30) les Allemands quittent le village après avoir ordonné de nettoyer le sang, d'éteindre l'incendie et interdit l'accès au cimetière.
- 1 juin Les unités de la division « Das Reich » cantonnés à Caylus ripostent à une attaque du dépôt de munitions de Capdenac (« plan vert » de la Résistance) en tuant neuf personnes dans les villages voisins. La colonne qui a stoppé à Figeac repartira le lendemain à l'aube...
- 2 juin Elle progresse en direction de Gramat. Les trois camions qui ferment la marche sont attaqués par les Résistants. La vengeance fut brutale : à Planioles, deux jeunes gens sont arrêtés, dix maisons et huit granges brûlées. Dans les hameaux voisins de Camburat, Lissac et St-Bressou, des maisons sont également brûlées, un cheptel est détruit en accompagnement d'actes de pillages et d'arrestations. Les éléments de la division encerclent pour la deuxième fois le bourg caché au fond d'une vallée qui, carrefour de plusieurs routes sinueuses, constitue un refuge pour les Résistants et les personnes traquées. Une nouvelle fois averties, les personnes quittent leurs maisons pour se réfugier dans les bois. Impuissants, les S.S. mettent le feu aux habitations et à l'église avec des grenades incendiaires.
- 3 juin Le maquis du Colombier attaque deux voitures allemandes : la répression est cruelle et s'étend sur une zone englobant le Cayla, Viazac et Bagnac, région dans laquelle 19 lotois seront fusillés. A l'issue, la colonne S.S. qui était partie de Montauban garde sa cohésion jusqu'à Cahors à partir d'où elle se déploie en trois branches : la première continue de progresser en direction de Brives – Limoges, la seconde se dirigeant vers Figeac - Tulle et la dernière commandée par Dickmann allant vers Gourdon (d'où des prisonniers sont emmenés). La deuxième colonne est déviée de son itinéraire.
- 5 juin Les Allemands en France occupée considèrent les « armées du général Kœnig » comme des bandes de terroristes : l'occupant est aux abois.
- 6 juin (fin d'après-midi) : Sur ordre, la division « Das Reich » fait mouvement pour converger vers le front de Normandie.
- 7 juin La II<sup>ème</sup> PD S.S. « Das Reich », tout en ratissant la région peuplée de maquis, quitte ses cantonnements de la région de Montauban. Le général Lammerning répartit ses unités jusqu'à Cahors. Une partie de la division stationne encore dans la région pour le maintien de l'ordre et la protection de l'axe Bordeaux – Toulouse. L'autre partie commence la longue route vers le front du Nord par l'itinéraire principal Cahors – Brive – Limoges (RN 20). Certains éléments remontent en « râteau » et mènent une reconnaissance sur les deux flancs pour lutter contre les « terroristes ». La colonne qui part de Montauban est très importante mais sa mobilité stratégique est réduite : lorsque l'extrémité de la colonne quitte Montauban, sa tête arrive à Cahors ; elle s'étale ainsi sur soixante kilomètres. Dans le lot, au pont de Souillac, en bordure de la Dordogne, se produisent les premières rencontres entre les éléments de la Résistance et les éléments de tête de la division. Cinq camions allemands y sont détruits.
- 8 juin (matin) : Encore aux prises avec les unités de la Résistance locale, la colonne S.S. qui avait pour itinéraire Figeac – Tulle, est conduite par un complice de la milice au hameau de Gabaudet, commune d'Issendolus et foyer de Résistance. Les S.S. arrivent puissamment armés avec trois chars et seize chenillettes. Avec une cruauté indicible, ils fusillent ceux qui tentent de sortir, achèvent les blessés à la baïonnette, incendient des bâtiments et tuent des civils ; une femme est traînée jusqu'à tulle. L'unité, en cours de progression, fait la jonction avec la division d'Aurillac qui remonte vers le Nord. Les soldats allemands tuent trois hommes à St-Céré, jettent dans la rivière et abattent trois patriotes près de l'hôpital.

(16 heures) : Nouvelle attaque lancée par la Résistance contre les éléments de la division à Cressensac. Le combat dure trois heures mais les colonnes allemandes forcent le passage. Les F.F.I. ont cinq tués à déplorer et comptent trois blessés et dix disparus. Les pertes allemandes sont lourdes sans pouvoir cependant être évaluées dans le détail.

(dans la nuit) : Nouveaux combats à Cressensac, à Groléjac et à Rouffilhac où une colonne blindée a un char endommagé et perd un camion et deux automitrailleuses. 52 soldats y sont tués ou blessés.

- 9 juin (6 heures 30) : La division lance son infanterie pour s'ouvrir le passage en dehors de cette région de Dordogne qui l'a retenue pendant trente heures (environ la moitié du temps planifié pour son arrivée sur le théâtre d'opérations du Nord contre le débarquement allié). Elle y parvient après cinq heures de combat et, pour rattraper le temps perdu, décide de poursuivre son chemin par voie ferrée.  
(fin de matinée) : La division « Das Reich » est de nouveau obligée de prendre la route en raison des attaques de l'aviation alliée contre les convois ferroviaires qui sont disloqués aux environs d'Angoulême. Elle s'engage à un rythme soutenu en direction de Limoges.
- 10 juin (14 heures 15) : Arrivée d'un convoi de camions en provenance de Limoges, comptant environs 200 S.S.. Après rassemblement de la population, les S.S. massacrent les habitants et gens de passage sans distinction de sexe ni d'âge. 642 victimes des S.S..
- 13 juin Fin des exactions à Oradour-sur-Glane. Deux rapports de police allemands sont établis à Limoges<sup>12</sup> qui indiquent les causes de l'intervention des troupes S.S. : « Une action passagère de S.S.-Panzerdivision « Das Reich » à Limoges et dans les environs a fait une impression visible sur la population. » ; « Le commencement de mesure de représailles a provoqué un soulagement sensible et a influencé le moral de la troupe favorablement ». Les premiers éléments de la « Das Reich » atteignent le front de Normandie.
- 22 juin Tirs de Résistants sur des soldats allemands de la « Das Reich » passant à proximité du village la Guerche.
- 23 juin (à l'aube) : Des S.S. cernent le village, fouillent les maisons, prennent en otage quatre-vingt personnes qu'ils entassent dans une cour sous la menace d'une mitrailleuse. Le maire du village, Etienne de Crouy-Chanel, diplomate de métier et parlant couramment allemand, parlemente toute la matinée avec le commandant S.S., lui assurant qu'il n'existait pas de Résistant dans le village et répondant personnellement des personnes arrêtées qu'il se propose de remplacer. En fin de matinée, les otages sont relâchés progressivement et il n'y eut finalement aucune victime à déplorer.
- 30 juin Bloqués dans le Limousin et cherchant des axes de fuite vers le sud, des éléments de la division fusillent vingt-deux otages à Boissières (dont des prisonniers emmenés de Gourdon), tuant gratuitement comme pour rappeler son ancienne puissance qui terrorisait le département quelques semaines plus tôt. Mais après les actions de la Résistance, elle arrivera trop tard et dispersée sur le front de Normandie.<sup>13</sup>
- 16 sept. Le colonel von Alweyden, chef d'état-major du général S.S. von Brodowski, lequel n'est

<sup>12</sup> Ces rapports ont été retrouvés après le départ des occupants du Limousin.

<sup>13</sup> Quatre mois plus tard, l'armée allemande est en pleine retraite et évacue à marches forcées les quelques morceaux de territoire français non encore libérés. La « Das Reich » avait été freinée et « terrorisée » par les maquis : « Pauvre roi supplicié des ombres, regarde ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures. Voici le fracas des chars allemands qui remontent vers la Normandie à travers les longues plaintes des bestiaux réveillés : grâce à toi, les chars n'arriveront pas à temps. Et quand la trouée des Alliés commence, regarde, préfet, surgir de toutes les villes de France les commissaires de la république –sauf lorsqu'on les a tués. ....Regarde, combattant, tes clochards ..... arrêter l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division « Das Reich » ». (MALRAUX André: oraison funèbre de Jean Moulin).

autre qu'un des responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane, est amené au général Sudre de la 1<sup>ère</sup> division blindée par quatre soldats français. C'est par leur biais que le général Sudre apprend que le général von Brodowski se cache dans la région.

19 sept. Une patrouille du 2<sup>ème</sup> Régiment de Reconnaissance de spahis découvre, près de Corre, von Brodowski. Conduit au poste de commandement du colonel Lecoq, le compte-rendu de l'incendie meurtrier dans l'église d'Oradour est trouvé sur sa personne : « Une communication téléphonique en provenance d'Oradour me signale ce qui suit : 600 personnes ont été tuées. Toute la population mâle d'Oradour a été fusillée, les femmes et les enfants se sont réfugiés dans l'église. L'église a pris feu. Des explosifs y étaient entreposés. Toutes les femmes et les enfants ont trépassé. » Quelques jours après avoir été incarcéré à la citadelle de Besançon, von Brodowski cherche à s'évader, c'est au cours de cette tentative qu'il est abattu par une sentinelle.

1.3. Le massacre d'Oradour-sur-Glane ou la crise du régiment « Der Führer »<sup>14</sup>.

1.3.1. Le massacre<sup>15</sup>.

10 juin (14 heures 15) : « Un grand émoi s'empara de la population. Un lourd convoi de camions arrivait par la route de Limoges et stationnait dans la partie basse du bourg. Il transportait un détachement important de S.S. qui peut être évalué à environ deux cents unités. Ceux-ci étaient casqués et étaient revêtus d'amples vestes de toile imperméable grossière, mouchetée, où dominaient les teintes verte et jaune. Il y avait là une dizaine d'automobiles. Cinq d'entre elles (trois camions et deux chenillettes) parcoururent alors la rue principale, rue Emile-Desourteaux, et se dirigèrent vers le haut de la ville où elles stoppèrent. Presque aussitôt les deux chenillettes revinrent du côté de l'église. Des soldats allemands descendirent de leurs voitures. »<sup>16</sup>. Les intentions des intrus devaient alors être partiellement révélées : « après l'arrivée des allemands dans le bourg, le tambour de ville Depierre-Fiche passa dans les rues en lisant un ordre qui enjoignait à tous les habitants, sans exception, hommes, femmes et enfants, d'avoir à se rassembler immédiatement sur le Champ de Foire, munis de leurs papiers, pour vérification d'identité. »<sup>17</sup>. Certains diront que des soldats, aux ordres du sous-lieutenant Barth, ratissaient déjà les champs et environs pour repousser les habitants vers le village. « Les S.S. qui avaient mis pied à terre pénétrèrent dans les maisons d'Oradour, se firent ouvrir toutes les portes et brutalement, sous la menace de leurs armes, obligèrent tout le monde, même les malades, à se rendre sur le lieu de rassemblement. »<sup>18</sup> En effet, comme l'a précisé M. Broussaudier : « Mme Binet, institutrice était au lit ; elle fut contrainte, malgré son état, à se mettre en route. Je l'ai vue sur le Champ de Foire en pyjama et revêtue de son manteau. Toutes les habitations ont été visitées soigneusement l'une après l'autre. » Selon M. Senon qui a lui aussi échappé à la

<sup>14</sup> Les faits rapportés ci-dessous sont fondés autant sur les rapports officiels que sur des témoignages de personnes ayant pour les unes échappé à la tuerie, pour d'autres, en ayant gardé en mémoire les actes des bourreaux d'Oradour-sur-Glane. Les seuls hommes rescapés du massacre se trouvaient dans le groupe de la grange Laudy. On ne sait donc rien sur ce qui s'est déroulé dans les six autres granges ou garages mais rien ne pourrait laisser imaginer une manière d'opérer différente de celle qui est décrite ci-dessous.

<sup>15</sup> Oradour avant le massacre est décrit en annexe 6 : « Oradour la veille et le lendemain du massacre ».

<sup>16</sup> Hubert Desourteux, fils du président de la Délégation spéciale (c'est à dire l'homme nommé par le gouvernement de Vichy pour faire office de maire) qui, dissimulé à son domicile, a pu observer les premiers déferlements des nazis dans le village. Il s'agit d'un rescapé du massacre.

<sup>17</sup> M. Clément Broussaudier, autre rescapé.

<sup>18</sup> M. Darthout, autre survivant.

mort, son oncle, impotent, « a été brutalisé et obligé de partir. Mme Lang et son mari, cachés derrière une fenêtre de la chambre de Mme Raynaud, ont également assisté au début du drame ». Mme Lang disait à cet égard : « les boches entrent brusquement dans les maisons ouvertes, gardent les issues, font sortir les gens, les dirigent vers le centre du bourg sous prétexte de vérifier leurs papiers. Deux S.S. poussent notre portail, frappent à notre porte à coups répétés en criant : « Mossieu, Mossieu. » Les coups redoublent ; L'abbé Lorich, prêtre lorrain, habitait une aile de la maison. Je l'entends répondre : « Minute, minute, on y va ! » Il ouvre la porte. Immédiatement, sans lui laisser le temps de prendre son chapeau, ils s'emparent de lui, de sa sœur, d'une amie venue d'un village voisin avec trois enfants et les dirigent vers le centre du bourg. » Melle Maria Gauthier indiquera qu'un poste de commandement a été établi dans un immeuble situé sur la route de Bordès et appartenant à M. Thomas, boulanger. Les S.S. procédèrent ainsi méthodiquement pour les adultes mais n'oublièrent pas pour autant les enfants groupés dans les écoles et groupes scolaires. Probablement abusés d'une manière ou d'une autre par les soldats chargés de les regrouper, les enfants sont conduits calmes et insouciant<sup>19</sup>. Un seul d'entre eux se méfiait et échappa à ses bourreaux, un jeune élève, réfugié de lorraine, Roger Godfrin, qui, semble-t-il instruit par l'expérience de sa province d'origine, dit à un de ses camarades : « ce sont des allemands, je les connais, ils vont nous faire du mal, je vais tenter de me sauver ». Il s'échappa par le jardin, derrière l'école, se cacha dans des massifs de verdure, puis dans les bois. Par ailleurs, les Allemands effectuent le ratissage des hameaux environnants. En en revenant, ils rabattent vers le champ de foire toutes les personnes qu'ils rencontrent sur les routes et dans les terres. Les cultivateurs sont contraints sous la menace de laisser leurs travaux ; ceux d'entre eux qui tentent de s'échapper sont immédiatement abattus. « Tous les habitants d'Oradour finissent de se rassembler sur la place du village. Ce sont des femmes en pleurs, d'autres plus courageuses ou confiantes. Certaines portent des bébés dans leurs bras ou les mènent dans de petites voitures. J'en vois soutenir un vieillard qui, apparemment sort du lit. Les hommes sont là aussi, quelques-uns surpris en plein travail, le boulanger, le torse nu, tout blanc de farine. Il y a là encore les notables : M. Le docteur Desourteaux père. Soudain un officier allemand l'interpelle : « Vous allez me désigner trente otages. » Courageusement, le maire refuse. Puis, sur l'insistance des S.S., il déclare qu'il se désigne lui-même et que s'il faut d'autres otages, on arrête toute sa famille. Cette attitude digne et généreuse ne pouvait rester que sans effet : six mitrailleuses légères sont mises en position autour du champ de foire avec mitrailleurs et servants à leurs postes.

(15 heures) : le rassemblement est achevé. Les Allemands divisent alors la population en deux groupes. D'une part les femmes et les enfants qu'ils conduisent à l'église, d'autre part, les hommes qu'ils dénombrent et alignent sur trois rangs assis sur le bord du trottoir, face au mur. Malgré la consigne donnée, M. Darthout se retourne un court instant pour voir les femmes s'éloigner lamentablement ; parmi elles son épouse qu'il apercevait alors pour la dernière fois. Un interprète s'avance et, soit qu'il ait été de bonne foi, soit qu'il cherche à justifier les événements qui devaient suivre, demande où sont les dépôts clandestins

<sup>19</sup> Certains ont dit que M. Rousseau, directeur, aurait essayé de faire fuir ses élèves. Le gradé allemand lui aurait alors dit qu'on allait mettre les enfants en sûreté dans l'église, car on craignait un combat dans le village. D'autres prétendent que pour faciliter le déplacement des enfants, le chef de détachement leur aurait promis des friandises ou leur aurait annoncé qu'il les conduisait à une séance photographique.

<sup>20</sup> Témoignage de M. Roby, autre rescapé.

d'armes et de munitions effectués par les « terroristes ». Seul un des hommes rassemblés déclare détenir une carabine de six millimètres, calibre autorisé alors la par préfecture. « elle ne nous intéresse pas », dit l'Allemand. Les S.S. perquisitionnent dans toutes les demeures évacuées, sans résultat.

(15 heures 30) : les hommes sont divisés en quatre groupes dont deux sont dirigés vers le haut du village, les deux autres vers le bas. L'ensemble est réparti entre sept granges, appelées en fonction du nom de leurs propriétaires : Laudy, Milord, Desourteaux, Denis, Bouchoule, garage et grange Beaulieu.

(vers 16 heures) : « Le groupe enfermé dans la grange ou je me trouvais<sup>20</sup> entre autres : Brissaud, le charron du village ; Compain, le pâtissier ; Morlièras, le coiffeur. A peine arrivés, les Allemands nous ont obligés à enlever deux charrettes encombrantes ; puis, nous ayant fait pénétrer à l'intérieur du bâtiment, quatre soldats demeurés à la porte braquèrent sur nous des mitrailleuses à feu croisé, dans le but de nous empêcher de fuir. Ils parlaient entre eux et riaient en examinant leurs armes. Soudain, cinq minutes après notre entrée dans les granges, paraissant obéir à un signal donné par une forte détonation que j'ai déterminée comme provenant du champ de foire, ils poussèrent un grand cri et ouvrirent lâchement le feu sur nous. Les premiers qui furent abattus furent protégés des rafales qui suivirent par les corps qui tombèrent sur eux. Je me mis à plat ventre, la tête entre les bras. Cependant, les balles ricochent contre le mur auprès duquel je me trouve. La poussière et le gravier gênent ma respiration. Les blessés crient. D'autres appellent leur femme et leurs enfants. Soudain, la mitraille cesse ; les bourreaux montent sur nos corps, achèvent, à bout portant, à l'aide de revolvers, les blessés qu'ils voient encore remuer. J'attends avec effroi la balle qui m'est destinée. Je suis blessé au coude gauche. Autour de moi, les cris s'éteignent, les coups de feu se font plus rares. Enfin, un grand silence règne, un silence lourd, angoissant, troublé cependant par quelques plaintes étouffées. Les bourreaux ont alors disposé sur nous tout ce qu'il pouvait y avoir de combustible à leur portée : paille, foi,, fagots, ridelles de charrettes, échelles... Ils mettent le feu au tas de paille qui nous recouvre. Les flammes se répandent rapidement, envahissant toute la remise. Je tente de fuir, mais le poids des corps, ma blessure m'empêche de me servir de mon bras gauche. Après des efforts désespérés, j'arrive à me dégager. Je me dresse, pensant recevoir une balle, mais les bourreaux avaient déserté la grange. » Dans l'église, les mêmes abominations se produisent sur les femmes et les enfants qui y avaient été rassemblés. Seule Mme Raufranche qui a perdu à Oradour son mari, son fils, ses deux filles et son petit-fils âgé de sept mois, en est sortie vivante : « entassés dans le lieu saint, à plusieurs reprises, nous attendîmes de plus en plus inquiets la fin des préparatifs auxquels nous assistions. Vers 16 heures, des soldats âgés d'une vingtaine d'années placèrent dans la nef, près du chœur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle sortaient des cordons qu'ils laissèrent traîner sur le sol. Ces cordons ayant été allumés, le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion soudain se produisit et d'où une grosse fumée noire et suffocante de dégagea. Les femmes et les enfants, à demi asphyxiés et hurlant de frayeur, affluèrent vers les parties de l'église où l'air était encore respirable. C'est ainsi que la porte de la sacristie fut enfoncée sous la poussée irrésistible d'un groupe épouvanté. J'y pénétrai à sa suite, et, résignée, je m'assis sur une marche d'escalier. Ma fille vint m'y rejoindre. Les Allemands, s'étant aperçus que cette pièce était envahie, abattirent sauvagement ceux qui y avaient cherché refuge. Ma fille fut tuée près de moi d'un coup de feu tiré de l'extérieur. Je dus la vie à l'idée que j'eus de fermer les yeux et de simuler la

mort. Une fusillade éclata dans l'église, puis de la paille, des fagots, des chaises furent jetées pêle-mêle sur les corps qui gisaient sur les dalles. Ayant échappé à la tuerie et n'ayant reçu aucune blessure, je profitai d'un nuage de fumée pour me glisser derrière le maître-autel. Il existe dans cette partie de l'église trois fenêtres. Je me dirigeai vers la plus grande qui est celle du milieu et à l'aide d'un escabeau qui servait à allumer les cierges, je tentai de l'atteindre. Je ne sais alors comment j'ai fait, mais mes forces étaient décuplées. Le vitrail était brisé, je me suis précipitée par l'ouverture qui s'offrait à moi. J'ai fait un saut de plus de trois mètres. Ayant levé les yeux, je me suis aperçue que j'avais été suivie dans mon escalade par une femme qui, du haut de la fenêtre, me tendait son bébé. Elle se laissa choir près de moi. Les Allemands, alertés par les cris de l'enfant, nous mitraillèrent. Ma compagne et le poupon furent tués. Je fus moi-même blessée en gagnant un jardin voisin. Dissimulée parmi des rangs de petits pois, j'attendis dans l'angoisse qu'on vienne à mon secours. Je ne fut délivrée que le lendemain vers 17 heures. »

Les Allemands commirent d'autres crimes isolés : en fouillant les maisons pour s'assurer de l'absence de toute âme qui vie dans le village, ils abattirent ceux qui y été demeurés, des vieillards impotents pour la plupart. De même autour du village, des personnes venues des hameaux voisins, souvent des mères de famille, qui étaient accourues pour ramener leurs enfants venus à l'école d'Oradour, furent assassinées.

(vers 19 heures) : M. Foussot, alors au village de Bordes constatant que les coups de feu se faisaient de plus en plus rares et pensant qu'ayant ses papiers en règles, pouvait rentrer au bourg, ne fit qu'une centaine de mètres en brandissant un mouchoir blanc, escalada une petite élévation de terrain, mais il fut immédiatement mitraillé. Deux tramways venant de Limoges arrivent à Oradour. Le premier est un tram d'essai, où se trouvent seulement quelques employés. L'un d'eux en étant descendu, est abattu et son cadavre jeté dans la Glane par les allemands. Le second contenait une vingtaine de personnes. Les Allemands en font descendre ceux dont la destination était Oradour, les emmènent dans un champ les entourant d'un cercle de S.S. armés autour d'eux. Une discussion animée entre deux gradés allemands s'en suit. Les voyageurs sont finalement remis en liberté et se hâtent de se disperser dans la campagne.

(dans la nuit) : Des soldats sablèrent le champagne dans une maison confortable et particulièrement bien approvisionnée en vivres, où se passèrent d'atroces orgies, à côté de corps inanimés.

### 1.3.2. Les thèses avancées pour expliquer Oradour-sur-Glane sont insatisfaisantes.

Avant de tenter d'identifier les mécanismes de crise qui ont fait passer les S.S. de la psychose à l'acte du crime de masse, dans un contexte véritablement inextricable<sup>21</sup>, rappelons brièvement les thèses officielles avancées, qui sont toutes réfutables.

<sup>21</sup> « pourquoi ce massacre ? Les allemands ont donné des prétextes – leur abondance même est une preuve de leur inexactitude. On a dit que ce n'était pas Oradour-sur-Glane, mais Oradour sur vayres, important centre de maquis, qui avait été visé et que le détachement allemand s'était trompé. On a dit aussi que des armes auraient été aperçues dans un garage d'Oradour-sur-Glane par des S.S. qui auraient décidé alors de revenir en force pour anéantir le bourg. On a dit encore qu'une rixe aurait éclaté entre Allemands et réfractaires et que deux allemands auraient été tués ; que des patriotes auraient tiré sur la colonne de S.S. à son arrivée au pays ; enfin, qu'une voiture allemande de tourisme aurait été attaquée, les jours précédents à quelques kilomètres et deux officiers allemands tués... En fait on ne sait rien de précis sur ce qui provoqua le martyre d'Oradour-sur-Glane. Des allemands se sont vantés d'avoir accompli une expédition punitive à 20 km de limoges ; il s'agissait bien, évidemment, d'Oradour-sur-Glane ...Ont-ils voulu faire un exemple pour terroriser les habitants de cette contrée qui ne leur étaient pas

Montrons par ailleurs que le procès des bourreaux<sup>22</sup> n'impose pas de nouvelle thèse.

### 1.3.2.1. Deux thèses s'appuient sur la vengeance.

La première hypothèse, relatée dans des notes documentaires du ministère de l'Information en juin 1945, indiquait qu'il s'agirait d'une vengeance exercée par les S.S. surexcités par l'assassinat d'un officier supérieur allemand<sup>23</sup> à Nieul, village situé à quinze kilomètres d'Oradour. Cette explication est peu vraisemblable parce qu'il n'est pas certain que cet assassinat a eu lieu – sans doute dans l'après-midi du 9 juin, le bruit a couru qu'un officier et trois militaires allemands avaient été arrêtés par des maquisards à Nieul, deux soldats auraient été tués et le troisième fait prisonnier, mais l'officier se serait évadé et aurait donné l'alerte – et on ne voit pas pourquoi les agissements du maquis à Nieul auraient entraîné des représailles à Oradour, deux villages distants de quinze kilomètres.

La deuxième hypothèse liée à la vengeance a la faveur des autorités d'occupation de Limoges. Elle fait état de trois militaires allemands faits prisonniers dans les environs d'Oradour et deux d'entre eux auraient été fusillés. Parmi eux, se serait trouvé un officier subalterne - ce qui contredit l'hypothèse précédente - du service de l'intendance qui aurait réussi à s'évader au cours de la nuit après avoir été dépouillé de ses vêtements. Il aurait donné l'alerte à Limoges et les représailles auraient été effectuées immédiatement après. Cette thèse qui se rapproche de la précédente et qui n'en diffère que par l'endroit où se seraient déroulés les faits, n'a pas plus fait l'objet de confirmation précise. D'autre part, émanant de l'autorité d'occupation des forces territoriales dont on connaît l'aptitude à se transformer en faussaires, elle ne peut prendre la valeur de vérité historique.

---

favorables ? On ne sait pas... Quoiqu'il en soit, aucun mobile ne saurait excuser l'horreur d'un tel massacre, et il semble que ce mobile même n'existe pas. Les tortionnaires de toute une population laborieuse et innocente se sont mis à jamais au ban de l'humanité. (Extrait d' « Oradour souviens-toi »).

<sup>22</sup> C.f. annexe 3 : « Les tribunaux d'exception, le procès de Bordeaux ».

<sup>23</sup> Il s'agit de l'antithèse de la Résistance dans le Limousin : La division "Das Reich" quitte Montauban le 8 Juin 1944. Le bataillon éclaireur parvient à Brive-la-gaillarde vers 18 heures et part au secours du reste de la garnison allemande encerclée dans la Manufacture d'Armes (MAT) de Tulle ayant été libérée par le F.F.I. à 16 heures. Le 9 juin à 2 heures du matin le détachement précurseur arrive à Limoges avec entre autres le Sturmbannführer, Otto Diekmann commandant le 1er Bataillon du "Der Führer" et Helmut Hämpfe "Héros N° 1" de la Division commandant le 3ème Bataillon. La reprise de Tulle a donné lieu aux pendaisons et déportations que tous les historiens connaissent. Pour Limoges, que le colonel Georges Guingouin a refusé d'investir malgré les ordres reçus, les SS n'avaient pas de raison de détruire la ville. Le SS Brigadeführer Lammerding et son état-major s'installent au Central Hôtel Le Sturmbannführer Diekmann loge son Bataillon dans le secteur de Rochechouart-Saint-Junien. Le Sturmbannführer Kämpfe part de Saint-Léonard-de-Noblat son nouveau cantonnement, pour prêter main forte à la garnison qui venait de reprendre Guéret après sa libération des 7 et 8 juin par les F.F.I. auxquelles s'étaient ralliées les élèves officiers de la Garde. C'est au retour de Guéret, après avoir accroché 2 camions de F.F.I. et fait massacrer 29 jeunes maquisards que le Sturmbannführer Kämpfe fut capturé par le détachement de sergent Canou de la 1ère Brigade de marche du Colonel Guingouin. L'arrestation de Kämpfe eut lieu entre 20 et 21 heures près de l'allée de Vernon (Moissannes-Saint-Léonard). Le 9 juin toujours, mais dans l'après-midi, l'Etat-Major de la "Das Reich" demande à Filliol, chef du 2ème service de la Milice, accompagné par 4 autres miliciens de "Choisir" un bourg à anéantir pour monter une action punitive. Le choix s'est porté sur Oradour-sur-Glane, et pour cause, c'était un village tranquille où les Limougeauds avaient l'habitude d'y faire leur marché en fin de semaine. Les maquisards évitaient ce bourg car tout en longueur, car pratiquement parallèle à la route nationale 141 Limoges-Angoulême très fréquentée par les Allemands. Les soldats du 3° Bataillon "Der Führer" recherchent leur commandant une partie de la nuit. Ne le trouvant pas ils alertèrent le Général Lammerding, ami personnel de Kämpfe. Le général ne pouvait pas croire à sa disparition définitive. Malgré les ordres du Haut-Commandement de rejoindre au plus vite le front de Normandie il stoppa la Division. Il voulait à tout prix récupérer Kämpfe. On n'abandonne pas aussi vite le "Héros N° 1". Oradour et ses habitants avaient, eux, cessé d'exister... La "Das Reich" quitta le Limousin le 12 juin 1944 à 5h30 soit avec 48 heures de retard. La tête de pont et des milliers de soldats alliés étaient sauvés. Kämpfe ne pouvait pas servir de prétexte à la folie d'Oradour, car Lammerding le croyait toujours vivant.

### 1.3.2.2. Action dans le cadre du plan d'éradication des maquis, renseignement erroné.

Une thèse consiste à dire qu'une action a été menée par les Allemands qui croyaient qu'un dépôt d'armes était dans le bourg. Aucune preuve n'est fournie à l'appui de cette explication, que seules quelques paroles prononcées par les meurtriers avant le massacre viennent éclairer. D'autre part, les fouilles ont été effectuées dans le village le 10 juin, où seul un fusil de chasse qui n'intéressait pas les S.S. a été trouvé, et les fouilles sont demeurées vaines.

### 1.3.2.3. Action dans le cadre du plan d'éradication des maquis, erreur dans le lieu d'application.

A côté de ces hypothèses, recueillies par une source officielle française, et dont d'autres variantes pourraient être signalées, il en est une qui a retenu l'attention de Robert Aron<sup>24</sup> : un agent diplomatique étranger, qui se trouvait à Limoges au moment de l'événement, a bien voulu lui communiquer les éléments d'un rapport inédit qu'il écrivit à son chef de poste : « on se perd en conjonctures sur les causes du massacre. Le censeur allemand interrogé a dit qu'il s'agissait d'une regrettable erreur et que l'expédition punitive était destinée à un autre hameau appelé Oradour-sur-Vayre. Quant au général résidant à Limoges, il paraît désolé de la chose et prétend que ces incidents sont le fait d'éléments isolés qui ont agi sans ordre ». Cette interprétation a paru devoir être rejetée par Robert Aron, car il a pu se rendre compte lui-même de la discipline exemplaire de la division « Das Reich » au cours de la traversée de Limoges et dont certains éléments ont cantonné dans cette ville. « Pour compléter le présent rapport, je me dois de vous signaler que des éléments de la Résistance se trouvent dans les environs de Limoges, mais que précisément, il n'y en avait pas à Oradour-sur-Glane. » Cette thèse ne saurait donc pas plus nous satisfaire que les précédentes, quand nous connaissons le penchant qu'ont les S.S., à ce moment, pour travestir la vérité afin de justifier leurs actions.

\*\*\*

Quel que soit le concours de circonstances qui aura concouru au massacre d'Oradour : que ce village ait été désigné par la suite d'une erreur ou d'une volonté précise, les intentions et la responsabilité des meurtriers restent les mêmes. D'ailleurs il ne s'agit pas ici d'expliquer les raisons du choix du village mais de comprendre les mécanismes du passage à l'acte du crime de masse. A cet effet, le procès des bourreaux, analysé ci-dessous, aurait pu éclairer sur la structure de la crise et sur la psychologie des acteurs. Cependant, nous verrons que le procès lui-même apporte peu d'intérêt à l'analyse décisionnelle et qu'il faudra reprendre toutes les caractéristiques propres de cette crise pour en comprendre les facteurs clefs, les ruptures d'équilibres et tenter, in fine, d'identifier les bifurcations.

### 1.3.3. Le procès des bourreaux.

Les survivants et les sympathisants auront dû demander pendant huit ans que les coupables du massacre d'Oradour soient traduits en justice et les victimes ainsi « vengées ». En effet, ce n'est qu'en

<sup>24</sup> ARON Robert, Les grands dossiers de l'histoire contemporaine, Hérissé, Paris, 1973, pp. 163-164.

janvier 1953, devant le tribunal militaire de Bordeaux, que débuta le procès qui laissa<sup>25</sup> une immense amertume chez la partie civile, et au-delà même, dans tout le Limousin. Par ailleurs, l'émoi ne toucha pas uniquement les demandeurs mais bien la nation tout entière. A la question relative au caractère pour le moins tardif du procès, nous répondrons aisément que, en dépit de la forte préoccupation des habitants d'Oradour et du Limousin, l'Etat français avait, les premières années d'après guerre, d'autres objectifs et visait dans un premier temps à réconcilier les Français en effaçant les traces de la collaboration de nombre d'entre eux.

Il importe de dire d'emblée qu'aucun élément factuel ne permet de comprendre la crise d'Oradour. En revanche, les non-dits, les lacunes et les silences achèvent de déshumaniser les victimes. On peut résumer ce procès et les ressentiments des Alsaciens comme du Limousin en citant le monde du 30 janvier 1953 : « Quel étrange procès ! On pourrait même le qualifier de procès à double face ; D'un côté, la loi, le droit, l'interprétation des textes, les manœuvres en coulisse, et de l'autre, une profonde horreur, une somme de douleurs ineffaçables, des récits bouleversants d'humanité simple et douloureuse qui font pleurer. Au gré des événements, on passe de l'un à l'autre.»

Mais on ne peut en tirer d'élément déterminant pour l'analyse décisionnelle, exception faite de l'état d'esprit des meurtriers.

---

<sup>25</sup> C.f. annexe 3 : « Les tribunaux d'exception, le procès de Bordeaux ».

## DEUXIEME PARTIE : PENSER LA CRISE ET LA PRESCRIRE

Comme en témoigne le massacre de Srebrenica (13-15 juillet 1995), celui d'Oradour-sur-Glane semble avoir été bien préparé, même si l'échelle est différente, car il a supposé la coordination des quatre types d'acteurs actifs<sup>26</sup> : l'armée allemande, la Gestapo et les paramilitaires que constituent non seulement la milice mais aussi les informateurs qui sillonnaient la campagne comme agents à la solde des Allemands. Les différents récits du massacre montrent invariablement la réunion d'éléments clefs constitutifs de la structure de crise et le dispositif générateur du crime de masse.

### 2.1. Comprendre la structure de crise.

La future victime constitue un acteur sécable, non seulement pour une question d'efficacité technique mais parce que le modèle hiérarchique S.S. et la parcellisation du travail sont des procédés classiques pour faciliter la déresponsabilisation des individus à mesure qu'ils s'enfoncent dans le crime et pour diluer les responsabilités des bourreaux : plusieurs sites d'exécution identiques avec des acteurs identiques dans chacun de ces sites, décentralisation des actions...

Mais s'il est avéré que le major Otto Dickman avait préparé et dirigé l'opération, en revanche, il apparaît bien que son intervention personnelle ne soit cantonnée qu'à sa préparation pour que la perpétration du crime d'Oradour soit « multi-responsabilisée » et par là même déresponsabilisée. La crise du « Der Führer » relève donc d'un mécanisme articulé autour des critères clefs : huis clos, impunité et ruptures créatrices.

#### 2.1.1. Situation de huis clos.

Dans cet espace clos que constituait Oradour, bouclé, toute violence redevient possible et peut excéder toute limite déjà pratiquée dans le passé. Le huis clos recherché, assuré puis entretenu par les S.S. concerne non seulement le village mais également l'église et les granges qui isolent même visuellement les victimes et les bourreaux, les chefs et les exécutants. Condition inhérente à la barbarie, la situation de huis clos et la totale dépendance des futures immolés ont provoqué de profondes modifications du rapport des S.S. au monde. Ce dernier se résumait au village isolé de tout contexte extérieur, hors temporalité, le temps pour le « Der Führer » d'oublier sa peur et de la transmettre intégralement aux victimes.

#### 2.1.2. Impunité et aveuglement résultent du huis clos.

Couverts par leurs chefs, à l'abri de regards extérieurs et non menacés par les futures victimes désormais à leur merci, les S.S. savaient qu'ils pouvaient tout leur faire subir. Le sentiment d'impunité favorisa la levée des inhibitions : la violence pouvait alors monter aux extrêmes. Ce dispositif repose sur l'abolition de l'ordre ordinaire entre groupes humains, avec ses normes et ses interdits : le désordre

---

<sup>26</sup> C.f. annexe 1 : « Définition d'une grille de lecture de la crise du « Der Führer » et typologie du crime de masse ».

suscité par la peur qu'éprouvaient les S.S. les rendait aveugles à la nature de leurs victimes. Mais il ne définit que le « cadre » de la production du crime : il ne faut pas oublier tous les procédés et les techniques qui visent à en stimuler la perpétration. Au premier rang figure la peur, puis vient la propagande qui circulait au sein de l'armée allemande au moment des faits et qui légitimait à l'avance toute action (ce que l'on fait dans le Limousin aux Allemands, vous pouvez et devez le faire à votre tour). La peur passera par le réveil de sentiments passés et provoquera – en miroir – une vengeance aveugle.

### 2.1.3. Les ruptures créatrices.

Au-delà du facteur « huis clos », essentiel puisqu'il enfante tous les phénomènes déviants quand il est concomitant de la peur, il existe d'autres clefs de lecture de cette crise : des ruptures créatrices.

#### 2.1.3.1. L'appât du gain.

Par le pillage des maisons, l'ambition personnelle de certains S.S. de la troupe ou de collaborateurs zélés, la perspective d'une sexualité violente (même si une telle violence ne peut être ni vérifiée, ni invalidée, en l'absence de témoin) qui peut se traduire uniquement par le meurtre de femmes et d'enfants soumis, sont autant de facteurs supplémentaires de participation à la dynamique criminelle. Le seul fait d'impliquer le plus d'individus possibles (le nombre de S.S. présents était largement surdimensionné par rapport à la tâche à accomplir) traduit plusieurs notions : l'appât du gain, concrétisé par une ripaille post-crime de masse, mais également la massification du crime.

#### 2.1.3.2. La pression du groupe.

La pression du groupe, en suscitant l'émulation, contribue fondamentalement à l'escalade de la violence pendant laquelle les plus déterminés surveillent ceux qui hésiteraient : chacun des S.S., jeunes et moins jeunes, se devait à Oradour de prouver aux autres sa propre dureté. Il s'est instauré un véritable conformisme des tueurs, devant tous se ressembler dans le crime, pour que le facteur d'indifférenciation des criminels soit réalisé. Après l'amalgame des futures victimes aux « terroristes » qui sévissaient dans la région, la phase de déshumanisation a alors fait son œuvre et entraîna, par la pression du groupe de S.S. et de sa culture propre, la déshumanisation de cette propre troupe. En détruisant Oradour et ses habitants, ils se sont détruits tels qu'ils étaient alors, sujets à la peur et à l'impuissance face à la résistance, pour renaître tels qu'ils étaient avant, comme sur le front de l'Est, encore maîtres du conflit.

Et comme cela ne suffisait pas, l'alcool et la ripaille ont aidé à lever les derniers sentiments interdits : le deuil et le remord. L'ivresse de soi, celle des S.S., entretient l'ivresse de tuer. C'est pourquoi les crimes de masse ont pu être commis et répétés après Oradour.

### 2.1.3.3. Le facteur identitaire.

En affirmant leur propre identité - Allemands, S.S. et anciens du front de l'Est, ce qui est symptomatique de l'éradication du groupe humain - les tueurs basculent du fantasme de destruction à l'acte destructeur. Par ailleurs, au moment de tuer, les S.S. nient l'identité réelle des victimes d'Oradour où les deux cas de figure, constatés dans d'autres lieux de massacre, sont concomitants : on inscrit la victime dans le combat séculaire local en le traitant de « lorrain » ou de « communiste » et on le militarise en le baptisant « terroriste » ou en l'appelant « otage » pour établir un rapport fictif de forces militaires ou tout du moins d'acteurs présentant une menace. Enfin, au dernier moment, par retour identitaire simulé, les S.S. déguisent le crime de masse en crime de guerre car c'est ainsi qu'ils se ré identifient à des soldats.

### 2.1.3.4. Fascination par la violence.

Le crime d'Oradour n'est pas un crime de masse comme tant d'autres en ce sens qu'il ne s'est pas réduit à tuer à grande échelle mais qu'il a consisté à tuer atrocement. Les opérations d'éradication des foyers de Résistance conduites jusqu'alors et ultérieurement ont été beaucoup plus ciblées ou limitées, or à Oradour, tuer n'a pas suffi, ni même faire souffrir. L'explication selon laquelle les individus qui commettent ces horreurs sont des monstres psychopathes doit être écartée d'emblée même si on peut admettre que certains d'entre eux aient eu des personnalités perverses ou sadiques. En effet on ne peut penser la crise par ce biais car les S.S. ne sont pas monstrueux en tant que tels, mais en tant qu'ils se sont sciemment engagés dans la dynamique d'un crime odieux.

Si le niveau de violence peut alors être interprété pour élucider le rapport ordinaire / extraordinaire de la conduite atroce à Oradour, en revanche, comme dans les autres cas de crime de masse, le scénario est toujours le même : une intervention à l'improviste, encerclement, séparation des hommes et des femmes, atrocités du massacre par pendaison, par le feu... , déclenchement des tueries, saccages et pillages des maisons, mutilation des cadavres (mis à feu).

\*\*\*

L'expérience vécue par le « Der Führer » lors des campagnes sur le front de l'Est a montré l'efficacité de leur stratégie de l'action violente : ce qui les fascine n'est même pas son efficacité, puisque les actes de Résistance n'ont pas cessé pour autant, mais la violence elle-même. La violence a exercé sur chaque S.S. pris par sa culture propre, un formidable pouvoir de séduction, surtout lorsqu'elle est collectivement orchestrée et qu'elle se voulait au service de la bonne cause : la lutte contre les « terroristes ».

## 2.2. Penser la crise à travers le facteur psychologique identifié : la peur.

Le crime commis a été perpétré sous l'emprise de la peur qui était, semble-t-il, globalement ressentie dans l'armée allemande<sup>27</sup>.

---

<sup>27</sup> C.f. annexe 5 : « Descriptif de crises imbriquées ».

### 2.2.1. La formation d'une psychose collective.

La peur tient une place fondamentale dans l'histoire des exactions commises dans le Limousin par les S.S. de la « Das Reich ». Dès qu'on approche les représentations collectives que chaque groupe d'acteurs de la région a de lui-même et des autres, la peur est présente : discrète ou manifeste, subtilement distillée par les Résistants et les troupes d'occupation ou plus importante quand elle relève du débarquement du 6 juin, elle est partout dans les esprits des unités combattants, des collaborateurs dont le destin est lié à la présence des S.S. comme aux représailles des maquis, et des populations très vulnérables et par principe jugées complices des Résistants.

D'où vient cette peur ? Assurément des épisodes de massacres en série dans les autres villages, de la réputation avérée de la cruauté aveugle dont savent faire preuve les S.S. et d'actions des maquis qui ne semblent pas toujours mesurer les représailles sur la population. D'autre part, l'ampleur du débarquement et le piège dans lequel sont tombées les forces allemandes leur font craindre une issue fatale et rapide du conflit. Toutefois, l'efficacité de la propagande allemande contre les « terroristes » qui affecte assurément certains des civils non engagés, ne repose pas uniquement sur la force des messages. Elle tient aussi, et peut-être d'abord, à la réceptivité des ceux qui y sont cités et qui veulent bien y croire. Même si l'information qui y est affirmée n'est pas crédible, connaissant la peur qui commence à étreindre les Allemands, elle est encore assimilée par certains civils.

En ce sens peur et propagande se trouvent dans une relation dialectique : la propagande a été relancée par les S.S. (tract du 5 juin) et les sentiments de peur, enracinés depuis l'occupation de la région et l'intensification des actions de la Résistance, offrent des conditions idéales de réceptivité à de telles informations, comme celles qui découlent de la nouvelle situation militaire dans le Nord.

La peur d'être détruits, sentiment partagé par les S.S., tend à accroître l'anxiété et la propension qu'ont les Allemands à recourir à des exécutions sommaires. Ces peurs conjuguées réalisent, dès le 5 juin, une totale polarisation des acteurs, sans distinction puisque tous se sentent menacés, et à développer la haine contre un groupe perçu comme un danger mortel, surtout quand l'impuissance vient compléter ce sentiment.

### 2.2.2. La peur, résultat et élément déclencheur du processus décisionnel : l'« attracteur ».

La peur de la mort est l'un des ressorts les plus puissants de la montée aux extrêmes de la violence. Mais autant face aux Résistants, dont les actions sont de plus en plus efficaces et obtiennent des résultats militaires des plus décisifs, le risque de mourir sans pouvoir influencer directement le cours du conflit est une menace bien réelle dans l'esprit des S.S. (il faudra tuer pour ne pas être tué), autant, face aux

populations civiles non impliquées dans le soutien de la Résistance, la menace de mort est purement imaginaire et du ressort du fantasme exagéré<sup>28</sup>.

Comment s'est opéré alors cette bascule du fantasme à l'action, le passage de la peur d'être détruit par un ennemi inaccessible à la destruction de civils sans défense ? Comment s'est opéré ce mimétisme d'actes quotidiennement perpétrés à l'Est, plus exceptionnellement à l'Ouest comme à Oradour ?

2.2.3. Passer à l'acte pour reprendre l'initiative : un acte rationnel mais illusoire dicté par la peur.

L'irrationalité apparente de cette violence ne l'empêche aucunement de se déployer de manière rationnelle. En effet, les S.S. ont fait preuve de calcul et ont su choisir les moments et lieux favorables à l'acte. Il faut donc distinguer la préparation de l'acte criminel et le moment précis de basculement dans le crime de masse. Pour juguler la peur d'être détruits, il a fallu aux S.S. frapper avant d'être frappés, donc chasser, choisir et tuer – préventivement – ceux qui incarnent, même faussement, une menace.

A ce titre la problématique ne doit pas s'appuyer sur la réalité de la menace que représentait la population d'Oradour mais sur la perception qu'en avaient les S.S.. En ce sens, le processus d'éradication de la population d'Oradour et le cheminement décisionnel, sont non seulement prémédités mais bel et bien planifiés dès la réception du « Plan B ». On n'a bien entendu pas découvert d'archive d'un plan spécifique ordonnant des massacres qui prouverait de manière irréfutable son existence<sup>29</sup>, mais les faussaires qui ont travesti les comptes-rendus en prouvent l'application implicite et le caractère non improvisé du passage à l'acte.

2.2.4. Une crise avec des déviances durables, fruits d'une véritable stratégie S.S. de la violence.

2.2.4.1. La justification de la violence.

En justifiant les moyens par la fin, les S.S., entre eux, font de la violence un simple moyen technique, un outil et un instrument qui doit être jugé selon le seul critère de l'efficacité et de sa capacité à remplir la mission générale. La violence n'est alors pour eux ni bonne ni mauvaise mais seulement plus ou moins efficace. En la sortant ainsi du champ de l'éthique, ils la positionnent volontairement sur celui du pragmatisme pour la rendre éthiquement neutre et en mesurer l'utilité qu'à travers la probabilité de sa réussite ou de son échec. La décision qui commande l'action - quand il y a une place laissée pour la décision – n'est alors plus un choix mais qu'un calcul.

2.2.4.2. Une justification pour n'éprouver ni remord ni deuil.

Au-delà du courage des véritables héros qui ne cherchent jamais à se disculper par une feinte justification ou en travestissant la vérité, le piège de la nécessité qui peut conduire à user de violence ne

---

<sup>28</sup> Les commandants d'unités S.S. qui glissent au sud de la Loire en Août et début Septembre 1944 pour filer à l'Est depuis la côte Atlantique et échapper à Patton arrivé au nord du fleuve, sont munis de cartes où la Sologne, le Limousin et d'autres zones d'actions des Résistants, sont émaillées de cercles figurant les maquis en nombre infiniment plus important qu'il n'en existait réellement : la peur était devenue viscérale et totalement tournée vers toute la population.

se conçoit que s'il s'applique à un ennemi. Dans un texte écrit au début de la seconde guerre mondiale<sup>30</sup>, Freud écrivait : « Lorsqu'une décision aura mis fin au sauvage affrontement de cette guerre, chacun de ces combattants victorieux retournera joyeux dans son foyer, retrouvera sa femme et ses enfants, sans être travaillé par la pensée des ennemis qu'il aura tués dans le corps à corps ou par une arme de longue portée. » Ce fut à l'évidence le cas<sup>31</sup> combien même il ne s'agissait pas d'ennemis mais d'innocents.

L'homme civilisé ne semble éprouver aucun sentiment de culpabilité vis-à-vis du meurtre, contrairement à l'homme primitif et sauvage qui n'était pas, remarque Freud, un meurtrier impénitent. En effet, lorsqu'il revenait vainqueur dans son village, il n'avait pas le droit de pénétrer dans ce village, de toucher sa compagne avant d'avoir expié ses meurtres guerriers par des pénitences souvent longues. L'homme véritablement civilisé n'a donc pas, après avoir été pris par la nécessité qui l'a contraint à tuer son adversaire ou ennemi, le goût de fêter une quelconque victoire, ne cherchant nullement à se disculper par une quelconque justification. Mais il veut, au contraire, prendre le deuil de ceux qui sont morts de ses mains. Après la mise à mort, la « civilisation » exige le port du deuil, tandis que la « sauvagerie » incite à fêter la victoire : cette déviance comportementale a totalement affecté le « der Führer ».

#### 2.2.4.3. Une justification de la violence pour fêter la victoire de la barbarie, faire ripaille.

Toute « délicatesse morale » s'est perdue chez les acteurs du Limousin. Ce fut bien évidemment le cas pour les S.S. qui ont perpétré des actes systématiques de barbarie, mais également pour les « justiciers » qui ont pris en main l'épuration dès juin 1944. La « Das Reich »<sup>32</sup> est allée au plus loin de ce qu'il était imaginable<sup>33</sup>, bien au-delà de la nécessité des ordres puisque même Hitler en a condamné la barbarie, et que la ripaille qui a suivi leurs méfaits montre à quel point leur impénitence du moment – de même qu'au procès des années plus tard – traduit l'incapacité qu'ont eu les S.S. à maîtriser leur violence et leurs peurs. Ces deux déviances sont demeurées tenaces.

Leur forfait accompli, les S.S. ne sont pas rentrés à Saint-junien. Une partie a cantonné à Neuil, où des épisodes particulièrement odieux ont pu être relatés<sup>34</sup>. Plusieurs habitants ont confirmé l'état d'esprit

<sup>29</sup> Il est par ailleurs probable qu'un tel plan n'a pas existé, les S.S. n'avaient pas besoin d'ordre explicite pour massacrer.

<sup>30</sup> FREUD, *Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort*, Paris, Hachette, 1973, p. 32.

<sup>31</sup> C.f. annexe 3 : « Le procès des bourreaux ».

<sup>32</sup> C.f. annexe 5 : « Le descriptif de crises imbriquées » et l'annexe 6 : « Oradour la veille et le lendemain du massacre ».

<sup>33</sup> MALRAUX André, *Antimémoires*, Fayard, Paris, 1957, p. 145. Extrait du compte rendu du dialogue avec l'Allemand qui l'a fait prisonnier : « a quoi sert ce que vous faites ? – vous savez bien que tout combat suppose une âme. Celle du nôtre vous échappe. Vous croyez que nous combattons pour vaincre.... ».

<sup>34</sup> De nombreux habitants des environs de cette localité ont témoigné que le soir du 10 juin, les S.S., du haut des camions qui les conduisaient à leur cantonnement, tiraient sur la route des rafales d'armes automatiques. De son côté, M. Henri Demange habitant de Barre-de-Veyrac, affirme que « le 10 juin vers 20 heures, sur un camion allemand, chargé de matériel venant d'Oradour-sur-Glane et se dirigeant vers Nieul, j'ai vu et entendu des S.S. chantant et jouant de l'accordéon. » Le directeur de l'école, M. Bouty témoigne de l'arrivée des Allemands en ces mots : « les S.S. sont arrivés à Nieul, le samedi 10 juin 1944, vers 22 heures ; leurs camions, précédés d'une auto-chenille, se sont arrêtés sur la place devant le groupe scolaire. Aussitôt les Allemands sont descendus de leurs véhicules et, peu après, un petit groupe de trois ou quatre hommes s'est dirigé vers l'école. L'un d'eux a donné de violents coups de botte dans la porte fermée de mon habitation. J'ai ouvert aussitôt et un soldat qui parlait un peu le français m'a demandé : « Ecole pour 150 bonshommes ? » J'ai indiqué les classes qui avaient été réquisitionnées la veille par un détachement de soldats allemands en même temps que les deux chambres de mon logement personnel et de nombreuses autres chambres du bourg. Les soldats se sont installés dans les classes, et, durant toute la nuit, de

dans lequel se trouvaient les acteurs du massacre : tous sont d'accord pour signaler qu'à leur arrivée à Nieul les Allemands étaient en proie à une excitation extraordinaire. Ils se répandirent dans les rues en poussant des cris. Ils ont déclaré avoir été surpris par le calme et la correction de l'accueil de la population qui ne savait encore rien de ce qui s'était passé à Oradour-sur-Glane. On les entendit dirent entre eux qu'ils rentraient d'une dure « expédition » pour laquelle ils avaient eu « chaud ». Ils burent beaucoup et passèrent une partie de la nuit à se laver dans les lavabos de l'école. Les vivres furent consommées sans modération, les cris et hurlement de « ripaille » abondèrent et parfois des menaces de mort et d'incendie. De jeunes femmes sont obligées de prendre la fuite. Une certaine méfiance semblait par ailleurs les animer : les officiers ne se séparèrent pas et décidèrent de coucher dans la même pièce.

Le festin, composante essentielle du crime de masse, a ainsi également un rôle prépondérant comme atténuateur, dans l'esprit des meurtriers, de leur peur de représailles et leur a évité de sombrer dans la phase classique de prostration post-criminelle, où l'on devient infiniment vulnérable.

#### 2.2.4.4. Fêter la victoire en déguisant la violence.

Revenant sur les faits de l'après massacre, il est acquis qu'il faut expliquer cette culture de la violence vécue par les S.S. du régiment « Der Führer » par la nature des liens qui unissaient les officiers, les sous-officiers et la troupe. Ces liens pouvaient presque naturellement à placer cette « loi » non dite au-dessus des ordres. Mais elle ne suffit pas, à l'évidence, à expliquer l'application aveugle de cette violence.

Ce qui, en définitive, fonde la culture S.S. de la violence, n'est pas la violence elle-même, mais, au-delà même de la justification de la violence, son déguisement. En effet, la culture des S.S. du « Der

---

nombreux camions ont évolué dans les cours de récréation. Les officiels qui devaient occuper les chambres de mon appartement ne sont pas venus. J'ai appris, plus tard, qu'ils s'étaient fait porter des matelas dans la salle d'un bâtiment communal où ils passèrent la nuit. Le lendemain, dimanche, les soldats allemands se sont fait préparer des repas dans les maisons du bourg de Nieul, avec des volailles qu'ils avaient apportées vivantes dans des sacs. Après leur départ, j'ai trouvé, sur la pelouse, devant mon logement, un pot de confiture et une bouteille de liqueur pas tout à fait vides. Sous le préau de l'école une douzaine de poulets morts dont quelques-uns étaient décapités et plumés. » M. Paul Michot, monteur au poste émetteur de Lieul, précise : « dans la maison de mon beau-père (M. Laroudie), les Allemands ont débouché des bouteilles de vin vieux qu'ils avaient apportées et qui ont été retrouvées vides après leur départ. Ils étaient porteurs de nombreux jambons. Ils ont grillé dans la cuisine du café vert. Ils avaient des lapins et des pigeons à profusion. » M. Bouty, questionné sur d'éventuels objets en possession des allemands, répondait : « j'ai vu, dans des camions, des soldats allemands enveloppés de couvertures qui n'avaient rien de militaire. J'ai vu aussi, le dimanche, dans la cour de l'école, des soldats qui jouaient avec deux bicyclettes neuves qu'ils ont brisées en riant et en poussant des exclamations. Le lundi 12, après le départ de ces troupes, j'ai recueilli les cadres de ces deux bicyclettes. L'un d'eux portait une plaque d'identité au nom de Barthélemy, Oradour-sur-Glane. En outre, une motocyclette appartenant à M. Leblanc, d'Oradour-sur-Glane, a été retrouvée dans l'étang du parc. M. Michot déclare : « un S.S. qui logeait dans la maison de mes beaux-parents a réparti entre ses camarades, par la fenêtre de la salle à manger, des billets de banque qu'il retirait de deux vastes cantines. Les Allemands ont circulé dans le bourg les mains et les poches pleines de ces coupures. » Mme Riffaud, tenancière d'un restaurant à Nieul témoigne : « J'ai reçu chez moi des allemands qui étaient porteurs d'un canard vivant enfermé dans un sac. Ils m'ont demandé de le mettre de côté pour pouvoir l'emporter lors de leur départ de Nieul. Comme je leur représentais que cette bête risquait fort d'étouffer dans ce sac, l'un d'eux m'a répondu que s'il crevait, mon mari et moi serions kapout le lendemain. J'ai répliqué : « Après vous avoir servi toute la journée, vous ne feriez sûrement pas ça ! » Ils m'ont répondu : « oh ! Madame, nous avons fait pire ! ... Une balle ne fait qu'un tout petit trou ! » J'ajoute qu'ils ont tué sur la route de Bellac, un jeune homme de 15 ans, M. Doumeix, de Fougerat qui, en les voyant, avait tenté de prendre la fuite. Pendant toute la journée du dimanche, des soldats allemands sont restés installés dans les camions. Il est évident que les S.S. n'avaient pas la conscience tranquille. Ils réalisaient fort bien la gravité du forfait accompli ; aussi redoutaient-ils les représailles d'une population exaspérée et qu'ils pensaient peut-être susceptible de se révolter. De temps en temps, un ou plusieurs de ces véhicules partaient dans la direction des localités voisines. J'ai appris qu'au cours d'une de ces expéditions, un détachement avait incendié le château de Morcheval, voisin de Nieul. »

Führer » véhicule des images de la violence qui sont des montages ayant pour but et pour effet d'en cacher la vérité. Leur culture confectionne un habillage qui vise non pas à désigner la violence des actes de certains groupes de résistants mais à la déguiser. Cet habillage veut occulter la violence en la légitimant comme un droit de l'homme menacé et en l'honorant comme la vertu des hommes forts : les S.S.. Les images qu'ils ont voulu laisser après le massacre : incendies, cadavres brûlés, fausses déclarations, comptes-rendus mensongers...tendaient à montrer que l'œuvre de leur violence était la justice - faces aux « terroristes » - et non pas la mort. La représentation culturelle qu'ont les S.S. de la violence vise alors toujours à les ennoblir en tant qu'acteurs de cette violence et à masquer tout ce qui est ignoble en elle. Ainsi, le procès de Bordeaux ne s'est-il pas occupé de juger la responsabilité dans l'acte mais de trancher la question de la responsabilité de la présence pendant l'acte...

\*\*\*

« Nous le savons, l'homme est un être raisonnable, mais les hommes le sont-ils ? »<sup>35</sup> Comment comprendre les massacres de populations civiles sans défense ? Peut-on prescrire une telle crise ? Peut-on s'en prémunir quand on est soldat ?

### 2.3.Prescrire la crise.

« Qui veut la fin veut les moyens ». Dans ce proverbe, c'est l'action qui est importante et non pas l'intention de l'acteur. Or la fin est de l'ordre de l'intention chez le militaire encore plus que chez tout autre décideur et seuls les moyens sont de l'ordre de l'action. En cela, la morale des S.S. est bien la plus perverse qui soit puisqu'elle mesure l'action seulement à la vue de son intention. Dans le temps de l'acte de violence à Oradour-sur-Glane, ils ne sont maîtres que des moyens mis en œuvre et non de l'issue de l'intervention ou, plus exactement, ils ne semblent finalement avoir été maîtres de la fin et de leur mission, que par l'intermédiaire des moyens mis en œuvre.

A la question de savoir si des troupes françaises régulières et expérimentées comme l'étaient les S.S. du « Der Führer », pourraient perpétrer de tels massacres, on doit répondre par l'affirmative considérant la dynamique collective propre aux S.S., mais il reste à définir dans quel contexte un tel crime de masse pourrait être mise en œuvre, s'il pouvait être réitéré, et quelles conditions doivent être réunies pour le passage à l'acte.

#### 2.3.1. Prescrire est-il possible ?

Il semble incontournable, pour un Officier, de chercher à prescrire une telle crise qui pourrait affecter toute unité héritière d'un passé « guerrier » similaire. En ce sens, il s'agit de savoir si un modèle d'alerte pouvait être présenté en travaillant sur une typologie de crises identiques, puis réalisé pour être exploité par les unités françaises. Mais il s'avère difficile d'établir un tel modèle sans l'aborder par une approche qualitative car, faire un « programme » de mise en alerte pour le crime de masse encore davantage que pour toute autre crise, relève de l'aporie en ce sens qu'il y a contradiction même entre un

programme qui suggère un pilote automatique, face à une crise qui sous-entend une augmentation des bifurcations et de la réduction des prédictions, inhérente à une telle crise.

### 2.3.2. Des actes rationnels.

#### 2.3.2.1. Une rationalité certes limitée.

Réfuter la possibilité de passer à l'acte du crime de masse, revient à se maintenir dans une illusion totale en ignorant d'abord la dépendance à la discipline d'une troupe, à sa culture, à son passé et à la situation même dans laquelle elle peut se trouver malgré elle (huis clos, peur exacerbée contre un ennemi insaisissable et en prise à des victimes potentielles d'une crise identitaire). Ensuite et consécutivement, c'est croire à une rationalité toujours présente dans les choix, sans la limiter, et ainsi être sujet comme les S.S. du « Der Führer », à l'illusion de la prise d'initiative, à l'intemporalité d'une situation ou la légitimité du crime de guerre.

#### 2.3.2.2. Mais présente dans la création d'un contexte local.

Pour juguler la peur d'être détruits, une troupe peut être amenée à frapper avant d'être frappée, donc à entrer dans l'enchaînement : chasse, choix des futures victimes et meurtre facile et préventif. Le processus décisionnel s'appuiera alors toujours sur la recherche et la conviction d'une légitimité spatio-temporelle limitée pour impliquer l'adhésion « disciplinaire » de l'ensemble du groupe : le mimétisme. Ce n'est ainsi qu'après avoir instauré ce macro-contexte local, les acteurs n'agiront plus d'une manière totalement rationnelle puisqu'il n'existera plus d'arbre de la décision : l'alternative initiale du choix de passer à l'acte ou non, sera dépassée et le chemin suivi ne laissera plus d'autre solution que de suivre la dynamique de groupe. Mais il ne s'agit que la condition initiale du passage à l'acte.

#### 2.3.2.3. Qui permet une accélération pour le passage à l'acte du crime de masse.

Au-delà d'un contexte plus englobant favorable au passage à l'acte - représailles justifiées, actions similaires antérieures, défaite annoncée de l'échelon supérieur, inaction de la communauté internationale ou de l'opinion publique locale non relayée par les médias, sentiment d'impunité – et d'une accélération dans les étapes de la mise en œuvre du crime de masse, les constituants fondamentaux de la crise que pourrait traverser une unité française peuvent être définis comme autant de témoins d'alerte : recherche de la « multi-responsabilité » par la parcellisation du travail, déresponsabilisation des individus, décentralisation des actions ; puis restriction du rôle du commandement limité à la préparation de l'action et à l'émergence du macro-contexte propice - huis clos, absence de média, homogénéité de culture d'arme – suivie d'une action « temps court » méthodiquement exécutée pour que l'opération d'éradication puisse « couper » du monde et du temps les acteurs, de laquelle émerge une polarisation extrême des acteurs (ramenés au nombre de deux), une opposition exacerbée des identités, une émulation du groupe d'autant plus forte qu'il est nourri de traditions profondément ancrées, la déshumanisation de l'autre acteur, le

---

<sup>35</sup> ARON Raymond, Histoire de Vichy, Fayard, Paris, 1954, p. 34.

transfert de la peur intégralement de la troupe à la victime, l'appât du gain et l'opportunité de fêter la « victoire » tout en interdisant le remord et le deuil par la justification du crime. Finalement, le processus d'échange de la peur contre violence et sans doute le déguisement des preuves par le travestissement du crime de masse en crime de guerre comme dernière justification raisonnée.

## TROISIEME PARTIE : LA PEUR, LA DEFAITE ET UN ACTEUR SECRET.

Les thèses officielles maintenant dénoncées, l'étude comparée des crimes de masse perpétrés par la « Das Reich » a permis de mettre en lumière des constantes dans ces différentes crises du comportement guerrier. Il a tout d'abord été possible d'établir une matrice de structure de crises identiques entre les actes de violence connus sur le front de l'Est et dans le Limousin. Il a en outre fallu orienter les recherches vers les valeureux maquis du colonel Guingouin pour enfin, par son intermédiaire, faire apparaître un acteur déterminant grâce auquel une compréhension rationnelle du massacre d'Oradour-sur-Glane existe.

### 3.1. Crise à l'Est et crise à l'ouest : vers une structure unique.

Il ne s'agit pas ici de prétendre identifier la crise du « Der Führer » à celles qu'aurait pu traverser d'autres unités S.S. sur le front de l'Est au début de la guerre mais de dégager les critères et facteurs immuables de même que les constantes sur lesquelles s'appuient ces crises.

#### 3.1.1. La défaite.

« Tant que durèrent les triomphes de la Wehrmacht et de ses alliés, le tourment des juifs se limita aux brutalités des services de sécurité allemands et des milices locales qui collaboraient avec eux. Ces tueries inorganisées se produisaient à un moment où l'on s'attendait à une rapide défaite de l'Armée rouge et à la liquidation totale du régime bolchevique. ... En somme, par une ironie du sort, les pires horreurs du XX<sup>e</sup> siècle auraient peut-être épargné l'Europe si la guerre éclair avait été victorieuse à l'est comme elle l'avait été à l'Ouest. »<sup>36</sup> Ce contexte de la défaite amena les Allemands à perpétrer des massacres à l'Est et Arno Mayer affirme qu'il y a totale similitude entre Lidice et Oradour : « Les nazis exerçaient leur vengeance sur place et publiquement, dans le but de terroriser les populations des alentours et de décourager ainsi les Résistants potentiels et leurs auxiliaires. Le châtimeur collectif de Lidice et celui d'Oradour sont des exemples types de ces massacres entrepris dans un dessein bien défini ». Combien même nous ferions abstraction des notions de représailles ou de vengeance, le fait n'étant pas établi à Oradour, il y a bien concordance des structures de ces deux crises qui découlent mécaniquement d'un contexte de défaite militaire, dans laquelle il existait des Résistances communistes efficaces et fugace.

Le premier élément de lecture commun à ces deux crises est donc la défaite mais d'autres facteurs viennent étayer la compréhension du crime de masse d'Oradour.

#### 3.1.2. L'esprit de corps des S.S..

Le corps des S.S. ne possède pas une culture identique à celle que partagent les troupes de la Wehrmacht, comme l'a souligné Arno Mayer : tandis que l'Allemagne se dresse « avec son corps d'officiers...[nous les S.S.] avec [notre] corps de chefs ». En effet, « plus encore que la Wehrmacht, les S.S. avaient un sens profond de la mission, un culte...et plaçaient au premier rang des vertus l'audace et

<sup>36</sup> MAYER Arno, La « solution finale » dans l'histoire, la découverte, Paris, 1990, pp. 30-31.

l'opiniâtreté dans le combat. Les lourdes pertes et les cuisants revers subis en Russie eurent sur cette mentalité des effets particulièrement meurtriers : pour la brutalité croissante des méthodes guerrières comme pour l'esprit de sacrifice, les S.S. montrèrent l'exemple ».

Cet esprit de corps est le second élément de lecture de la crise du « Der Führer ». Il se nourrit par ailleurs des exactions multiples commises sur le front de l'Est, mais il reste à compléter cette grille de lecture avec le facteur psychologique qui rend partiellement rationnel le passage à l'acte : la peur.

### 3.1.3. La peur.

Quand les S.S. commirent le massacre de Lidice ou de Kraqujevac, ils sont guidés par la peur de l'échec de l'opération Barbarossa et par la crainte irraisonnée de voir ces hordes de Bolcheviques se déverser en Allemagne. La peur tient de même une place fondamentale dans l'histoire des exactions commises dans le Limousin par les S.S. de la « Das Reich ». Dès qu'on approche les représentations collectives que les groupes d'acteurs du Limousin ou du front de l'Est ont d'eux-mêmes et des autres, la peur est présente : discrète ou manifeste, subtilement distillée par les Résistants et les troupes d'occupation ou plus importante quand elle relève du débarquement du 6 juin, elle est partout dans les esprits des unités combattants, des collaborateurs dont le destin est lié à la présence des S.S. comme aux actions de représailles des maquis, et des populations très vulnérables et par présupposition considérées complices des Résistants. Quand le « Der Führer » massacre la population d'Oradour, il est quasiment seul dans la région, loin de pouvoir contribuer à la contre-offensive vitale à opposer au débarquement Allié. D'autre part, l'ampleur du débarquement et le piège dans lequel sont tombés les S.S. du « Der Führer » lui font craindre une issue fatale et rapide pour sa division, une fin non héroïque dans le Sud-Ouest pour lui-même. En revanche, il est à noter que l'efficacité de la propagande allemande contre les « terroristes » n'a pas affecté les maquis de Guingouin.

La peur d'être détruits inutilement par une Résistance « rampante » a accru l'anxiété des S.S. et la propension qu'ils ont à recourir à des exécutions sommaires s'est alors accentuée. Cette peur, troisième élément de lecture de la crise, a permis dès le 5 juin, la totale polarisation des acteurs : il ne reste plus alors dans le Limousin que des Résistants et des S.S..

### 3.1.4. La défaite et la peur conduisent au huis clos et au crime de masse.

Nous avons expliqué comment le huis clos était une condition inhérente à la barbarie en ce sens qu'il génère la totale dépendance des uns par rapport aux autres. La défaite annoncée de la « Das Reich » au Nord, celle déjà consommée dans le Limousin, permirent ce huis clos : la peur indomptée, comme elle l'était sur le front de l'Est, pouvait ou devait alors être totalement transmise aux victimes dans un simulacre d'action militaire. Il s'agit des deux facteurs déterminants qui ont conduit les S.S. à perpétrer leurs crimes de masse, à réitérer très méthodiquement leurs exactions commises maintes fois sur le front de l'Est quelques mois plus tôt : ils retrouvaient soudain malgré eux un Lidice dans le Limousin.

Mais si le temps s'est figé quelques instants à Oradour, certains observaient de loin mais avec intérêt, la puissance de maquis capables de cristalliser l'action des S.S. sur des victimes autres que les sujets de sa majesté : les Britanniques comptaient sur certains maquis...

### 3.2. Guingouin : acteur involontairement impliqué dans le massacre d'Oradour-sur-Glane<sup>37</sup> ?

En mettant légitimement en perspective les histoires de Guingouin et du SOE<sup>38</sup>, qui a souligné après guerre l'action des F.F.I., pourrait être révélée une action involontaire du maquis de Guingouin qui le rendrait responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane.

#### 3.2.1. Guingouin maîtrise-t-il la violence de ses maquis ?

Certains faits montrent que la violence fut, généralement maîtrisée par Guingouin<sup>39</sup>, alors que le passé politique et la carrière d'après guerre, tendent à faire croire que ce un chef de maquis indépendant concevait des actions de représailles aveugles contre les Allemands sans jamais tenir compte des réactions possibles contre les populations civiles. Il est cependant acquis que cette maîtrise de la violence n'ait pas été accordée à tous ceux qui ont pu tomber entre les mains des maquisards du colonel, selon qu'il s'agira d'Allemands ou de collaborateurs repentis et convertis à la cause de la Résistance : le tribunal militaire que Guingouin instauré après la libération du Limousin, fait comparaître trois cent personnes entre le 24 août et le 14 septembre, soixante-quatorze seront condamnées à mort et exécutées.

Cependant, tenant compte de cette démonstration d'une violence généralement maîtrisée contre les Allemands, il reste à mettre en lumière la place unique que tenait ce chef communiste de la Résistance vis-à-vis des Britanniques, place qui doit être remise en perspective du SOE.

#### 3.2.2. Guingouin et le SOE.

Cette organisation, assurément, ne créa pas la Résistance, fruit des hommes de chaque nation. Cependant il convient de remarquer que le SOE permit à certaines velléités de résistance de devenir réalité. En effet, sans dynamique, sans instructeurs et sans matériel, les embryons de réseaux se seraient effondrés et auraient été rapidement neutralisés, à l'exemple de la Résistance polonaise livrée à elle-même. À l'inverse, les réussites yougoslave et française tendent à prouver qu'une résistance soutenue par l'étranger s'avère efficace.

Pourtant, depuis 1945 et au nom de certains mythes par rapport à la Seconde Guerre mondiale, il semble que le rôle du SOE ait été minimisé, voire occulté. De même, le tabou plane encore quant à certains réseaux mis en place par la Grande-Bretagne et ce qui concerne l'ensemble des services spéciaux. Cette omission volontaire se justifie sans doute par un orgueil exacerbé qui aurait pu convaincre que la

<sup>37</sup> L'annexe 4 analyse dans le détail les maquis de Guingouin et le SOE, organisation d'une part peu connue car secrète, d'autre part, peu reconnue car elle pourrait amoindrir le rôle décisif de la Résistance dans la libération de la France.

<sup>38</sup> Special Operation Executive Britannique.

<sup>39</sup> Le 12 août 1944, le Colonel Guingouin, devenu chef des Forces Françaises de l'Intérieur donne l'ordre d'encercler Limoges, choisissant cette tactique plutôt que l'attaque frontale. Le 21 août 1944, Limoges était libérée sans aucune perte de vie humaine pour la population civile. C.f. annexe 4 : « Les maquis de Guingouin » pour plus d'informations.

Libération de la France et d'autres nations résultait des propres ressources matérielles et humaines des Résistants en ne retenant que les forces vives du pays déterminées à résister.

### 3.2.3.1. Une coopération unique en son genre.

Les agents britanniques qui opéraient pour le compte du SOE recrutaient tout homme rassemblant trois qualités primordiales : « Intelligence, résolution et discrétion », faisant abstraction de toute opinion politique. Néanmoins, cet apolitisme s'amointrit au cours de la guerre. Selon certaines sources, le SOE aurait reçu l'ordre de ne pas parachuter d'armes aux mouvements d'obédience communiste et surtout de ne pas les aider de crainte d'un éventuel coup d'État si les Allemands étaient défaits. Ainsi, les FTP ne reçurent aucun parachutage d'armes et durent compter sur leur propre habileté ou sur la générosité d'autres mouvements. Or le colonel Georges Guingouin, militant communiste, parvint à convaincre les Anglais de lui parachuter des armes pour la mise en place d'une structure britannique. Ce fut l'unique cas d'« intoxication » de la Grande-Bretagne par un résistant communiste à des fins d'armement de maquis. Notons que Guingouin fut à ce point apprécié qu'il reçut les honneurs militaires britanniques à la Libération.

### 3.2.3. Churchill et Guingouin : deux frères révolutionnaires.

#### 3.2.3.2. Churchill : révolutionnaire érudit.

Gubbins, futur responsable du SOE et membre actif du MI 6 avant 1940, rapporta qu'au cours de ses entretiens avec le Premier ministre, ce dernier évoquait tour à tour l'action de la chouannerie, des francs-tireurs français de 1871 et des paysans russes de 1812<sup>40</sup>. Grâce à ses études historiques, Churchill remarquait que la plupart des peuples ayant reconquis leur indépendance avaient bénéficié d'un appui étranger<sup>41</sup>. Certes ces réflexions reposent sur une vision simpliste de l'histoire mais permettent de mieux comprendre les idéologies que voulaient véhiculer Churchill, le général Gubbins et ses collaborateurs. L'affaire d'Irlande allait d'ailleurs développer ces idées de guérilla auprès de nombreux membres des états-majors militaires et des Services spéciaux (notamment chez le général Gubbins). En effet, le Military Intelligence avait eu une grande importance au moment de des événements de 1920 à 1921<sup>42</sup>. Grâce à ses idées originales, Gubbins fut remarqué par l'état-major et par Churchill qui lui confièrent la

<sup>40</sup> OLIVE Jean-christophe, Et Churchill créa le SOE, Institut de Stratégie Comparée, Br. Histoire, 1992. (Témoignages de Edward C). Churchill suggérait à Gubbins et à d'autres conseillers, spécialistes des Services spéciaux, d'étudier de près ces antécédents de guerre clandestine, ce que fit Gubbins et ses collaborateurs qui s'intéressèrent aux phénomènes de guérilla. C'est ainsi que, se servant de leur culture historique, ces « spécialistes » de la guerre subversive, é mirent l'idée que si des événements de guerre clandestine, comme la chouannerie, avaient échoué, c'était par manque d'impulsions extérieures et parce que l'aide anglaise, trop faible, n'avait pas pu permettre une action suffisamment efficace. Ils complétèrent leur analyse de faits historiques, avançant que les révoltés s'étaient livrés, tel Vercingétorix à Alésia.

<sup>41</sup> C'est ainsi qu'au cours d'une entrevue avec Churchill, un collaborateur du général Gubbins lui cita trois exemples : le Royaume sarde avait été soutenu par Napoléon III ; les Belges par Louis-Philippe ; l'Irlande par des compatriotes émigrés aux États-Unis.

<sup>42</sup> Face aux difficultés rencontrées à cause de la guérilla conduite par le "Sinn Fein" grâce à sa branche armée, l'IRA, l'Angleterre connut beaucoup de déboires. Des réflexions émergèrent alors de ce conflit et de nombreux théoriciens s'employèrent à les exploiter. Ayant vécu les événements d'Irlande, le général Gubbins s'intéressa à l'art de la guérilla et rédigea, avec l'aide du colonel Holland, trois brochures : Art of Guerilla Warfare, Partisans Leader's Handbook et How to use High Explosive.

création de petites compagnies qui préfiguraient les méthodes des commandos qui furent, entre autre, appliquées au SOE, comme le souligne R. Sheppard : "Les missions des agents du SOE étaient conçues comme des missions de mini-commandos et visaient à préparer des hommes dans cet objectif pour quand surviendrait le débarquement".

Le 27 mai 1940, un conseil de guerre extraordinaire réunit les chefs d'état-major des trois armées autour de Churchill qui posa la question des chances de l'Angleterre dans la poursuite des combats. Unanimes, ils répondirent : « En dehors des bombardements, la seule méthode qui pourrait entraîner l'effondrement de l'Allemagne consisterait à fomenter de nombreuses révoltes dans les territoires conquis. Les pays occupés devraient constituer un terrain propice à des opérations subversives, surtout lorsque la situation économique commencera à se dégrader. Dans les circonstances actuelles, nous considérons cette forme d'action comme étant de la plus haute importance ». Churchill se montra satisfait car cela répondait à ses volontés. Il désirait privilégier le rôle des mercenaires<sup>43</sup>.

Si la guérilla avait été utilisée contre l'Angleterre avec succès par les Irlandais dans le passé, elle pouvait s'avérer efficace aujourd'hui pour cette dernière dans la lutte contre les ennemis de la Couronne, de Churchill...

### 3.2.3.3. Guingouin : communiste révolutionnaire.

Sa passion de l'histoire des luttes passées l'amènera à être souvent lucide face à l'événement et, le prévoyant parfois, à prendre des initiatives en conséquences avec l'imagination « au bout du fusil ». Mais cet unique cas d'armement par l'Angleterre d'un réseau commandé par un communiste, prouve que Guingouin était un personnage à part dans l'idéologie profondément anti-bolchevique de Churchill. Certes beaucoup gardent de Guingouin son passé marqué au fer du parti communiste et de ses actions intransigeantes en 1944<sup>44</sup>. Or, si dès mars 1942, la rupture avec ce parti est consommée lors d'une entrevue avec G. Roucaute, son action deviendra alors strictement autonome et certains tentèrent même de l'éliminer physiquement, cependant que cette marque politique reste prégnante et se trouve réaffirmée par sa carrière politique dans le Limousin d'après guerre. Ainsi, retenir cette orientation politique contre Guingouin serait une contre vérité.

En revanche, il s'agit bien d'un chef révolutionnaire qui cherche à mettre en application toutes les techniques de guérilla contre l'occupant : politique de la terre brûlée devant l'Allemand, suppression de

---

<sup>43</sup> Partisan de la guerre irrégulière, il avait longtemps disserté à ce sujet avec son ami T.E. Lawrence dont il adopta la maxime : « On peut défaire un ennemi puissant avec une armée d'ombres : espions, saboteurs, guérilleros. » En outre, passionné d'histoire, Churchill semblait vouloir tirer des leçons du passé, insistant sur la nécessité d'utiliser la guérilla pour vaincre un ennemi dont les forces militaires s'avéraient imposantes. Selon lui, lorsqu'il existait un déséquilibre militaire et une occupation des pays alliés ou de son propre pays, tous les moyens étaient bons pour refouler l'ennemi. Il accompagnait ses dires de faits historiques ce qui, sans doute, amène D. Venner à suggérer que Churchill se prenait pour un nouveau Pitt qui « pour vaincre Napoléon finança tous les ennemis des forces impériales. La Grande Armée - soit près de 250 000 hommes - se retrouva prise au piège tendu en Espagne par 50 000 guérilleros tout au plus. Avant la Russie, l'Espagne fut le tombeau de Napoléon. »

<sup>44</sup> Au lendemain de la libération du Limousin, le 22 août, le colonel Guingouin, en anticipant de trois mois sur l'arrêt du commandant des F.F.I., le colonel Rivier, instaure un tribunal militaire qui, outre la Haute-vienne, étendra cette juridiction aux départements de la 5<sup>ème</sup> région, la Creuse, la Dordogne et l'Indre. Trois cent personnes comparaîtront ainsi devant la cours

tous les outillages et matériels pouvant faire l'objet de réquisition, actions de communication opérationnelle autant que de guerre psychologique, attaque des centres de gravité économiques comme les usines de régénération de caoutchouc.

#### 3.2.3.4. Les réseaux du SOE en Limousin.

Si beaucoup de Résistants français déclarent avoir entendu de la bouche des agents anglais qu'ils venaient de l'IS, c'est par pure commodité. « IS » signifiait quelque chose pour tout le monde et renforçait l'aspect secret du SOE dont une des caractéristiques était « l'interdiction formelle pour les agents en action de prononcer le sigle même » de cette organisation. De plus, « Intelligence » en anglais signifie « renseignement » et s'emploie donc à propos de domaines divers. C'est pourquoi le SOE n'est pas souvent nommé comme un acteur local. Le général Gubbins remit officiellement le contrôle du SOE au général Koenig le 1<sup>er</sup> juillet 1944, c'est ainsi que la section française du SOE se trouva placée sous la tutelle de l'E.M.F.F.I.<sup>45</sup> (à Bryanston Square, non loin du QG du SOE). Mais, comme l'a signalé clairement M.R.D. Foot, historien spécialiste de la résistance, l'E.M.F.F.I. se « montra incompetent quant à l'utilisation du SOE. Pour ne citer qu'un seul exemple (...) : il a nommé Francis Cammaerts - j'ai eu l'occasion de voir la copie de la dépêche que l'E.M.F.F.I. avait envoyée à la section française - commandant de toutes les forces résistantes au sud du Rhône, sans toutefois prévenir l'intéressé (...), et sans lui donner la moindre indication sur la politique à suivre. »<sup>46</sup>

Bien qu'aucune trace particulière n'ait été retrouvée<sup>47</sup> sur les rapports entre Guingouin et le SOE en Limousin, il est pourtant clairement établi qu'ils existèrent et qu'ils permirent le parachutage d'armes en soutien direct du Maquis du « Préfet du Maquis ».

#### 3.3. Le SOE, une œuvre opérationnelle de Churchill ou une perfidie coupable ?

Ce cadre fixé pour des actions commandos correspondait à un Churchill désireux de l'appliquer au SOE en créant des commandos pour des missions de désorganisation des Allemands et démontrer ainsi qu'ils n'avaient pas encore remporté la guerre, qu'une Résistance existait et qu'en conséquence la revanche approchait. Imprégné des théories de guérilla citées ci-dessus, Churchill fit tenir au général Hastings Lionel Ismay, le 4 juin 1940, les propos suivants : « Il serait magnifique de faire en sorte que les Allemands soient amenés à se demander où ils vont être frappés la prochaine fois, au lieu que nous nous trouvions forcés par eux d'entourer cette île d'un mur, avec un toit par-dessus ! »<sup>48</sup>.

C'est dans cette intention que se révèlent les véritables objectifs de Churchill.

---

militaire de Limoges entre la première audience, les 24 août jusqu'au 14 septembre. Soixante-quatorze seront condamnées à mort et toutes exécutées.

<sup>45</sup> Etat-Major des F.F.I.

<sup>46</sup> Extrait d'une conférence donnée par M.R.D. Foot à Besançon, dans le cadre d'un colloque sur la Résistance en 1992.

<sup>47</sup> Par le rédacteur, mais les largages d'armement comme les citations Britanniques d'après guerre en témoignent.

<sup>48</sup> À l'époque, ce discours parut ridicule puisque la Grande-Bretagne se trouvait réduite à la dernière extrémité et que la France se préparait à livrer une ultime bataille, mais il faisait suite à une note que le général Ismay avait reçue de la main même de Winston Churchill, lequel lui intimait l'ordre d'organiser des comités de réflexion afin de "coordonner toute action par voie de subversion et de sabotage au-delà des mers contre l'ennemi".

### 3.3.1. Les objectifs de Churchill.

Les écrits de Churchill ou les archives concernant le personnage pointent déjà des objectifs divers<sup>49</sup>. La déclaration du 4 juin 1941 à la Chambre des Communes<sup>50</sup> vient corroborer son effroyable volonté : « Nous défendrons notre île, quel que soit le prix que nous devons y mettre. Nous nous battons dans les champs et dans les rues, nous nous battons sur les falaises, nous ne capitulerons pas », tout comme cette note tenue au colonel Buckmaster, administrateur de la section française du SOE qui résume l'objectif suprême : « L'idéal serait d'utiliser le maximum de personnes se trouvant sur le sol français afin de ralentir la progression allemande tout en épargnant nos hommes et l'Angleterre. »<sup>51</sup>. Car, d'après les témoignages d'anciens agents du SOE et comme en témoignent les archives personnelles de certains d'entre eux, mais aussi d'après la lecture des archives officielles concernant Churchill, il semblerait que la perspective d'une invasion de l'Angleterre l'ait énormément préoccupé. Et, jusqu'à l'échec de l'opération Seelöwe lancée par les Allemands<sup>52</sup>, il préconisa de ne pas trop inquiéter l'ennemi<sup>53</sup> dans le cas d'un débarquement éventuel en Angleterre, de même qu'il proposa une organisation spécifique de résistance intérieure.

L'objectif était donc d'armer le plus grand nombre de « non anglais » afin de déstabiliser l'ennemi dans les pays occupés et de limiter les pertes britanniques<sup>54</sup>. Il restait à mettre sur pied l'outil : le SOE.

### 3.3.2. Le SOE comme outil du débarquement.

La création du SOE, organisme de sabotage, résultait donc d'un double désir de protection de la Grande-Bretagne et de continuation de la guerre. Puis, peu à peu, le SOE devint également un des éléments déterminants du bon déroulement du débarquement. Voici donc des raisons théoriques qui poussèrent Churchill à se lancer dans l'aventure nouvelle que représentait le SOE.

Mais il convient d'insister sur le fait que les orientations évoluèrent au long du conflit. Si, avant et pendant la bataille d'Angleterre, ce service cacha une dimension défensive, bien que non opérationnelle en raison des forces engagées pour l'ultime bataille après l'échec de la bataille d'Angleterre et le report de l'opération Seelöwe, Churchill et son état-major comprirent qu'un tournant décisif se négociait<sup>55</sup>. Le SOE revêtit alors un aspect plus offensif tout en préparant les hommes au débarquement et en fournissant

---

<sup>49</sup> Par exemple, dans son Histoire générale des peuples de langue anglaise, Churchill se permet quelques réflexions sur l'Europe, pensées explicites où l'Allemagne est perçue comme « grossière et brutale » alors que la France ne vaut que par l'agrément de ses paysages et, depuis l'Entente Cordiale, qu'en tant que « glacis défensif de l'Angleterre » VENNÉ D., Histoire critique de la Résistance, op. cit., chapitre VIII. Sur le continent. Churchill n'assignera-t-il pas, d'ailleurs, ce rôle à la France en 1940 et durant toute la guerre ?

<sup>50</sup> Archives du Public Record Office.

<sup>51</sup> Archives de Joseph Marchand, ancien agent français du SOE, qui tiendrait cette phrase de Buckmaster lui-même lors de sa venue à la caserne de Montbrisson en 1944.

<sup>52</sup> Invasion de l'Angleterre par les Allemands.

<sup>53</sup> Témoignage de R. Richard, ancien agent français pour le compte du SOE.

<sup>54</sup> La tentative du débarquement de Dieppe en août 1942, qui engagea fort peu les armées britanniques, aux dépens des soldats canadiens, n'est-elle pas l'expression assez concrète de la volonté de Churchill de vouloir utiliser des « étrangers » pour protéger les Anglais de toutes pertes.

<sup>55</sup> Selon R. Richard, ancien agent du SOE : « Les Anglais, au lendemain de la bataille d'Angleterre et de l'opération Barbarossa, comprirent que les Allemands avaient perdu la guerre à plus ou moins long terme et qu'ils pouvaient engager plus de forces sans risques de pertes considérables. »

armes et instructeurs. Ainsi, le SOE devint le premier service européen pour l'aide à la Résistance et sans doute la pierre angulaire qui contribua à l'effort militaire général pour le débarquement et la Libération.

Mais une certaine perfidie, qu'elle soit volontaire ou non, réside dans cet attachement à focaliser les troupes allemandes contre un ennemi non Britannique, en dehors du sol Britannique en armant et en formant les réseaux de Résistants. Une première ligne tiendrait les S.S. loin de l'Angleterre.

### 3.3.3. Le Maquis de Guingouin : une peur amplifiée par les Anglais.

L'année 1940 connut une surenchère de bonne volonté offensive, voire belliqueuse, et Churchill ne cessa pas de tourmenter son état-major, demandant : « Quelles sont les dispositions prises pour envoyer de bons agents au Danemark, en Hollande, Belgique et France (...) Quand va-t-on se décider à envoyer des commandos de saboteurs afin de paralyser l'ennemi ? (...) Avez-vous songé aux opérations que nous avons longuement exposées concernant le harcèlement des Allemands derrière leurs lignes ? » Ce dessein de répandre la terreur dans les rangs allemands et cet esprit belliqueux des Britanniques se révèlent plus complexes que le simple désir qui existait début 1940, d'intoxication de l'ennemi afin de le tromper sur la puissance réelle de l'Angleterre. Les témoignages de nombreux agents ainsi que quelques ouvrages ou archives concernant Churchill et ses activités permettent de conclure que, compte tenu de la situation précaire de l'Angleterre, cette dernière voulait retenir les Allemands là où ils se trouvaient, sans perdre de vue le but prioritaire d'autoprotection<sup>56</sup>.

Pourrions-nous aller jusqu'à dire que, sans cette peur des maquis de Guingouin, il n'y aurait pas eu Oradour ? Retenons l'analyse pertinente que fait Arno Mayer en demandant à ses lecteurs : « En somme, par une ironie du sort, les pires horreurs du XX<sup>e</sup> siècle auraient peut-être épargné l'Europe si la guerre éclair avait été victorieuse à l'Est comme elle l'avait été à l'Ouest. »<sup>57</sup> Oradour n'aurait-il pas été épargné, au moins en partie, si les Allemands avaient été victorieux en 1944, si, surtout localement, cette peur que les Maquis de Guingouin et le SOE en arrière plan ont réussi à instaurer, n'avait pas existé ?

Le cours de l'histoire : les Allemands durent subir ce débarquement éclair et Hitler avait sans doute eu raison de craindre les Maquis du Limousin. Churchill n'avait plus qu'à l'entretenir puis à l'amplifier au moment voulu, en préparation du débarquement, afin qu'un maximum de forces allemandes soient fixées dans le Limousin.

---

<sup>56</sup> En second lieu, il fallait former des résistants dans toute l'Europe occupée afin de désorganiser l'ennemi de l'intérieur et préparer ainsi le terrain pour un débarquement des forces alliées. C'est pourquoi l'Angleterre choisit de privilégier la guérilla au sein de divers pays envahis. Dans la perspective de Hitler, au moment du débarquement, le rôle de sa division d'élite « Das Reich », avant de participer aux opérations contre les Alliés, est de prendre à revers les audacieux partisans, qui d'après le Colonel Weidinger de l'Etat-Major de Lammerding, historien de la Division, constituent « la citadelle des Maquis du Centre-Ouest de la France ». Quelle perception craintive du Maquis de Guingouin, sans doute fondée sur des actions de sabotage bien réelle mais aussi exagérée eu égard à l'ampleur des troupes laissées sur place face aux Résistants. En prenant cette décision, au lieu d'envoyer la « Das Reich » directement sur le front de Normandie où ne se trouvent que trois divisions blindées, la 12<sup>ème</sup> et la 21<sup>ème</sup> divisions S.S. et la Panzer Lehr, Hitler commet une erreur fondamentale. L'historien allemand Hans Luther écrira plus tard que « cette division d'élite ne put être placée en temps voulu sur le front de Normandie » et l'historien américain Stephen E. Ambrose affirmera de son côté : « on peut affirmer sans crainte de démenti qu'avec cette seule opération le Maquis fournit une aide considérable aux Alliés ».

<sup>57</sup> MAYER Arno, la « solution finale » dans l'histoire, éditions la découverte, Paris, 1990, p. 30.

## CONCLUSION

Que les atrocités d'Oradour aient un sens ou non - selon que l'on souligne l'usage fonctionnel de l'horreur du point de vue criminel ou que l'on délie totalement l'atrocité dans l'action de la finalité même de cette action - l'éradication, la complexité et l'étrangeté du phénomène du crime de masse d'Oradour appellent bien à la recherche pluridisciplinaire et pluri-factorielle qui a été conduite.

Nous sommes en mesure d'affirmer que la psychologie propre des S.S., leur histoire mais surtout la peur qui les guidaient sont seules susceptibles de résoudre la véritable énigme de notre propre barbarie et contre laquelle nous devrions chercher à nous prémunir. Pour cela, il sera essentiel d'éviter les situations de huis clos qui interdisent toute alternative pour céder à une tyrannie implacable : celle du groupe. Car une telle situation parcellise le meurtre collectif, déresponsabilise les individus et permet de masquer le crime de masse, au mieux en crime de guerre, au pire en acte légitime de représailles. Ces représailles s'effectueraient contre un acteur déshumanisé qui incarnerait, dans les fantasmes de meurtriers sujets à une rationalité dominée par la peur, une menace mortelle : la perte de leur « âme » de soldat. Toute unité dont l'identité et la culture seraient trop fortement enracinées et relayées par une idéologie d'état implacable, pourraient en effet y céder à l'image des S.S. du « Der Führer » qui, comme ils le firent à Lidice, perpétrèrent un crime de masse aveugle à Oradour sans doute incité dans le passage à l'acte, par la violence des maquis du colonel Guingouin, violence elle non plus pas toujours maîtrisée.

Mais si la peur exacerbée par la propagande est l'attracteur de l'extrême polarisation des acteurs - il n'existe plus le 1<sup>er</sup> juin 1944, à Oradour, que deux acteurs : les S.S. et un groupe d'êtres déshumanisés, identifiés à un ennemi mortel dans l'aveugle fantasme des S.S. qui mêlent justification du crime, crise identitaire, dynamique de groupe et danger de mort - cette peur fut surtout amplifiée par l'efficacité que les maquis tirèrent autant du courage de leurs Résistants que du soutien inconditionnel et perfide du SOE. Car soyons certains qu'au delà du Colonel Guingouin, il y avait tout d'abord cette défaite annoncée de l'armée allemande, il y avait ce dirigeant pour qui préserver la vie de ses citoyens justifiait tous les massacres dans les pays occupés : Churchill. Comment expliquer autrement que le seul communiste qui ait reçu de l'aide du SOE enfanté par Churchill, fut le Colonel Guingouin et sa formidable armée de Résistants ?

Oradour, en contribuant, par son sacrifice, à tenir la « Das Reich » hors de portée des combats sur le front du Nord, est le résultat inéluctable du soutien affirmé des Britanniques à la Résistance dans le Limousin : « Set Europe Ablaze ! Des Européens périront dans l'incendie ? It's war ! Das ist Krieg ! C'est la guerre ! »<sup>58</sup>

---

<sup>58</sup> Entrevue entre Churchill et Hugh Dalton, ministre de l'Economic Warfare, qui allait superviser le financement du SOE.

## TABLE DES MATIERES

## PREMIERE PARTIE : DES CRISES IMBRIQUEES ET DES THESES IMPARFAITES

1.1.	LA CRISE DE L' ARMEE ALLEMANDE. ....	1
1.2.	LA CRISE DE LA DIVISION « DAS REICH ».....	1
1.3.	LE MASSACRE D'ORADOUR-SUR-GLANE OU LA CRISE DU REGIMENT « DER FÜHRER ». ....	6
1.3.1.	Le massacre. ....	6
1.3.2.	Les thèses avancées pour expliquer Oradour-sur-Glane sont insatisfaisantes. ....	9
1.3.3.	Le procès des bourreaux.....	11

## DEUXIEME PARTIE : PENSER LA CRISE ET LA PRESCRIRE

2.1.	COMPRENDRE LA STRUCTURE DE CRISE. ....	13
2.1.1.	Situation de huis clos.....	13
2.1.2.	Impunité et aveuglement résultent du huis clos.....	13
2.1.3.	Les ruptures créatrices. ....	14
2.2.	PENSER LA CRISE A TRAVERS LE FACTEUR PSYCHOLOGIQUE IDENTIFIE : LA PEUR. ....	15
2.2.1.	La formation d'une psychose collective.....	16
2.2.2.	La peur, résultat et élément déclencheur du processus décisionnel : l' « attracteur ». ....	16
2.2.3.	Passer à l'acte pour reprendre l'initiative : un acte rationnel mais illusoire dicté par la peur.....	17
2.2.4.	Une crise avec des déviations durables, fruits d'une véritable stratégie S.S. de la violence. ....	17
2.3.	PRESCRIRE LA CRISE.....	20
2.3.1.	Prescrire est-il possible ? .....	20
2.3.2.	Des actes rationnels. ....	21

## TROISIEME PARTIE : LA PEUR, LA DEFAITE ET UN ACTEUR SECRET

3.1.	CRISE A L'EST ET CRISE A L' OUEST : VERS UNE STRUCTURE UNIQUE. ....	23
3.1.1.	La défaite.....	23
3.1.2.	L'esprit de corps des S.S.....	23
3.1.3.	La peur.....	24
3.1.4.	La défaite et la peur conduisent au huis clos et au crime de masse.....	24
3.2.	GUINGOUIN : ACTEUR INVOLONTAIREMENT IMPLIQUE DANS LE MASSACRE D'ORADOUR-SUR-GLANE ?.....	25
3.2.1.	Guingouin maîtrise-t-il la violence de ses maquis ?.....	25
3.2.2.	Guingouin et le SOE.....	25
3.2.3.	Churchill et Guingouin : deux frères révolutionnaires.....	26
3.3.	LE SOE, UNE ŒUVRE OPERATIONNELLE DE CHURCHILL OU UNE PERPIDIE COUPABLE ? .....	28
3.3.1.	Les objectifs de Churchill. ....	29
3.3.2.	Le SOE comme outil du débarquement.....	29
3.3.3.	Le Maquis de Guingouin : une peur amplifiée par les Anglais. ....	30

## ANNEXES :

1.	Grille d'analyse de la crise du « Der Führer ».....	33
2.	Existe-t-il des crimes de masse similaires ?.....	38
3.	Les tribunaux d'exception, le procès de Bordeaux.....	45
4.	Les maquis de Guingouin et le SOE.....	48
5.	Descriptif de crises imbriquées.....	55
6.	Oradour la veille et au lendemain du drame.....	62
7.	Typologie du crime de masse.....	65
8.	Bibliographie.....	69

## ANNEXE 1 : GRILLE D'ANALYSE DE LA CRISE DU « DER FUHRER »

Sources :

ARON Robert	Histoire de Vichy, Fayard, Paris, 1954.
BARTOV Omer	L'armée d'Hitler, Hachette littératures, Paris, 1975.
BRECHER M. & WILKENFELD J.	Study of crisis, Michingan, université du Michigan.
JÄCKEL E.	La France dans l'Europe de Hitler, Fayard, Paris, 1968.
JOUBERT Jean-paul	Penser les crises, Interventions au CID, 2002-2003.
RICŒUR Paul	Histoire et vérité, Paris, le seuil, 1955

L'analyse structurelle de la crise du « Der Führer » a été conduite en premier lieu en s'appuyant sur la méthode de Brecher, conformément au mandat donné. Or cette méthode Brecher n'a pas permis de comprendre les mécanismes de la crise du « Der Führer ». Cependant, l'absence même d'enseignements a révélé que les facteurs non pris en compte dans sa méthode n'analyse étaient ainsi déterminants pour l'étude menée. C'est pourquoi la crise a été passée par le filtre d'une grille d'analyse exhaustive, fondée sur des critères beaucoup plus classiques mais qui ont permis d'intégrer les facteurs spécifiques du macro-contexte d'Oradour-sur-Glane – acteurs, facteur psychologique et esprit de corps - dans un deuxième temps. A travers cette grille de lecture, nous tenterons de définir la typologie propre du crime de masse pour caractériser le cas particulier d'Oradour-sur-Glane.

### A1 Analyse par la méthode de Brecher.

Brecher affirme que toutes les crises ont la même structure, ce qu'Oradour-sur-Glane dément d'une manière surprenante certes, mais claire. Mais cette unicité des structures s'explique facilement quand on considère que Brecher retient dans une phase préliminaire les facteurs communs aux crises, puis qu'il en déduit, d'une manière alors non réfutable, l'existence d'une structure unique. La démarche ainsi suivie contient déjà en elle toute l'incohérence : les facteurs non partagés étant écartés, les structures ne peuvent être qu'uniques et donc certaines crises ne sont pas exploitables. C'est le cas de celle du « Der Führer ».

Le facteur psychologique est le facteur identifié dans l'étude comme la source des déviations des S.S.. Les thèses énoncées pour expliquer ces déviations ont été jugées insuffisantes ce qui pourrait expliquer la lacune essentielle de la théorie des crises de Brecher qui n'a pas pris ce facteur en compte. Cette méthode est donc invalidée par Oradour. Notons cependant que Brecher avait à l'évidence raison de ne pas intégrer un facteur psychologique qui n'a de dimension que dans une pathologie de déviance. Car cette déviance est inhérente à l'homme que ni sociologues, ni psychologues ni même anthropologues n'ont réussi à élucider car le crime de masse est impossible à prévoir. Ainsi, la méthode retenue dans ce mémoire relève de l'analyse décisionnelle et d'un suivi déductif des différents facteurs du mécanisme de crise. C'est ainsi que le choix d'une méthode déductive a permis d'identifier le facteur psychologique, et plus particulièrement la peur, comme élément attracteur des ruptures créatrices du crime de masse sans retenue.

### A2 La structure de la crise du « Der Führer ».

Pour atteindre l'objectif fixé - caractériser la crise du régiment « Der Führer » - l'analyse structurelle a été menée selon toutes les directions classiques possibles. En effet, aux thèses officielles qui se fondent sur le seul aspect irrationnel du massacre d'Oradour-sur-Glane, nous opposons la situation particulière où les S.S. vivent une régression des sens tandis qu'ils détiennent paradoxalement tous les aspects objectifs et tangibles de l'information - population groupée et maîtrisée ; ni armée, ni hostile, ni même réactive – et une connaissance exhaustive du milieu et des menaces qu'il recèle (aucune).

#### A2.1 Les acteurs.

##### A2.1.1 Les maquis.

Le maquis français détient en 1944 une organisation très efficace, dont les qualités reposent en grande partie sur la présence dans ses rangs d'officiers de l'ancienne armée française ayant rejoint la Résistance. De vastes réseaux regroupent les groupes jusqu'alors plus ou moins isolés, réseaux largement approvisionnés en armes par les parachutages britanniques.

Cette armée de partisans que constituent les Forces Françaises de L'intérieur (FFI) est farouchement pourchassée, avec l'aide des milices françaises, par l'occupant allemand qui aime à la qualifier par l'intermédiaire de la presse collaboratrice de ramassis de « bandits » et de « terroristes ». Cette notion n'est pas nouvelle mais doit être rappelée pour comprendre la dialectique dans laquelle l'occupant se place face aux FFI et au-delà, face à tout individu qui soutiendrait ces « terroristes ». En effet, une quelconque action de soutien ou la non-dénonciation sont interprétées, jugées et sanctionnées sans distinction entre civils passifs et actifs des réseaux de Résistance.

On estime qu'il y a environ 8 700 FTP de Georges Guingouin, 4 100 maquisards de l'AS et un millier pour l'ORA (Organisation de Résistance Armée), sans parler des maquis autonomes qui travaillent pour leur propre compte et sont souvent à la frontière du banditisme. Au fil des semaines, les effectifs du GFL diminueront en raison des pertes et des désertions, alors que ceux des maquis augmenteront à l'approche de la Libération. Raids et embuscades se multiplient : aux assassinats perpétrés grâce aux informations des « collaborateurs », les FTP ont répondu par d'autres assassinats d'Allemands ou, comme le 29 mai dans la soirée, par l'arrestation et le passage par les armes de six habitants d'Eymoutiers (Haute-Vienne). Mais la violence fut globalement maîtrisée<sup>59</sup>.

#### A2.1.2 Les collaborateurs et indicateurs.

Le 8 avril 1944, le commandant de Vaugelas qui a dirigé un peu plus tôt la Franc-Garde en Haute-Savoie, est nommé directeur régional du maintien de l'ordre à Limoges. Cinq départements sont placés sous son autorité ; il n'a de comptes à rendre qu'à Darnand. Sous ses ordres sont placés tous les policiers en civil et toutes les forces en uniforme, police, gardes, gendarmes, GMR et miliciens. Le colonel Mahuet, officier de la Garde, reçoit le commandement du Groupe des Forces de Limoges (GFL) constitué de cinq groupements au sein desquels Darnand impose l'amalgame entre unités régulières et miliciens. Les premières doivent apporter compétence et discipline alors que les seconds ajouteront en principe loyalisme politique et esprit offensif. En mai 1944, la milice affectée à Limoges compte un millier d'hommes, dont 600 francs-gardes. Au total, les forces de l'ordre atteignent 6 000 hommes.

Cependant le comportement des miliciens est assez variable pour être mentionné : dans certains cas ils se laissent aller à la furie de la colère, de la haine ou de la vengeance<sup>60</sup>. En d'autres circonstances, ils jouent un rôle modérateur, notamment face aux Allemands.

#### A2.1.3 Les autorités et forces (allemandes) territoriales.

En face des activités de Résistance, les autorités préfectorales montrent peu d'ardeur. A force de rentrer la plupart du temps bredouilles de leurs expéditions punitives, les Allemands éprouvent des doutes<sup>61</sup>. Le général S.S. Oberg obtient donc de Laval que la milice participe le plus activement possible aux opérations de « maintien de l'ordre ».

L'horreur du massacre d'Oradour-sur-Glane aurait suscité l'indignation des Allemands eux-mêmes, ou des regrets, ce que montreraient les archives de la Wehrmacht. Selon l'historien Eberhardt Jäckel<sup>62</sup>,

<sup>59</sup> Malgré les objections des officiers de l'AS qui craignent une réaction en force des Allemands, les maquis FTP ont investi Tulle dès le 6 juin. Par l'entremise du préfet de la Corrèze, M. Trouillé, des pourparlers s'engagent entre miliciens et FTP. Les 700 hommes des forces de l'ordre constituent un trop gros parti pour les maquis. Avec l'accord de leurs supérieurs, GMR et miliciens évacuent la ville en camion et parviennent à Limoges sans incident.

<sup>60</sup> Le 27 juin, sur renseignement, les francs-gardes tendent une embuscade à Saint-Victurnien (Haute-Vienne) à une camionnette bourrée de FTP : six sont tués sur place, deux s'échappent et deux autres sont capturés qui seront fusillés un peu plus tard avec trois autres Résistants. Dans le drame de Tulle, le chef milicien Raybaud, adjoint de Vaugelas et le Dr Lejeune, chef départemental de la milice pour la Corrèze, s'adressant tour à tour aux autorités (territoriales) de la Wehrmacht et de la S.S., ils obtiennent que les 600 jeunes des chantiers échappent à la déportation. Quant aux 311 habitants de Tulle, le Dr Lejeune entreprend de discuter chaque cas avec le chef de la Sipo-SD de Tulle, Walter Schmalde, échappé aux FTP, qui a ses propres listes de suspects. Se battant pied à pied, Lejeune fait libérer 162 prisonniers, participant ainsi dramatiquement à la condamnation à la déportation des 149 autres. Ce jour funeste était le 10 juin : jour du massacre d'Oradour-sur-Glane.

<sup>61</sup> Restés seuls, les Allemands de la garnison de Tulle se défendent au cours de combats qui durent du 6 au 7 juin. Le 8 juin, sans qu'on arrive à établir le véritablement enchaînement des faits, 52 soldats allemands s'entassent devant l'école normale où ils s'étaient retranchés – il est possible qu'ils aient été fusillés alors qu'ils voulaient se rendre ; le faible niveau des pertes déplorées chez les maquisards pourrait accréditer cette explication. Une certitude demeure : des scènes hideuses se sont produites ensuite autour des cadavres allemands et les équipes de la croix rouge durent s'interposer violemment pour sauver les blessés que la foule veut achever. A l'hôpital, le préfet Trouillé doit encore intervenir pour protéger les blessés allemands. Par ailleurs une dizaine de prisonniers sont par ailleurs fusillés au cimetière par les FTP.

<sup>62</sup> JÄCKEL E., La France dans l'Europe de Hitler, Fayard, Paris 1968, p. 464-465.

Hitler en personne aurait été si frappé qu'il atténua quelque peu, par son ordonnance du 30 juillet 1944, la rigueur implacable de ses précédentes instructions. Enfin, notons la réaction indignée du maréchal Pétain évoquée par les propos qu'il jeta à Renthe-Fink : « Vous couvrez votre pays de honte ! Vous êtes une nation de sauvages ! »

### A3 Les facteurs caractéristiques de la crise.

#### A3.1 Une crise qui relève du temps court.

Les limites retenues pour l'analyse des mécanismes de crise de la division sont volontairement restreintes pour ne retenir, dans l'analyse décisionnelle, que les facteurs et acteurs impliqués. C'est pourquoi les données du procès, tout en stigmatisant le profil de certains acteurs, n'ont été prises en compte qu'au titre de témoignages indispensables mais d'une part tardifs, et d'autre part tout emprunts de la crise que traversa la France à cette époque : le procès d'une France contre l'autre. Aucune conclusion n'en est tirée. La crise du régiment « Der Führer » commence effectivement le 10 juin et elle est limitée au 12 juin, date à laquelle les S.S. reviennent et village et date à laquelle ils le quittent pour ne plus jamais y remettre les pieds.

##### A3.1.1 Rupture d'équilibre.

La crise du régiment commence avec la mise en contact d'une population « inerte » et en l'absence totale d'information sur la présence de la Résistance donc de cadre d'action habituel de la mission permanente donnée dans le « Plan B » ou d'actions de représailles, de personnes désarmées et sans défense...Jusqu'alors et dans les massacres similaires, il y avait toujours eu du répondant objectif ou de circonstance pour qu'un équilibre existe ou soit instauré entre les soldats et la population, un ou plusieurs milicien : une action armée avait été lancée par des maquisards à l'encontre des S.S. dans ou à partir du village. Dans le cas d'Oradour-sur-Glane, il a pourtant pu se produire une polarisation à l'extrême des acteurs, alors que les faits montrent qu'un seul acteur y était présent : les bourreaux.

##### A3.1.2 Notion de seuil.

Jamais un quelconque seuil de violence maximum n'avait été imposé dans le « Plan B » et toujours les S.S. s'étaient « limités » à un certain nombre de victimes : à Tulle, Maillé ou Guéret, bien que ce dernier cas semble identique à celui d'Oradour-sur-Glane. Par ailleurs, la violence ne s'est pas exprimée à Oradour-sur-Glane uniquement pendant le massacre principal : des S.S. sont restés sur place, les autres sont revenus le 12 pour effacer toute trace du village, de son passé, de ses habitants et de leurs cadavres. Le seuil existe cependant bien : il s'agit de la négation de toute vie, de l'extermination et de l'effacement de toute trace.

##### A3.1.3 Accroissement des désordres ; amplification des fluctuations.

En juin 1944, l'armée allemande vit une crise qui ne doit pas se résumer à ses défaites et au seul débarquement en Normandie. Cette crise se manifeste effectivement par une désorganisation croissante en raison de la multiplicité des fronts sur lesquels elle doit repousser les alliés et donc à la dispersion de ses unités. A ce titre, même les divisions de réserve sont désorganisées alors même qu'elles étaient restées groupées et articulées sur une base de départ prêtes à intervenir face aux différentes options de débarquement allié. Ainsi, l'armée allemande ne possède plus de cohésion véritable le 10 juin 1944. Le débarquement n'était pas attendu en Normandie et la véritable perception de la réalité du débarquement anglo-américain a pris du retard. Ce même retard atteint les unités de renfort et de réserve<sup>63</sup> qui subissent l'efficacité et la fugacité des maquis de Résistance. La menace qui était multiforme devient « multi-origine » : ce ne sont pas uniquement les avions alliés qui bombardent leurs colonnes qui remontent vers le Nord et contre lesquelles ils ne peuvent lutter, mais également les unités de la Résistance qui mènent un

<sup>63</sup> La division « Das Reich » est déjà étalée sur 60 km (lorsque l'extrémité de la colonne quitte Montauban, le début arrive à Cahors) quand elle s'ébranle le 7 juin pour intervenir dans le Nord. Ce n'est que le 13 juin que les premiers éléments atteignent le front du Nord où la division était sensée pourvoir mener des actions d'ensemble dès le 10 juin. Dès lors la liberté d'action, jamais revendiquée par ces unités S.S., leur est acquise malgré eux. C'est bien à cette date que les S.S. du régiment « Der Führer » n'ont pratiquement pas évolué de leurs cantonnements pré-débarquement allié. Les bataillons agissent d'une manière autonome sans que la chaîne hiérarchique supérieure ne coordonne les différentes interventions. Cette décentralisation sera source de différence dans le seuil de violence adopté par tel ou tel détachement.

combat de harcèlement permanent et dont les rangs grossissent de jours en jours par adhésion de nouveaux combattants et d'anciens soldats des troupes régulières.

#### A3.1.4 Régression de la prédiction.

En retard pour contribuer à la mission supérieure reçue par la division, s'opposer au débarquement allié de Normandie, le régiment « Der Führer » ne communique plus avec le commandement avant de la division. Il se réapproprie, incapable de progresser au rythme des unités de tête, la mission des unités de flanc-garde mais dans sa seule dimension de nettoyage de la zone, et sans pouvoir assurer une flanc-garde mobile. Dans ce contexte, les S.S. ne savent plus quand ils pourront transposer leur puissance sur le front du Nord, quand les bombardements alliés sur leurs colonnes s'arrêteront ou quand les maquis mettront un terme à leurs actions sur les arrières. Ils ne possèdent pas plus d'éléments qui leur permettraient de déterminer quand leur action locale sera stoppée : en cela et en raison de la violence et de l'efficacité accrues des actions des maquis, s'explique l'ardeur avec laquelle ils nettoient les foyers de Résistance. Le régiment ne possède plus aucune prédiction sur l'issue de son action dans le Sud-Ouest.

#### A3.1.5 Activation des potentialités inhibées.

Comme cela a déjà été évoqué dans les différents témoignages, les potentialités inhibées ont été activées dans les opérations de nettoyage. Au-delà des actions ponctuelles qui ont opposé les unités allemandes et les Résistants et sur lesquelles il n'est pas utile de revenir, il faut noter la complexité du paysage qu'offrent les acteurs : du côté de l'occupant, on trouvait des forces allemandes territoriales chargées plus particulièrement du maintien de l'ordre en coordination avec les milices, et des S.S. dont la présence ne devait pas durer. Le régiment « Der Führer » compte beaucoup d'Alsaciens dans ses rangs et qu'ils aient été enrôlés de force ou rejoint la « Das Reich » volontairement, l'esprit de corps qui anime les unités allemandes les a gagnés : les liens qui unissent les officiers, les sous-officiers et militaires du rang sont inaltérables, toute lucidité et toute forme de pensée autonome ne peut y prendre pied. C'est ainsi sans aucune efficacité que les Américains ont inondé les unités allemandes de tract de propagande. Du côté de la Résistance, on trouve des Résistants organisés et agissant de manière coordonnée et des maquis totalement autonomes ; des Résistants français issus de la région mais également des Lorrains ou tout autre Français venus de l'ancienne France occupée, d'anciens militaires, voire même des Espagnols.

Mais au-delà de ces origines géographiques disparates, le Limousin est une région où les communistes sont nombreux et où la franc-maçonnerie était déjà très active avant la guerre. L'ensemble de ce contexte humain présentait un fort potentiel d'antagonisme au sein de la population, qui ne s'est manifesté très tôt mais cependant qu'à la fin du mois de juin, quand les tribunaux d'exception se sont mis à l'œuvre pour « épurer ».

En revanche, il faut retenir qu'au-delà de l'esprit de corps et de discipline inconditionnelle qui animait et unissait les différents niveaux hiérarchiques des unités allemandes, l'expérience du régiment « Der Führer » l'a fait passer par le front de l'Est et par l'Ukraine en particulier, où sa férocité et sa cruauté se sont manifestées quelques mois plus tôt.

#### A3.1.6 Les déviations s'accroissent et deviennent une tendance.

Le descriptif des faits relatifs au régiment « Der Führer » en témoignent, mais ils sont à prendre en compte dans l'ensemble alors encore cohérent de la « Das Reich » qui perpétue massacre sur massacre, au fur et à mesure que sa remontée vers le Nord est ralentie et que les actions de la Résistance s'intensifient et deviennent de plus en plus efficace avec, parfois, une cruauté elle-même répréhensible.

#### A3.1.7 Multiplication des injonctions contradictoires.

Ce paragraphe est à mettre en perspective de celui qui traite de l'accroissement des désordres. En effet, les deux notions de pertes de repère et de multiplication des injonctions contradictoires se nourrissent l'une, l'autre. Les deux cents S.S. du régiment qui ont perpétré le massacre sont, nous l'avons déjà vu, « conditionnés » par leurs expériences du début de la guerre sur le front de l'Est, déviations rafraîchies au cours des jours précédents au contact des maquis réprimés. Cependant, les contradictions vécues en l'espace de trois jours par le régiment « Der Führer » sont aussi nombreuses que complexes à expliquer, plus encore à justifier.

Comment expliquer l'application avec laquelle l'intervention d'Oradour-sur-Glane s'est déroulée (poste de commandement, éléments de ratissage extérieur, éléments dédiés au ratissage intra-bourg (éléments chargés de la préparation des lieux de supplice, éléments de groupage des prisonniers, éléments

différents pour le massacre des hommes et des femmes et enfants, éléments chargés du maquillage, éléments restés sur place à l'issue...), cette méthodique volonté d'atteindre le seuil de destruction fixé : la totale éradication du village et de ses habitants (comme à Varsovie) ?

Comment expliquer le temps passé pour une intervention sans menace, temps qui coïncide parfaitement avec celui au bout duquel les S.S. étaient attendus pour renforcer le front du Nord (où une menace s'était révélée) ? Comment expliquer la puissance mobilisée (deux cent S.S. avec de nombreux véhicules armés) ?

Comment expliquer le non-respect des ordres - aucun coup de feu n'était parti du village et les fouilles entreprises sont demeurées vaines, aucune réaction hostile ou de rébellion de la population – du « Plan B » qui devaient s'appliquer certes d'une manière implacable mais contre les « terroristes » ?

Cette unité peut-être plus que toute autre était très disciplinée. Comment expliquer le retour pour effacer les traces de leur forfait, alors même que l'unité s'était appuyée sur cette manifestation de sa force pour contraindre les habitants de St-Junien au silence ?

Comment expliquer le pillage et la ripaille auxquels se sont livrés les S.S. les 11 et 12 juin alors que le commandement les attendaient dès le 10 dans le Nord ; les premiers éléments de la colonne étaient alors sept cents kilomètres. Comment comprendre les craintes manifestées par les différents niveaux hiérarchiques dans leurs comptes-rendus (commandement territorial<sup>64</sup> de Limoges ou rapport du carnet de marche de von Brodowski<sup>65</sup>, censé ne pas être lu donc pouvant s'affranchir de toute hypocrisie et mensonge) ?

Comment ces chefs ont-ils pu se transformer en faussaires et dissimulateurs ? Comment expliquer une intervention sensée démontrer sa force, alors qu'il ne restait personne pour témoigner... ?

Comment enfin concevoir qu'une troupe aguerrie (pour la plupart) et s'étant battu (sur le front de l'Est) contre une véritable armée capable de lui opposer puissance et menace, contrairement à une population civile désarmée, puisse puiser du courage pour les actions futures, du « moral ».

#### A3.1.8 Apparition de phénomènes irrationnels.

Il y a une véritable aporie dans la motivation des allemands attendus dans l'urgence sur le front du Nord et le temps passé à Oradour-sur-Glane sans enjeu militaire. Les autres facteurs non rationnels sont exposés dans les paragraphes cités ci-dessus et dans la troisième partie, consacrée au développement d'une conclusion personnelle.

#### A3.1.9 Modification très rapide des opinions.

Dans ce domaine où la presse n'est pas un acteur, et où l'opinion des Résistants n'est pas réellement à prendre en compte, nous aurions pu retenir le sentiment exprimé par Hitler et cité par E. Jäckel dans « La France dans l'Europe de Hitler » - ordonnance du 30 juillet 1944 – et les archives de la Wehrmacht.

Mais tenant compte également des massacres ultérieurs perpétrés par les unités restées dans le Sud-Ouest, il n'a pas semblé utile de donner un poids significatif à ces faits d'opinion.

#### A3.1.10 Escalade de la violence.

Ce paragraphe n'a pas besoin d'être détaillé d'une part parce que les descriptifs sont suffisamment parlants, d'autre part il serait hasardeux de considérer que le niveau de violence pourrait être retenu comme un identifiant d'une crise.

<sup>64</sup> Deux rapports de police allemands sont établis à Limoges qui indiquent les causes de l'intervention des troupes S.S. : « Une action passagère de S.S.-Panzerdivision « Das Reich » à Limoges et dans les environs a fait une impression visible sur la population ». « Le commencement de mesure de représailles a provoqué un soulagement sensible et a influencé le moral de la troupe favorablement ».

<sup>65</sup> « Une communication téléphonique en provenance d'Oradour me signale ce qui suit : 600 personnes ont été tuées. Toute la population mâle d'Oradour a été fusillée, les femmes et les enfants se sont réfugiés dans l'église. L'église a pris feu. Des explosifs y étaient entreposés. Toutes les femmes et les enfants ont trépassé. »

## ANNEXE 2 : EXISTE-T-IL DES CRIMES SIMILAIRES ?

Sources :

BARTOV Omer	L'armée d'Hitler, Hachette littératures, Paris, 1975.
NORA Pierre	Les lieux de mémoire, La République I, Gallimard, Paris, 1959.
RICŒUR Paul	Histoire et vérité, Paris, le seuil, 1955

B1 Varsovie.

La Résistance polonaise a commencé dès 1939 en liaison avec Londres. A partir de mai 1940, elle sabote les chemin de fer transportant en Allemagne les marchandises livrées par l'U.R.S.S. aux termes du traité germano-soviétique ; puis, après l'invasion de l'U.R.S.S., elle s'acharne sur les arrières de la Wehrmacht, avec l'appui du service secret britannique. L'Armée secrète réussit même, en octobre 1942, à couper simultanément les six lignes de chemins de fer convergeant sur Varsovie. Lorsqu'elle y prend l'offensive à ciel ouvert, elle est depuis 1943, sous le commandement de Bor-Komosowski. Aussitôt déclenchée l'insurrection de Varsovie, Himmler envoie à ses troupes l'ordre du jour suivant : « Il faut passer par les armes tous les habitants, sans considération d'âge ni des sexe. Varsovie doit être rasée afin que pas une pierre de cette ville maudite ne reste debout (5 août 1944) ».

B2 Kraqujevac.

C'est le 4 juillet 1941, peu après l'occupation, que l'insurrection est déclenchée par le Comité Central Du Parti Communiste Yougoslave. Les partisans portent à l'ennemi allemand des coups de plus en plus rudes, auxquels s'ajoutent encore à l'époque ceux de la Résistance non communiste des « Tchentniks » du général Mikhaïlovitch. Dès août 1941, le Q.G. du maréchal List, commandant en chef allemand, constate que les sabotages quotidiens risquent d'interdire les communications ferroviaires et téléphoniques. Dès lors, les représailles deviennent effroyables. Ainsi, à Kraqujevac, le 21 octobre 1941, 7300 Yougoslaves sont massacrés, parmi lesquels tous les enfants des écoles. Au total, on estime qu'un Yougoslave sur dix aura été exterminé pendant l'occupation.

B3 Lidice.

Le 10 juin 1942 (date qui vaut que la commémoration du massacre d'Oradour-sur-Glane soit binômée avec celui qui est décrit ci-dessous), un détachement de S.S. pénètre dans le village tchèque de Lidice, sous le commandement du Standartenführer Max Rostock. 263 adultes dont 71 femmes sont massacrés. 198 autres sont déportés à Ravensbrück et 98 enfants dispersés dans les orphelinats (16 seulement survivront à cette épreuve). Le village est incendié et rasé. Cet acte fait suite à l'assassinat de Reinhard Heydrich, « protecteur du Reich » en Bohême-Moravie, par des résistants tchèques commandité par Londres, quatre jours plus tôt.

B4 Ascq.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril 1944, un train militaire allemand venant d'Amiens passe à proximité de la gare d'Ascq, village proche de Lille. Deux explosions font dérailler quelques wagons du convoi, sans provoquer de victimes. Les S.S. entrent dans la gare, massacrent à coups de crosse le chef de gare et deux cheminots puis investissent le village. Les hommes sont réveillés et emmenés dans un pré ; soixante d'entre eux, dont un garçon de onze ans, sont fusillés. Dans le même temps, vingt six autres habitants d'Ascq sont abattus à la mitrailleuse chez eux ; le curé venant assister les mourants subit le même sort. Officiellement, quatre vingt six fusillés, mais en comptant ceux qui succombèrent à leurs blessures, le total des victimes s'élève à plus de cent vingt.

B5 Maillé.

En France, beaucoup se souviennent du terrible massacre et de la destruction d'Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944. Mais qui sait ce qui est arrivé au village de Maillé, en Indre et Loire, le 35 Août 1944 ? Ce jour là, tandis que Paris était libéré, Maillé était victime d'un massacre organisé et sans limite de la part de l'armée allemande en représailles d'actions de la Résistance. Ce massacre a coûté la vie à 124 habitants, pour la plupart des femmes et des enfants. Dans la matinée du vendredi 25 août, des militaires allemands d'une division S.S. encerclaient le village et fusillaient toutes les personnes civiles qu'ils

trouvaient au fur et à mesure de leur progression. Toute personne aperçue était traquée et assassinée. Ensuite, ils incendiaient les bâtiments. Le massacre a duré toute la matinée, et dans l'après midi et jusque tard dans la soirée, l'artillerie bombardait le village achevant de le détruire. Le sous-lieutenant Gustav SCHLUETER, commandant le gîte d'étape de Sainte-Maure, a été reconnu coupable du massacre de Maillé. Il a été condamné à mort par contumace en 1952 par le tribunal militaire de Bordeaux. N'ayant pu être retrouvé, il n'a pas été exécuté. On n'a pas réussi à connaître le nom de la division S.S. et du détachement de cette division qui a perpétré le massacre et la destruction de Maillé sous les ordres de cet officier.

#### B6 Tulle.

Quelques tireurs isolés font feu sur les S.S. qui perdent plusieurs hommes. Les chefs sont convaincus que les francs-tireurs ont trouvé refuge au milieu de la population. Découvrant le spectacle des 52 corps de leurs compatriotes aux lueurs de l'aube, pour certains mutilés et écrasés par des roues de camion, Kowatch menace la population d'exécutions et de destruction par le feu. Au cours de son entrevue avec les Allemands, le préfet Trouillé parvient à faire fléchir Kowatch en lui montrant les blessés soignés grâce à des français. « Modérant » la répression prévue, la vie de chaque soldat Allemand tué sera payée par celle de deux otages.

Finalement c'est bien 99 innocents qui seront pendus à Tulle par le régiment « Der Führer ». De plus, Kowatch fait transférer à Limoges 312 habitants et 600 jeunes d'un chantier de jeunesse avec ordre de les faire déporter.

#### B7 Guéret.

A Guéret, le 7 juin 1944, le compte des forces est facile à établir : une minuscule garnison allemande et encore moins de miliciens. En revanche, l'école de la Garde est un gros morceau, à condition qu'elle ne passe pas au maquis. A 7h15, sous les fenêtres du chef Pommérat, secrétaire local de la milice, retentissent les premières détonations. Le milicien saisi sa Sten pour lâcher quelques rafales dans son jardin, le temps de voir quelques maquisards s'aplatir au milieu d'un plan de haricots, puis court rejoindre la milice à l'ancienne loge maçonnique. Depuis la veille, le maquis est à l'œuvre : le commandant Fosset (AS) a rencontré les officiers de la Garde. Une moitié de l'effectif est effectivement passée au maquis, les autres, avec le colonel Favier, restent l'arme au pied, voulant ignorer les événements. Le 7 au matin, les FFI entrent dans Guéret. Il y a des FTP, des AS et les gardes passés au maquis. Ils attaquent les deux hôtels où sont retranchés les Allemands. A 13h, les Allemands se rendent, ils ont enfermés dans une école. Vient le tour des miliciens d'être assiégés. Après avoir tiré tout l'après-midi, les hommes de Darnand acceptent de se rendre. Ils sont conduits sous les huées de la foule à la prison. Les maisons des supposés collabos sont fouillées, les portes enfoncées et les suspects jetés dans la rue et traînés jusqu'à la prison sous les huées et les coups, coups qui seront reconduits une fois arrivés. Le lendemain, 8 juin, tout le département est en état d'insurrection et la chasse aux miliciens continue. Le commandant Braille, chef départemental, est fusillé à Pommeil, sans jugement. Cerné par l'incendie du bâtiment, le chef Grignon est abattu sur le toit du journal La Creuse. A la nuit, la foule réclame les miliciens emprisonnés : trois d'entre eux sont extraits et abattus d'une balle dans la nuque.

Au matin du 9 juin, les F.F.I. évacuent le village. En fin de matinée, une unité de la Wehrmacht pénètre dans la ville. Ils libèrent leurs compatriotes et les miliciens encore en vie. Pommérat établit son PC à la Kommandantur. Les agresseurs des jours précédents sont arrêtés : trois sont abattus et les autres déportés. Dans les environs de Guéret, le 3<sup>ème</sup> bataillon du régiment « Der Führer » bat la campagne, tuent onze maquisards, en arrêtent trente-six autres et les exécutent immédiatement. Averti de la situation à son PC de Limoges, le commandant de Vaugelas, directeur régional du maintien de l'ordre, décide d'épurer Guéret : l'opération est conduite le 26 juin par un groupement de la Franc-Garde accompagnés d'hommes du 2<sup>ème</sup> service, les « flics » de la milice. Sur indication de Pommérat, une centaine de personnes sont arrêtées et transférées à Limoges. A la suite de sévices en cours d'interrogatoires beaucoup d'entre eux mourront, parmi lesquels le capitaine Emile Raybaud.

## ANNEXE 3 : LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION, LE PROCES DE BORDEAUX.

Sources :

ARON Robert                      Histoire de Vichy, Fayard, Paris, 1954.  
 RICŒUR Paul                      Histoire et vérité, Paris, le seuil, 1955

### C1 Les tribunaux d'exception.

Mis en place dans les premiers mois qui suivirent la libération et avant même que les cours de justice n'entrent réellement en fonction – elles font l'objet de l'ordonnance du 26 juin 1944 – les tribunaux ont constitué l'étape initiale de l'épuration dans un contexte insurrectionnel qui, nous le savons, a prévalu dans nombres de régions françaises. Adoptant une méthode expéditive et n'obéissant à aucune concertation, loin par ailleurs des critères classiques de la justice et dans tous les cas mis sur pied à l'improviste à l'initiative des maquis, ils ont toujours anticipé sur les décisions de la justice légale qui ne devait être opérationnelle qu'en octobre de la même année. Les préfets fraîchement désignés par le gouvernement du général comme les commissaires de la République appelés à exercer leur autorité ne pourront qu'entériner les jugements hâtifs.

#### C1.1 Quelle légalité ?

En comparaison aux exécutions individuelles qui ne se sont pas embarrassées d'aucune formalité, les tribunaux d'exception se sont efforcés de conserver les apparences de la légalité alors même que la France n'est pas totalement libérée et que la guerre n'est pas achevée. Ces tribunaux d'exception ou cours martiales agissent de préférence dans les régions d'auto-libération où le maquis a pris la place laissée vacante par les unités allemandes après avoir essuyé embuscades et actions de harcèlement. Le sud de la France et plus particulièrement le sud-ouest voient se développer ces tribunaux d'exception. Ce développement ne saurait surprendre puisque la région a été le théâtre d'actions de la Résistance toujours réprimée avec une extrême violence par les troupes allemandes souvent accompagnée d'interventions de la milice.

#### C1.2 Les tribunaux d'exception dans le Limousin.

Au lendemain de la libération du Limousin par les partisans et les francs-tireurs, le 22 août, leur chef, le colonel Guingouin, en anticipant de trois mois sur l'arrêt du commandant des F.F.I., le colonel Rivier, instaure un tribunal militaire qui, outre la Haute-vienne, étendra cette juridiction aux départements de la 5<sup>ème</sup> région : la Creuse, la Dordogne et l'Indre. Trois cent personnes comparaitront ainsi devant la cours militaire de Limoges entre la première audience, le 24 août, jusqu'au 14 septembre. Soixante-quatorze seront condamnées à mort et exécutées.

#### C1.3 La justice populaire dans le Limousin.

Mais la justice populaire n'a pas attendu ces tribunaux pour se manifester, en particulier pour juger ceux qui étaient responsables des massacres perpétrés par la division « Das Reich », étend entendu que seuls les collaborateurs pouvaient être appréhendés en l'absence des allemands de cette unité. Vingt personnes passèrent devant les tribunaux à Cussac, à St-Junien en Haute-Vienne, et à Ussel, en Corrèze, subiront le même sort. Cette justice d'exception s'exposait à d'inévitables abus<sup>66</sup>.

### C2 Le procès de Bordeaux.

#### C2.1 La justice populaire dans le Limousin.

En premier lieu, tous les coupables ne pouvaient être rassemblés : le major Otto Dickman qui avait préparé et dirigé l'opération était mort sur le front de Normandie et d'autres coupables s'étaient cachés ou ne pouvaient plus comparaître. De même, le général Lammerding commandant la division « Das Reich » vivait dans le secteur britannique en Allemagne (Düsseldorf) et les Anglais refusaient l'extradition pour des raisons juridiques compliquées.

<sup>66</sup> Citons le cas d'un des condamnés par la même cour martiale de Guéret, qui passera devant le poteau d'exécution pour avoir, en tant qu'agent d'assurance, établi une police pour le camion et les locaux de la milice. Ses états de service remarquables pendant les deux guerres mondiales ne lui ont été d'aucun secours et n'ont amené aucune indulgence de la part des juges. C'est ainsi que lorsque Pierre Boursicot, commissaire de la république, prendra ses fonctions, les cours martiales du Limousin avaient déjà largement entamé l'épuration en dehors d'un véritable contrôle par le pouvoir central/

Plus troublant encore était le fait qu'il y avait aussi des français coupables le jour du massacre : 14 alsaciens dont un volontaire et 13 incorporés de force dans la division. A l'évidence, tous les alsaciens présents à Oradour-sur-Glane ne l'étaient pas à Bordeaux. Que dire en outre du peu d'allemands présents en janvier 1953 ? Sur les 66 officiers et soldats, encore vivants au jour du procès, qui ont commis le massacre, ce ne sont en définitive que 21 hommes qui comparurent devant le tribunal militaire : sept Allemands et 14 Alsaciens, dont 8 n'avaient 18 ans au moment du massacre de la population d'Oradour-sur-Glane..

### C2.2 Vers une amnistie pour les collaborateurs ?

Dès le début, le procès s'accompagna de vives polémiques autour du concept même de coopération des Français d'origine alsacienne. Devaient-ils être jugés au même titre que les allemands ? Devait-on faire la distinction entre les volontaires et les engagés de force ? Il n'y eut donc rien de surprenant à assister à un procès qui dépassa très vite la salle du tribunal. D'autre part, le MRP et les chrétiens du RPF, insistant sur la nécessité de l'unité nationale contre la menace soviétique, conduisaient un mouvement en faveur de l'amnistie en général et des alsaciens incorporés de force en particulier. En outre, considérons qu'à l'époque, un débat sur le réarmement de l'Allemagne et la création de la CED avait lieu. Enfin, entre 1951 et 1953, deux lois importantes d'amnistie furent votées, qui eurent pour objectifs de ne conserver emprisonnés que les collaborateurs notoires.

Dans ce contexte, tandis que les communistes étaient farouchement opposés à toute amnistie craignant de voir ressurgir une menace fasciste, les socialistes y étaient plus favorable tout en rejetant toute réhabilitation d'anciens collaborateurs.

### C2.3 La fin d'un mythe de réconciliation nationale.

Le Limousin et l'Alsace, les deux régions concernées par le drame d'Oradour-sur-Glane, s'opposèrent dans une violente polémique qui se traduisaient par deux mémoires différentes de la guerre.

Cet élément jettera un voile opaque sur Oradour-sur-Glane comme symbole d'une France unie dans ses souffrances de la guerre<sup>67</sup>. A l'inverse, en 1953 au lieu de matérialiser l'unité française face au nazisme, Oradour-sur-Glane commença à opposer les français aux français.

En 1947, l'ANFM avait fait une requête passionnée au ministère de la justice demandant vivement que justice soit faite. Le Président de la République, qui avait déjà effectué une visite à Oradour-sur-Glane, y répondit favorablement en révélant que le gouvernement avait préparé une loi spéciale pour le massacre d'Oradour-sur-Glane qui considérait tout membre d'une unité criminelle comme co-auteur ou complice des crimes que cette unité commettrait. Quinze mois plus tard, en 1948, l'assemblée Nationale vota à l'unanimité cette loi qui introduisit un nouvel élément dans le droit pénal français : celle de la responsabilité collective des groupes ayant commis des crimes de guerre. Autrement dit, cette loi permit d'inculper tous les membres d'une unité coupable de crimes de guerre. Ainsi, tout soldat de la « Das Reich » le 10 juin 1944 est présumé coupable du massacre d'Oradour-sur-Glane. Mais notons que la présomption de la culpabilité collective était laissée à la l'appréciation du juge et que cette loi allait à l'encontre des principes du droit : c'était en effet à l'accusé de prouver qu'il était innocent.

Néanmoins, sachant l'Alsace très concernée, une différence fut faite entre allemands et alsaciens quand la décision fut prise de ne pas poursuivre les français au titre de la responsabilité collective mais parce qu'ils étaient individuellement co-auteurs ou complices. Cette décision n'apaisa pas l'Alsace et ses députés, déjà outragés par le seul fait qu'on impose à des français de s'asseoir à côté d'allemands lors du procès.

### C2.4 La position de l'Alsace.

Huit des treize alsaciens incorporés de force et présents au procès avaient moins de dix-huit ans quand ils furent enrôlés dans la Wehrmacht et transférés par la suite dans les S.S.. Par ailleurs des députés alsaciens et des associations prirent immédiatement la défense des « malgré nous », plaidant la cause de l'Alsace et sa situation particulière pendant la guerre<sup>68</sup>.

<sup>67</sup> THEOLLEYRE Jean-marc, Procès d'après guerre, Paris, Gallimard, 1967, p. 57. « Oradour-sur-Glane était devenue un symbole ; le nom de ce village du Limousin...avait une résonance telle qu'il retentissait à lu seul dans la France libérée avec la charge d'émotion qui put s'attacher à des noms comme Verdun. »

<sup>68</sup> Hitler ne respecta pas la souveraineté française inscrite dans le traité d'armistice et annexa dès le début de la guerre l'Alsace-Lorraine en considérant, dans le cadre de son pangermanisme, comme terre authentiquement allemandes. Deux Gauleiter

. Au delà de cet héritage douloureux<sup>69</sup> pour lequel la question de l'indemnisation des « malgré nous » suscita de difficiles négociations entre les Etats français et allemand, ce fut le cas des « malgré nous » d'Oradour-sur-Glane qui cristallisa toutes les émotions.

Le 10 décembre 1952, sachant le procès imminent, l'ADEFIF sonna l'alarme et tous les journaux alsaciens publièrent une lettre du député et président de l'association (M. Georges Bourgeois) réclamant des poursuites séparées pour les français et les allemands. D'autres associations de vétérans alsaciens vinrent se joindre à cette demande. Comment condamner les Alsaciens sans blesser une province déjà meurtrie qui s'est jugée abandonnée par le pouvoir de Vichy ?

### C2.5 La position du Limousin.

Les Limousins éprouvaient en général que peu de sympathie pour la situation particulière de l'Alsace et étaient guère prêts à faire la distinction entre ses habitants et les allemands<sup>70</sup>.

### C2.6 Le procès.

Il débuta le 12 janvier 1953, dans une salle minuscule du tribunal militaire composé de six officiers d'active et présidé par un magistrat civil, M. Nussy Saint Saëns. Durant les trois jours qui suivirent, les avocats des alsaciens se fendirent de longs exposés décrivant la situation de l'Alsace pendant la guerre et protestèrent contre la loi de la responsabilité collective qui plaçait leurs clients sur le même banc que les allemands. Cependant, le Président du tribunal rejeta la requête des avocats et dit : « on vote des lois dans les Assemblées et c'est ensuite à nous, tribunal militaire, que l'on vient proposer des échappatoires pour ne pas les appliquer ».

Néanmoins, pendant que le président du tribunal de Bordeaux tentait de faire avancer le procès, les députés alsaciens avaient réussi à organiser un débat sur la responsabilité collective à l'Assemblée nationale qui provoqua de vives polémiques entre députés des deux régions. Ainsi, le 27 janvier 1953, l'assemblée nationale vota – au grand soulagement des alsaciens – par 365 voix contre 238, l'exemption des français de la loi de responsabilité collective. Cependant, un sentiment d'indignation était prépondérant et même le président, Vincent Auriol, s'exprima de façon très négative sur le vote : « c'est la chose la plus attristante qui soit passée sous ma législature ». Les premiers témoignages furent délivrés par les alsaciens qui, à l'instar de leurs avocats, évoquèrent surtout la situation précaire de l'Alsace et l'impossibilité de désertir pour un S.S.. Ils étaient encore très jeunes au moment d'Oradour-sur-Glane. Les témoins d'Oradour-sur-Glane, pour leur part, parlèrent de tout autre chose et donnèrent le descriptif qu'on connaît des bourreaux.

### C2.7 Le jugement.

Le 12 février, le verdict tombe : le soldat Allemand le plus gradé présent, le sergent Lenz fut condamné à mort ; un autre Allemand ayant pu prouver son absence à Oradour-sur-Glane le 10 juin, fut relaxé ; quatre autres allemands furent condamnés à des peines de travaux forcés de dix à douze ans ; Georges-René Boos, seul Alsacien engagé volontaire, est condamné à mort ; neuf des treize « malgré-nous » sont condamnés à des peines de travaux forcés de cinq à douze ans ; les quatre autres à des peines de prison de cinq à huit ans.

Mais le président Auriol finit par accorder sa grâce aux deux condamnés à mort et, en 1958, tous les condamnés avaient été libérés.

---

furent nommés en 1940, pour administrer des régions. Parmi les nombreuses décisions de germanisation et de « nazification » qui furent prises, retenons la plus drastique qui, prise le 13 février 1942, imposa le service militaire obligatoire dans l'armée allemande pour les hommes de ces deux régions nés entre 1920 et 1924. Les réactions vis-à-vis de ces mesures ne furent pas négligeables : sur 200 000 régionaux mobilisables, 40 000 désertèrent, 130 000 partirent ailleurs, mais il y eut également 5 000 déportés et 13 000 internés

<sup>69</sup> Au dessus d'Obernai (Alsace) l'Association des Evadés et Incorporés de Force (ADEFIF) dressa un mémorial : une croix blanche pour respecter le devoir de mémoire pour les « malgré nous ».

<sup>70</sup> La position étant facilement imaginable, nous nous contenterons de citer le député socialiste du Limousin, Georges Lamousse, qui écrivait dans le quotidien socialiste de la région : « au procès de Bordeaux, il n'y a pas pour nous des Alsaciens et des Allemands. Il y a des accusés. Que la justice se prononce et que le châtiment suprême s'abatte sur les coupables »

## ANNEXE 4 : LES MAQUIS DE GUINGOUIN ET LE SOE.

Sources :

OLIVE J.C. Et Churchill créa le SOE, Institut de Stratégie Comparée, Br. Histoire, 1992.

### D1 Qui est le Colonel Guingouin ?

Le 18 juin 1940, quelques instants avant que le Général de Gaulle ne lance son appel, alors qu'il est blessé et qu'il brave la mitraille allemande, Guingouin réussit à quitter l'hôpital de Moulins pour échapper à la capture et conserver la liberté future de combattre. Revenu dans sa commune, Gilles-les-forêts, au pied du mont Gargan, centre de la région que les géographes appellent la « petite montagne Limousine », il entreprit de regrouper autour de lui des hommes décidés à refuser la défaite. A la fin du mois de juillet, ils étaient une douzaine, pour commencer une aventure humaine exceptionnelle...

#### D1.1 L'homme à l'aube de la Résistance.

Guingouin était un instituteur, pupille de la nation, dont le père, sous-officier de carrière avait été tué à Bapaume dès le début de la Grande Guerre. Sa mère, dans la tradition laïque de ceux qui furent appelés « les hussards noirs de la République », a transmis à son fils le goût de la lecture. Tout jeune, il a été passionné par le livre d'Erckmann-Chatrion sur la résistance des paysans vosgiens en 1815 et il gardera en mémoire l'exhortation de Victor Hugo aux Francs-Tireurs de 1871 : « O francs-tireurs, allez, traversez les halliers, passez les torrents, profitez de l'ombre et du crépuscule, serpez dans les ravins, glissez-vous, rampez, ajustez, exterminatez l'invasion... Défendez la France avec héroïsme. »

#### D1.2 L'homme prêt à entrer en résistance.

Ancien secrétaire du rayon communiste d'Eymoutiers couvrant les quatre cantons ruraux de l'Est de la Haute-Vienne, il disposait d'une ronéo, ce qui lui permit d'organiser un centre de confection de tracts. Dans son premier tract intitulé « Camarade Paysan », il affirme d'emblée : « ils ont assassiné la République française, celle que t'avaient donnée en héritage tes ancêtres... » Elève-Maître à l'école normale supérieure d'instituteurs de Limoges, il a fait trois ans de préparation militaire supérieure de l'armée de terre dans l'arme de l'infanterie. Par ailleurs, il a effectué son service militaire à la 6<sup>ème</sup> compagnie des secrétaires d'état-major basée à l'école militaire (Paris) et il n'ignore donc rien du fonctionnement d'un état-major.

#### D1.3 L'homme dans la résistance civile : 1940-1942 – les divergences politiques.

Cette action est caractérisée par la distribution de tracts, croquis et papillons. C'est également la première fêlure avec la direction du parti communiste. Les mots d'ordre : « Thorez au pouvoir, ni Londres, ni Berlin, à bas la guerre impérialiste », lui paraissaient erronés et il refusa de reproduire « La vie du Parti » de septembre 1940. Dans le premier numéro du « Travailleur » qu'il éditera en janvier 1941, convaincu qu'il faut unir toutes les forces qui résistent à Vichy, il n'y aura aucune attaque contre de Gaulle et l'Angleterre<sup>71</sup>. Entre-temps, un seuil dans la lutte avait été franchi : le passage à l'organisation de la lutte armée. La première action militaire du Colonel Guingouin est reconnue comme remontant au 1<sup>er</sup> octobre 1941. Il sera condamné le 26 janvier 1942 aux travaux forcés à perpétuité par la section spéciale du tribunal militaire de Périgueux présidé par le Colonel Besson, celui-là qu'il aura la magnanimité de prendre plus tard sous ses ordres.

Convaincu que toute libération devait, pour prendre de l'ampleur et devenir victorieuse, avoir l'accord de la population, Guingouin prit l'initiative de mettre hors d'usage les presses à fourrage – la première a été détruite le 12 décembre 1942 – puis les batteuses, afin d'éviter les réquisitions. Ce sont ensuite les arrêtés du « Préfet du Maquis » portant sa signature qui fixent le prix des produits agricoles. L'obligation faite aux meuniers de revenir à un taux de blutage normal permet aux paysans de son secteur d'avoir du pain blanc alors que dans presque toute la France, on mange un pain infect.

<sup>71</sup> Le différend avec le parti communiste s'aggrave quand, ayant établi une planque en avril 1941 au « Grand-bois » de Soudaine-Lavinadière, il est considéré par Gabriel Roucaute, membre de la zone sud du P.C. comme « un fou qui vit dans les bois ». Ce différend aboutira, après une entrevue avec ce responsable en mars 1942, à une complète rupture. Son action deviendra alors strictement autonome et certains tentèrent de l'éliminer.

#### D1.4 L'homme dans la lutte armée ouverte.

Pendant cette période « à la fois chef et soldat » ainsi que l'indique sa citation, il verra, comme les Maquis d'autres régions de France, affluer les réfractaires au S.T.O. après le décret de Vichy du 16 février 1943.

Le 13 mars 1943, la preuve est donnée de l'existence d'un maquis offensif<sup>72</sup>. Pour augmenter cette puissance offensive, une unité d'élite de 120 hommes, noyau de la 1<sup>ère</sup> Brigade de Marche des Francs-Tireurs sera créée. Elle recevra pendant tout le mois de janvier 1944 au château de la Ribeyrie un entraînement intensif sous la direction de deux instructeurs : l'un ayant fait la guerre du Rif, l'autre ayant participé aux combats de l'armée républicaine espagnole (Antonio Serra). La dernière sera consacrée à des tirs à l'arme réelle. C'est ainsi qu'à la tête de sa « compagnie de choc », le Colonel Guingouin, le 28 mars 1944, capture la commission d'armistice franco-allemande de Limoges<sup>73</sup>.

#### D1.5 La ligne de conduite du colonel Guingouin.

Du côté des forces de la Résistance, le Colonel Guingouin, commandant la 1<sup>ère</sup> Brigade de Marche, n'a accepté fin mai ni d'attaquer la garnison allemande de Limoges, ni de constituer un réduit sur le plateau des Millevaches. En réponse à l'appel du Général de Gaulle, le 6 juin à 18 heures<sup>74</sup>, les ponts routiers comme celui de Masleon seront détruits ; une auto-mitrailleuse de la « Das Reich » sera enlevée à Sainte Anne Saint Priest.

Colonel au feu, après sa victoire consacrant l'art de faire la guerre qu'il avait acquis, il abandonna lui-même un galon en faveur de l'un de ses camarades désirant faire carrière dans l'armée, faisant partie de ces « hommes forts qui ne veulent pas monter, nés du Peuple, voulant rester Peuple. »<sup>75</sup>

#### D1.6 Au contact de la « Das Reich ».

Le 9 juin à 18 heures arrive à Limoges l'ordre de l'O.K.W. de partir pour le front de Normandie. Mais, à 20h30, le Stürmbannführer Kämpfe commandant le 3ème Bataillon du régiment "Der Führer", ayant négligé de rester sous la protection de son unité blindée, est capturé par le détachement du Sergent Canou de la 1<sup>ère</sup> Brigade revenant de faire sauter le pont de Royères. Titulaire de la Ritterkreuz, Kämpfe est le « héros n° 1 » de la division et ami personnel du Général Lammerding. Proposition est faite au Colonel Guingouin de l'échanger contre 50 patriotes emprisonnés à Limoges. Au moment d'accepter cette offre arrive la nouvelle de l'acte de terreur perpétré le 10 juin à Oradour-Sur-Glane. L'échange n'aura pas lieu et l'ordre sera donné d'exécuter Kämpfe. La division « Das Reich » quittera le Limousin le 12 juin à 5h30 soit 48 heures après l'ordre reçu. Le Généralissime Eisenhower reconnaîtra lui-même : « que cette

<sup>72</sup> Un simple déraillement étant facilement réparable, il détruit le viaduc de Bussy-Varache sur la voie ferrée Limoges-Ussel, obligeant un transbordement jusqu'à la libération. Il n'existait en France que deux usines de régénération du caoutchouc, d'intérêt stratégique pour l'économie de guerre allemande. La R.A.F. s'y était reprise par trois fois les 6, 29 et 30 avril 1943, pour détruire l'usine de Colombes. Malheureusement il y avait eu de nombreuses victimes civiles. Le chef de l'Etat n'avait alors pas manqué d'apitoyer les Français dans un message radiodiffusé : « Ce sont des morts, des blessés, des foyers détruits ». Londres avait alors demandé à l'organisation « combat » de faire sauter l'usine Wattelez près de Limoges. Mais cela n'avait pas été possible. Informé, Guingouin décida d'agir seul. Parti de la forêt de Chateauneuf à 45 kilomètres de là, en compagnie de René Duval qui s'était porté volontaire, dans la nuit du 8 au 9 mai 1943, il réussit l'opération. Bien qu'à son retour à la base il ait failli perdre la vie dans une embuscade tendue par la gendarmerie, il laissera le bénéfice de cette action au mouvement de Frenay. La tactique du raid portant à un haut niveau l'esprit offensif des Maquisards est instaurée, ce qui amènera, le 2 octobre, le gouvernement de Vichy à diriger contre eux quinze escadrons de la Garde et douze G.M.R. sous la conduite du Général Bois. En vain ...

<sup>73</sup> Le Feld-maréchal von Runstedt informe Hitler alors à son grand quartier général du « Repaire du Loup ». Le 6 avril suivant, ce dernier donne l'ordre à la « Das Reich » qui se trouve dans le secteur de Koursk des se mettre sous les ordres du Général Blaskowitz commandant le groupe d'armées G. Cette unité est forte de 62 chars Panther V, 64 chars Panther IV, d'un régiment d'artillerie blindée à 4 bataillons de canons autonomes et d'autres unités, le tout ayant une puissance de feu triple d'un corps ordinaire. Selon des renseignements dont disposait le Maquis, dans la journée du 7 juin 1944, le Général Lammerding, à Montauban, reçoit l'ordre de l'O.B. West 3° et 2° B.3638/44 enjoignant à la « 2ème D.B. S.S. de se mettre en marche immédiatement sur la région Tulle-Limoges. A son arrivée dans cette région, elle recevra de nouveaux ordres de l'état-major. du 66ème Corps de Réserve ». L'ordre radio divisionnaire prévoit le départ pour 8 heures le 8 juin. Le 9 juin, la tête de la colonne du 4ème Régiment blindé grenadier « Der Führer » atteint Limoges à 2 heures du matin.

<sup>74</sup> , : « La Bataille suprême est engagée. Pour les fils de France où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent, en soldat, il est disposé à faire tout son devoir. »

<sup>75</sup> Tels que les souhaitait nombreux l'historien Michelet

action des Maquis avait sauvé la tête de pont allié. » Ainsi qu'en portera témoignage Emmanuel d'Astier de la Vigerie lors d'un débat à l'Assemblée Nationale (journal officiel du 9 mars 1954, p. 739).

#### D1.7 L'aide des Alliés.

Fin juin 1944, sous l'impulsion de Churchill, les Alliés se décident à exécuter des parachutages massifs pour armer les Maquis. Dans le cadre de l'opération "Zébra", la 3<sup>ème</sup> Bomber Division de la 8<sup>ème</sup> Air Force, effectue des parachutages de plein jour le 25 juin sur l'Ain, le Jura, le Vercors, la Haute-Vienne, ce dernier sur le terrain de la Borderie à Doms avec 71 fortresses volantes. Dans le cadre de l'opération "Cadillac", par la même unité, le 14 juillet, 7 terrains seront desservis à nouveau dont le Vercors et la Haute-Vienne, ce dernier étant le terrain du Clos, commune de Sussac avec 36 B-17.

#### D1.8 La réaction allemande.

Un groupement est constitué sous les ordres du Général Ottenbacher comprenant la brigade Jesser de Clermont-Ferrand, des éléments des garnisons de Limoges, Brive, Tulle ainsi que les 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> Centaines de la 2<sup>ème</sup> Cohorte de la milice de Vaugelas. Les combats auront lieu du 17 au 24 juillet. 3000 à 4000 hommes s'affrontent de part et d'autre. D'après un document allemand, les pertes seront pour l'assaillant (342 tués et blessés dont 7 officiers) triples de celles de la 1<sup>ère</sup> Brigade (100 tués et blessés ; exactement : 38 tués , 8 prisonniers à jamais disparus et 54 blessés). Ces combats défensifs virent la victoire des soldats de la 1<sup>ère</sup> Brigade, soldats aguerris habitués au feu et à l'utilisation du terrain. Mais, en prévision des opérations futures qui amèneront la libération de Limoges, le colonel Guingouin songe à renforcer son caractère offensif.

#### D1.9 L'amalgame.

180 gendarmes sous les ordres du Lieutenant Malabre viennent de rallier le Maquis ainsi que des brigades locales : il est demandé à ceux d'entre eux qui ont un brevet de section de prendre un commandement de troupe, ainsi qu'à des élèves de la Garde de Guéret. Le gendarme Pierracini commandera la compagnie de mitrailleuses, son collègue Bariou prendra la tête d'une compagnie avant de commander la Prévôté de Limoges. Le Lieutenant Malabre - qui accédera plus tard au grade de Général dans son corps - devient chef de la place à Chateaufort-La-Forêt. Quant au gendarme Barthes qui avait fait feu à bout portant contre le Colonel à l'embuscade de "La Croix Lattée", le 6 septembre 1943, complètement absous, il prendra un commandement au grade de Lieutenant. Au garde Coujard sera confié le commandement du 5<sup>ème</sup> Bataillon. Ainsi sera réalisé au sein de la 1<sup>ère</sup> Brigade « l'amalgame » entre les Francs-Tireurs et les forces de gendarmerie.

Le 12 août 1944, le Colonel Guingouin, devenu chef des Forces Françaises de l'Intérieur (F.T.P. , A.S. , O.R.A.) donne l'ordre d'encercler Limoges. Il choisit cette tactique plutôt que l'attaque frontale, car il a appris que le chef de la Gestapo Meier se promettait, avant de partir, de fusiller une partie des patriotes emprisonnés, comme cela se produisit dans de nombreuses villes de France où les premières heures de liberté furent assombries par un nouveau flot de sang. Mais les Allemands s'étant préparés à l'attaque par la construction de blockhaus , l'appui de l'aviation alliée devenait nécessaire et le Haut Etat-Major allié promit cette intervention. In extremis, cependant, la capitulation du Général Gleiniger était obtenue et, le 21 août 1944, Limoges était libérée sans aucune perte de vie humaine pour la population civile.

#### D1.10 La lutte s'étend au delà du Limousin.

Le Colonel Guingouin se trouvait alors à la tête de plus de 20 000 hommes : Forces Françaises de l'Intérieur , Forces du Maintien de l'Ordre ralliées et Milices patriotiques réunies. Limoges était libérée, cependant, la lutte continuait.

D'après le rapport de fin de mission du major Staunton, chef du réseau « Salesman », envoyé à Londres, après la Libération de la Haute-Vienne, 3 500 combattants furent envoyés hors du département. Le Colonel Guingouin devait prendre le commandement du 63<sup>ème</sup> R.I. désigné pour le front de Saint-Nazaire. Grièvement blessé en service le 20 novembre 1944 lors d'un « accident » de la route, il sera réformé. Ainsi cessera l'activité de celui que les derniers mots de sa citation reconnaissent comme « une des plus grandes figures de la Résistance ». Quand le Général de Gaulle viendra à Limoges, le 4 mars 1945, du haut du balcon de l'Hôtel de Ville, il saluera la foule assemblée en prononçant ces mots historiques : « Limoges, Capitale du Maquis. »

## D2 D'autres enseignements ? Le SOE

Objet de travaux très importants, l'histoire de la Résistance paraît connue dans ses grandes lignes et pourtant, aujourd'hui, de nombreuses informations émergent et intriguent tant par leur diversité que par leur complexité. C'est pourquoi il a été nécessaire de redécouvrir les racines de la Résistance dans le Limousin en la replaçant dans la stratégie globale des Alliés. Il est impossible d'évoquer la Résistance européenne en général sans souligner le rôle prépondérant d'une organisation secrète mise en place par les Anglais : le Special Operation Executive (SOE). En outre il convient de situer cette organisation dans l'ensemble des stratégies développées par l'état-major britannique ou celui des Alliés en général. Henri Michel qualifiait le SOE « d'arsenal, de banque et de QG de la Résistance en Europe et en Asie »<sup>76</sup>.

En fait, le SOE s'inscrit, tout au long de la guerre dans la stratégie globale, illustrée plus clairement par la période du débarquement, action où l'organisation anglaise fut plus étroitement liée à l'ensemble des décisions de l'état-major général, apportant sa technique combinant Résistance et subversion qui contribua au succès du Jour J. Les experts militaires, eux-mêmes, avouèrent « la parité des actions de Résistance et militaire. »<sup>77</sup> Certes, cette parité fut sans doute exagérée; mais la Seconde Guerre mondiale fut le premier conflit marquant l'importance croissante de ce que les anglo-saxons nomment plus communément aujourd'hui le « paramilitaire », c'est-à-dire « toutes les entreprises qui contribuent d'une manière non conventionnelle au triomphe d'une des deux parties lors d'un conflit militaire »<sup>78</sup> et la « nécessité pour les forces traditionnelles de reconnaître la valeur de cette nouvelle force »<sup>79</sup>.

Comment expliquer en effet, sans apport extérieur, l'approvisionnement en armes et l'envoi d'instructeurs qui permirent aux résistants d'entrer dans l'action ? Une interrogation naît également quant à ces hommes non formés au maniement des armes et qui surent définir les sabotages stratégiques et les mettre à exécution. Nul ne peut nier la volonté nationale de résistance, ni même le courage des résistants face au péril de l'occupation ou de la collaboration ; de même, ne négligeons pas le souffle originel et l'aide permanente du SOE.

### D2.1 Une dimension mondiale.

En constatant la dimension mondiale du SOE et les moyens déployés pour le bon accomplissement des missions de l'organisation, on s'interroge sur les véritables objectifs des Anglais et surtout de Churchill. Certes, au fur et à mesure de l'approche du débarquement, l'apport d'aide matérielle et financière dut s'accroître pour répondre aux nécessités. Dans le même temps, les réussites du SOE entre 1943 et 1944 encouragèrent ses partisans à augmenter les moyens mis à sa disposition, alors que ce ne fut pas le cas au débat puisque cet organisme eut à souffrir des mauvaises volontés des états-majors militaires et des Services spéciaux traditionnels. Il ne faut pas oublier que la première place occupée par cet organisme est en partie due à son principal instigateur, Churchill qui imposa ce que les autres services nommèrent « le bâtard du Bulldog ». En effet, le génie et la perspicacité de certains hommes de l'ombre permirent la création de cette organisation puis sa grandeur.

Et seule la genèse du SOE aide à comprendre son développement, en même temps que la stratégie que Churchill tenait à faire adopter par des chefs d'états-majors qui nourrissaient de la répulsion pour une formation qui n'appartenait pas au cadre militaire ou paramilitaire traditionnel. Pourtant, le SOE fut le premier organisme secret et structuré à lancer avec une telle force l'idée de guérilla, de maquis, de sabotage et d'intoxication. Véritable innovation que celle d'un pouvoir qui assignait autant de responsabilités à un organisme marginal, comme si son avenir prometteur était déjà inscrit dans les prémices de sa création ! Détailler les activités de l'organisation anglaise ou tenter d'en éclaircir les structures paraissant exhaustif, une brève présentation ainsi qu'une évocation des prérogatives attribuées au SOE permettront d'en évoquer les origines et, surtout, de découvrir les faits qui ont suscité sa création. La bonne compréhension de sa genèse est nécessaire pour mieux en saisir l'évolution et les actes.

### D2.2 La genèse du SOE.

Dès 1932, le Military Intelligence envisageait de mettre en place des Services ultra-secrets pour préparer d'éventuelles opérations de subversion et de sabotage. L'un des principaux fut « l'Inter Service

<sup>76</sup> Henri Michel, *La guerre de l'ombre*, Paris, Grasset, 1969, P.57.

<sup>77</sup> Témoignage de Shepard, ancien agent du SOE.

<sup>78</sup> Témoignage de G. Millar, ancien agent du SOE.

<sup>79</sup> Témoignage de V. Atkins qui fut la secrétaire et le bras droit de Buckmaster, chef de la section française du SOE.

Training Development Center » qui se développa relativement peu et n'atteignit pas le maximum de ses possibilités. En revanche, comme le souligne D. Venner, on retrouve ce nom, presque mot pour mot, en 1940 à la création du « Special Training Center » (ou « Schools ») pour les commandos et la formation des agents du SOE. L'« Inter-Service » se transforma à la veille de la Seconde Guerre mondiale en « Military Intelligence Research » mais cette refonte ne s'avéra pas concluante par manque de moyens et par absence de buts clairement définis. Néanmoins, toutes ces tentatives successives, à l'issue de la guerre d'Irlande, démontrent l'effort britannique pour l'aménagement des Services spéciaux, de même que la volonté de développer la subversion et le sabotage.

Le général Gubbins participa à l'organisation de tels services. Ayant vécu les événements d'Irlande, il s'intéressa à l'art de la guérilla et rédigea, avec l'aide du colonel Holland, trois brochures : *Art of Guerilla Warfare* ; *Partisans Leader's Handbook* ; *How to use High Explosive*<sup>80</sup>.

En mai 1940, Churchill et les spécialistes des Services spéciaux tirèrent des conclusions plutôt alarmantes. Tandis que les Allemands occupaient la Hollande et que la France s'effondrait devant la Wehrmacht, l'Intelligence Service paraissait en pleine décomposition : « Il fallait bien admettre que nous n'avions pas obtenu des résultats fort brillants : quelques opérations avaient été heureuses, mais pas beaucoup, et nous possédions ce qu'on pouvait appeler une organisation sur le terrain dans les Balkans, mais qui jusque-là n'avait rien produit de spectaculaire. (...) Quant à l'Europe occidentale, c'était lamentable, même si nous avions des excuses : nous ne possédions pas un seul agent entre les Balkans et la Manche. Aussi ne fallait-il pas s'étonner de voir le nouveau gouvernement Churchill procéder à une réorganisation de fond en comble »<sup>81</sup>.

Menzies, responsable des Services secrets britanniques, dut alors réorganiser ses services, convaincu que désormais les informations radios deviendraient capitales. En effet, si des mesures radicales n'étaient pas prises, des années seraient nécessaires pour reconstituer un réseau d'espionnage efficace. Heureusement, Churchill décida de décharger en partie Menzies de cette lourde tâche, lui suggérant de détacher et d'aménager la section D (pour "destruction") du MI 6. L'objectif était de constituer une unité agressive visant à infliger des dommages à l'ennemi par le biais du sabotage. Notons qu'à l'origine, ces intentions ne concernaient que le territoire britannique occupé en cas d'invasion allemande. Ce projet, malgré les bonnes volontés, n'aboutit pas. Churchill demeura convaincu de la nécessité d'entreprendre et d'appuyer des opérations de sabotage contre l'ennemi et donc de cloisonner puis de séparer « Renseignements », « Action » et « Intoxication » dont les pratiques divergeaient, voire s'opposaient.

Fin juillet 1940, le SOE fut mis en place officiellement. Dès le lendemain, Churchill envoya la note suivante à Anthony Eden : « Bien entendu, il est urgent et indispensable que rien ne soit négligé pour obtenir secrètement toutes les informations qu'il est possible d'espérer sur les forces allemandes établies dans les territoires occupés, et de nouer d'étroits contacts avec les populations en installant parmi elles des agents. J'espère que cela sera fait sur une large échelle, dans toute la mesure des moyens qui nous seront offerts, par le nouvel organisme qui dépend du ministère de l'Économie de guerre (*Economic Warfare*). »

### D2.3 Les principes du SOE.

<sup>80</sup> Grâce à ses idées originales, Gubbins fut remarqué par l'état-major et par Churchill qui lui confièrent la création de petites compagnies qui préfiguraient les méthodes des commandos qui furent, entre autre, appliquées au SOE, comme le souligne R. Sheppard : « Les missions des agents du SOE étaient conçues comme des missions de mini-commandos et visaient à préparer des hommes dans cet objectif pour quand surviendrait le débarquement ».

<sup>81</sup> ESCOTT B.S., *Services secrets*, Paris, Presses de la cité, 1966, chapitre, I, p. 39. En effet, l'Intelligence Service vit ses activités réduites à néant lors de la poussée éclair des armées du Reich. Avant la guerre, la Hollande servait de plaque tournante pour ce service britannique qui surveillait les Allemands. Son quartier général avait pignon sur rue en Hollande et les habitants de La Haye savaient que le siège en était le bureau de contrôle des passeports du consulat britannique, et que au 15 Nieuwe Vitweg, les responsables en étaient le major Stevens et son adjoint le capitaine Payne-Best. On comprend donc que les Allemands n'eurent aucune difficulté pour découvrir ce qui se tramait. À la fin de 1939, des agents de l'Abwehr attirèrent Stevens et Best dans un piège, se faisant passer pour des antinazis susceptibles de leur fournir des renseignements militaires de la plus haute importance. Ils les persuadèrent d'accepter une entrevue à Venlo le 8 novembre 1939 et les deux agents anglais qui s'y rendirent furent arrêtés. Cette arrestation désorganisa, non seulement les services du MI 6 en Hollande, mais contraignit également l'Angleterre à retirer ses agents de beaucoup d'endroits, si bien qu'en 1940, lorsque les Allemands envahirent les Pays-Bas et la France, la Grande-Bretagne ne possédait plus de services de renseignements et de contre-espionnage efficaces.

Durant toute la guerre, cet organisme bénéficia de la protection de Churchill. En effet, ce dernier soutenait que la guerre contre l'Allemagne ne pouvait pas aboutir à une victoire si l'on utilisait uniquement des moyens traditionnels empruntés à la stratégie militaire habituelle. Selon lui, deux types d'opérations devaient se mêler, les premières étant d'ordre militaire, les secondes concernant le terrain d'une éventuelle offensive alliée, par le biais du sabotage, rôle imparti au SOE, tout comme l'intoxication dont, théoriquement, un organisme différent aurait eu la responsabilité. L'objectif du SOE visait alors non seulement la conception des sabotages mais aussi l'entraînement des hommes en vue du débarquement.

Les agents britanniques qui opéraient pour le compte du SOE recrutaient tout homme rassemblant trois qualités primordiales : « Intelligence, résolution et discrétion », faisant abstraction de toute opinion politique<sup>82</sup>.

#### D2.4 Ces principes fondateurs souffrirent une exception : Guingouin.

Ces principes n'ont jamais causé de déception aux fondateurs. Néanmoins, cet apolitisme s'amoindrit au cours de la guerre. Selon certaines sources, le SOE aurait reçu l'ordre de ne pas parachuter d'armes aux mouvements d'obédience communiste et surtout de ne pas les aider de crainte d'un éventuel coup d'État si les Allemands étaient défaits. Ainsi, les FTP ne reçurent aucun parachutage d'armes et durent compter sur leur propre habileté ou sur la générosité d'autres mouvements (Guingouin fut l'unique cas d'intoxication de la Grande-Bretagne par un membre communiste à des fins d'armement de maquis).

##### D2.4.1 L'indépendance du SOE.

Une fois les bases du SOE posées suivant le schéma grossièrement défini ci-dessus, Churchill, animé par une volonté de fer, décida de concrétiser cet organisme en fusionnant deux sous-services du War Office et du MI 6. À cet effet, il préleva le MIR (Military Intelligence Research), au War Office et la Section D à l'Intelligence Service. Contrairement à certaines idées reçues, le SOE était totalement indépendant de l'IS pour des raisons de cloisonnements nécessaires à de tels services et, comme nous le verrons ultérieurement, pour des raisons annexes. D'ailleurs, autant l'IS que le War Office se sentirent lésés et prirent un malin plaisir à entraver ce nouvel organisme au début de la guerre, d'où, d'après certains agents et cadres du SOE, les échecs subis entre 1940 et fin 1945, dus au manque de compréhension et de bonne volonté de la part des services assignés au renseignement ou aux opérations militaires. Le SOE installa, dans un premier temps, son QG à Baker Street puis essaima dans tout Londres. Il fut placé sous la tutelle de l'Economic Warfare, dirigé tour à tour par Hugh Dalton, travailliste, de 1940 à 1942 puis par lord Wolmer, conservateur, de 1942 à 1945. À la tête du SOE se succédèrent sir Franck Nelson de 1940 à 1942, sir Charles Hambro de 1942 à 1943, puis le général McVean Gubbins qui donna ses lettres de noblesses à une organisation dont les efforts furent couronnés au cours des années 1943 et 1944.

##### D2.4.2 L'universalité du SOE.

À la veille du débarquement en Normandie, le SOE et l'OSS (Office of Strategic Service) américain formèrent un état-major commun auprès du Quartier Général des Forces Spéciales. Bien structuré, le SOE possédait, outre un service financier, un service de documentation chargé de rassembler des informations variées, un service de transmissions et de nombreux laboratoires investis de la mission de fabrication d'armes secrètes et d'autres éléments nécessaires au bon accomplissement de la guerre subversive.

Quatre types de "Training Schools", réparties en 60 points d'Angleterre ou d'Écosse, furent créés pour entraîner les agents. Dès 1942, le SOE disposa de ressources aéronavales importantes et dirigea ce qui devint une véritable petite flotte privée, composée de toutes sortes de navires. L'accent fut cependant mis sur l'aviation par l'intermédiaire de deux escadrilles qui lui furent rattachées : la 138<sup>ème</sup> et la 161<sup>ème</sup>. Le SOE comptait ainsi 3 avions en 1940 et plus de 100 en 1944 (chiffres souvent cités mais jamais issus de sources officielles).

---

<sup>82</sup> COWBURN Benjamin, *Sans cape ni épée*, Paris, Gallimard, 1958, chapitre V, p. 62 : « Je me mis en campagne pour essayer de former un petit réseau. Aucun contact ne m'ayant été indiqué à Londres, je recherchais avec précaution quelques connaissances d'avant-guerre. Afin d'éviter d'être reconnu par des personnes de son entourage lors de la première rencontre, je pris l'habitude d'attendre près de son lieu de travail et d'aborder dans la rue l'homme que je voulais utiliser. En le choisissant, je me basais entièrement sur l'appréciation qu'il m'était possible de faire de sa moralité et de son caractère, sans me préoccuper de ses opinions politiques. »

Pendant l'été 1944, on dénombrait un effectif total de 10 000 hommes et 3 000 femmes, employés soit en Grande-Bretagne soit sur le terrain. En effet, le SOE couvrait le monde entier, par le biais de multiples sections, de la France à l'Inde, sans oublier la Yougoslavie, la Belgique, les pays nordiques ou encore l'Afrique. Les sections les plus développées furent les sections yougoslave et française, pour des raisons stratégiques et politiques. Comprenons la structure de la section française, dite "F".

#### D2.4.3 La section française du SOE.

Cette dernière fut administrée par Hary Marriott, puis, courant 1941, par le colonel Buckmaster qui organisa 95 réseaux plus connus en France sous le nom de "réseaux Buckmaster". Il y eut également, toujours en France, une section RF qui mit en place les filières d'évasion, notamment par l'Espagne, ainsi qu'une section RF, indépendante de la section F, dirigée par Piquet Wicks et en relation avec le BCRA (Bureau Central de Renseignements et d'Action qui dépendait des services gaullistes à Londres et que dirigeait « Passy ») de la France Libre. Cette dernière section fut chargée de tous les parachutages destinés aux mouvements et réseaux français.

Grâce aux sections F et RF, le SOE supervisait toute action sur le sol français. Dans les faits, la section RF aurait été un leurre vis-à-vis de De Gaulle et Passy, afin de leur donner l'impression qu'on offrait une aide conséquente aux Français qui ne dépendaient pas d'instructeurs britanniques<sup>83</sup>. Il existait également une section AMF, établie à Alger en 1942, qui s'occupait de la plupart des opérations conduites dans le Sud de la France, préparant ainsi le débarquement en Provence. La section E/UP traitait les affaires polonaises en France (selon certaines sources, plus de 80 hommes appartenaient à cette section en 1944).

Enfin, une autre section aurait existé sans que l'on en trouve la trace officielle : la section « Devonshire » qui établissait des contacts étroits avec Giraud. Parmi toutes les sections, la section F répondait aux volontés du SOE et inscrivait ses actions dans la stratégie générale de l'organisation. Soulignons cependant que l'indépendance de chaque section était primordiale, ce cloisonnement permettant de préserver sections et hommes. L'étude du SOE en France permet également de souligner les importants moyens mis à la disposition de cette organisation et de corroborer ainsi l'affirmation de H. Michel, déjà citée précédemment, selon laquelle le SOE fut l'arsenal de la Résistance. En effet, l'organisme britannique envoya en France entre 450 et 500 agents, dont 39 femmes, entre 1941 et 1944. 130 de ces agents furent arrêtés. De plus, entre 1942 et 1945, le SOE parachuta 5 724,5 tonnes de matériel qui devait officiellement permettre l'armement d'environ 350 000 hommes.

On pourrait insister encore davantage sur les chiffres afin de montrer l'importance capitale du SOE quant à l'approvisionnement en armes des pays occupés dans l'ensemble de l'Europe, mais le cas français est suffisamment explicite. Pour ce qui est de l'aide matérielle, on peut toutefois citer également le cas yougoslave grâce à l'inventaire, dressé par Dominique Venner, des parachutages opérés en 1944 : « 100 000 fusils ; 50 000 mitraillettes Sten ; 1 380 mortiers ; 324 000 obus de mortiers ; 636 000 grenades à main ; 97 millions de cartouches ; 700 postes radio ; 175 000 tenues de combat ; 260 000 paires de chaussures. »<sup>84</sup>

<sup>83</sup> Témoignage de M. Richard, ancien agent français pour le compte de la section F.

<sup>84</sup> VENNÉ D., Les armes de la Résistance, Paris, Jacques Grancher, 1976, chapitre III, p. 129.

## ANNEXE 5 : DESCRIPTIF DE CRISES IMBRIQUEES

## Sources :

- ARON Robert Les grands dossiers de l'histoire contemporaine, Hérissé, Paris, 1973.  
 BARTOV Omer L'armée d'Hitler, Hachette littératures, Paris, 1975.

## E1 La Crise de l'armée Allemande.

- 1<sup>er</sup> avril (tard dans la nuit) : un train transportant un détachement de la 12<sup>ème</sup> Panzer S.S. « Hitler Jugend » déraile à proximité de la gare d'Ascq<sup>85</sup>, dans le Nord. Aussitôt c'est l'horreur : après avoir abattu le chef de gare, les S.S. se ruent sur la petite ville et massacreront 86 personnes (dont 22 cheminots).
- 4 juin Les alliés et le corps expéditionnaire français entrent dans Rome.
- 5 juin (21 heures 15) : la B.B.C. transmet ce « message personnel » extrait d'un poème de Verlaine : «...blessent mon cœur d'une langueur monotone ». Seuls quelques chefs de la Résistance en comprendront le sens : le débarquement était pour le lendemain.
- 6 juin (0 heure 15) : les 101<sup>ème</sup> et 82<sup>ème</sup> divisions aéroportées américaines touchent terre dans la région de Sainte-mère l'église.  
 (0 heure 20) : un élément de choc de la 6<sup>ème</sup> division aéroportée britannique atterrit près de Bénouville et s'empare des ponts sur l'Orne et le canal de Caen.  
 (2 heures) : au quartier général Allemand de la Roche-Guyon, on hésite à alerter Rommel (dont les unités contrôlent encore les côtes de la manche et de la mer du Nord) alors en voyage en Allemagne.  
 (2 heures 40) : le chef d'état-major de Rommel téléphone en maintenant l'appréciation de situation suivante : « On ne pense pas qu'il s'agisse ici d'une opération importante ».  
 (3 heures) : les premiers « landing crafts » américains sont mis à la mer.  
 (4 heures) : Hitler en personne interdit à von Rundstedt d'utiliser ses divisions de réserve en arguant : « Il convient d'attendre le plein jour pour avoir une vue claire de la situation ».  
 (6 heures 30) : la force « U » américaine débarque aisément près de la madeleine (« Utah Beach »). La force « O » a de grosses difficultés (1000 tués, 2000 blessés entre Vierville et Colleville (« Omaha Beach »). Les Britanniques prennent pied entre le Hamel et Saint-aubin, et Lion-sur-mer et riva-Bella, avec des pertes relativement légères.  
 (vers 16h55) : le commandement allemand donne l'ordre de contre attaquer à ses divisions de réserve. Les autres unités qui montaient la garde près des côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée, reçoivent l'ordre de mouvement pour converger vers cette région du territoire français qui devenait menacé.  
 (dans la soirée) : les Britanniques se heurtent à une forte contre-attaque de Panzers à 5 kilomètres de Caen.  
 Au total, 156 000 hommes ont débarqué le premier jour, les pertes s'élèvent à 2500 tués et 8500 blessés et disparus. Le mur de l'Atlantique a cédé sur 50 kilomètres entre la Vire et L'Orne.
- 7 juin Eisenhower visite la tête de pont. Les Britanniques sont à Bayeux et les Américains à Isigny, mais ces derniers sont toujours cloués à « Omaha Beach ». La contre-attaque des réserves de Panzers est stoppée près de la côte, grâce aux canons lourds de la Royal Navy. Le soir, la liaison est établie entre Britanniques et Américains.
- 8 juin L'aviation alliée a déjà effectué 27 000 sorties, perdant 289 avions contre 175 ennemis. La contre-attaque contre les Britanniques piétine. A Tulle<sup>86</sup>, 99 otages sont pendus par les Allemands.
- 9 juin Les F.F.I. sont officiellement intégrées à l'Armée française par une ordonnance fixant le statut des Forces françaises de l'Intérieur. Commencement du montage des ports artificiels

<sup>85</sup> C.f. annexe 2 : « Existe-t-il des crimes similaires ? ».

<sup>86</sup> op. cit.

à Arromanches et « Omaha Beach ». Des maquisards enlèvent un officier S.S. dans la région de Limoges<sup>87</sup>; des rumeurs selon lesquelles il aurait été fusillé par la Résistance, parviennent aux Allemands.

- 10 juin Offensive britannique. La population d'Oradour-sur-glane est massacrée par les Allemands.
- 13 juin (4 heures 15) : le premier V1, ayant franchi la côte anglaise, tombe à 30 kilomètres du centre de Londres. Des affrontements directs entre combattants du maquis du Vercors et une division de réserve et des unités aéroportées allemandes font sept cent morts dans les rangs de la Résistance.
- 15 juin A cette date, 244 V1 ont été lancés par les Allemands.
- 21 août Rimond (Ariège) est brûlé et 11 personnes tuées.
- 27 août Hermillon (Savoie), évacué par sa population, est brûlé.

L'armée allemande a ressenti, à cette période, les mêmes incertitudes, les mêmes peurs que celles qui traversèrent ses rangs sur le front de l'Est quand elle s'adonna aux crimes de guerre qui résonnent aux noms de Kraqujevac ou de Lidice. Elle semble alors avoir recouru à toute ses forces (y compris le déluge de V1) comme dans un dernier élan de survie ou une fuite en avant.

## E2 La Crise de la division « Das Reich ».

La II<sup>ème</sup> S.S. Panzer Grenadier Division « Das Reich »<sup>88</sup>, composée de Waffen S.S. volontaires et de Wolkdeutsche<sup>89</sup>, est l'une des plus importantes troupes allemandes qui ait stationné en France. Cette division, constituée de 20 bataillons de 900 hommes, est équipée de 209 blindés lourds, 359 blindés légers et 2700 véhicules quand elle arrive dans la région de Toulouse en mars 1944. Formée dans la région de Vesoul avec des régiments ramenés de Hollande et de Pologne, elle vient de combattre sur le front de l'Est où elle s'est illustrée avec une férocité extraordinaire. La division a perdu en Russie les deux tiers de son armement et 11 000 hommes. Son installation en France répond à deux impérieuses nécessités pour le commandement allemand : les troupes durement éprouvées en Russie doivent se reposer tout en instruisant de nouvelles recrues; elles sont placées dans un endroit stratégique où elles peuvent réprimer les maquis et intervenir rapidement en cas de débarquement sur la côte atlantique ou méditerranéenne.

Avant le 6 juin 1944, les éléments de cette division se répartissent sur Montauban, Caussade, Caylus, Moissac Nègrepelisse, Valence d'Agen et Castelsarrasin (au moins 25 localités diverses). Commandées par le général Lammering qui vient de succéder au général Hausser, les unités se singularisent très rapidement et très sauvagement, quand, souvent attaqués par les maquis, ses éléments se vengent sur la population civile.

Dès le mois de mai 1944, des régiments, peut-être pour affirmer leur supériorité pourtant bien visible, investissent plusieurs villages et y laisseront une ineffaçable traînée de sang. Des éléments cantonnés à Valence d'Agen et à Moissac, commandés par Dickmann et d'autres bataillons (Montauban, Nègrepelisse et Caylus) dirigés par le Werber sillonneront une grande partie du département et exerceront des exactions contre les civils : les unités de cette division se livreront à des ratissages et des expéditions primitives contre la Résistance.

Cette division d'élite a, à l'évidence, traversé une crise forte dont les principales étapes sont retracées ci-dessous et dont toutes les actions brutales relatées sont à inscrire dans le « Plan B » qui

<sup>87</sup> C.f. paragraphe sur les thèses officielles 1.3.5..

<sup>88</sup> Dès 1933, une unité S.S. est formée : la Leibstandarte « Adolf Hitler » composée de 120 hommes et dirigée par Sepp Dietrich. Cette garde personnelle de Hitler est composée d'hommes triés sur le volet. Le 16 mars 1935, Hitler ordonne la création de S.S.-VT (S.S. Verfügungstruppen) en parallèle à la création de la Wehrmacht. C'est cette formation qui, le 30 juin 1934, prend part à la « nuit des longs couteaux ». En 1935, deux régiments d'infanterie sont créés au sein de la division : le régiment « Germania » et « Deutschland ». La formation compte alors 8500 hommes. En 1938 également, les S.S.-TV (S.S. Totenkopf verbände) c'est à dire les gardes des camps de concentration rejoignent les S.S.-VT. Le 2 mars 1940, les S.S.-VT deviennent Waffen S.S.. C'est ainsi qu'à la veille de la guerre, la formation S.S. est composée de la division « Leibstandarte A.H. » (S.S. Leibstandarte Adolf Hitler), de la division « Das Reich », formée des trois régiments des S.S.-VT « Germania », « Deutschland » et « Der Führer » ; de la division « Totenkopf » qui regroupait les éléments des régiments des S.S.-TV ; et enfin de la division « Polizei » qui a absorbé en 1939 la division « Allgemeine S.S. ».

<sup>89</sup> Notamment des Alsaciens démobilisés.

consiste à liquider les troupes de partisans. Face à leur obstination, il existe des individus qui dénoncent l'existence des réseaux résistants et des collaborateurs qui ont joué, au profit des Allemands, un rôle important de guide et d'indicateur.

2 mai Ce jour, une intervention rapide et efficace contre la Résistance a lieu : alors qu'aux environs de Montpezat de Quercy un bataillon de chars s'entraîne, quelques coups de feu tirés par des Résistants éclatent. Aussitôt les soldats se ruent vers le village, incendient et pillent plusieurs maisons. Ils malmènent les civils trop lents à se soumettre, tuent cinq personnes et en blessent nombre d'autres.

4 mai A Belfort du Quercy, dans le Lot, ces mêmes éléments cernent le village et disent être à la recherche d'un responsable de la Résistance. Six hommes sont finalement arrêtés dont quatre devaient mourir en déportation.

11 mai (dès l'aube)<sup>90</sup> : le régiment « Der Führer », venant de Lauserte et Montcuq, s'élanche sur l'axe Vers-Assier. Les soldats, commandés par Dickmann, s'arrêtent dans de petits villages (Lauzès, Orniac, Blars, Grèzes) où ils arrêtent, tuent sur place ou déportent des personnes prises au hasard. Entre Assier et Livernon, sur la route départementale RD 653, un accrochage se produit entre les unités et le maquis au Mas Peyrié. Aussitôt les soldats, déchaînés par cet incident, brûlent une grange et une ferme, puis ils se précipitent vers Assier où les maisons sont fouillées et les personnes âgées maltraitées. Une partie du régiment « Der Führer » continue sa route sur le même axe et aboutit à Latronquière, et à...

(6 heures 30) : des maisons y sont pillées et brûlées et les éléments allemands choisissent parmi la population quarante hommes qui mourront en déportation. Les troupes se dirigent alors vers Sousceray où quinze hommes sont arrêtés. Les Allemands capturent également un Résistant, André Pezet, qui décèdera à la suite de violentes tortures. Les S.S. se divisent, peut-être en raison de renseignements obtenus, et investissent simultanément plusieurs villages : Cardaillac, Gorses, Molières et opèrent avec la même méthode, pratiquant pillages, arrestations voire déportation. Pendant que ces éléments interviennent sur la RD 653, une autre colonne de la division « Das Reich » poursuit sa marche et atteint au matin Le Bourg où treize hommes, après violence, sont arrêtés.

(8 heures) : cette colonne poursuit sa route et arrive à Lacapelle Marival. Tous les hommes âgés de 16 à 60 ans, sont regroupés sur la place du village. Soixante treize sont choisis, sont entassés dans des camions avec les prisonniers de Latronquière, de Sousceyrac et du Bourg. Ils sont ensuite acheminés vers Cahors où ils arrivent en fin de journée et retenus prisonniers dans les caves à charbon du lycée clément Marot.<sup>91</sup> Le presbytère de Terrou est un lieu de refuge pour les juifs, les évadés des camps d'internement qui communiquent à Londres, grâce à un émetteur récepteur, des informations destinées aux maquis. A la suite d'une dénonciation par un collaborateur, la colonne S.S. est envoyée à Terrou avec une unique mission : rafler la population, l'amener place des Carmes. La population, prévenue de son arrivée, a pu désertier les lieux pour se réfugier dans les bois. Les S.S. repartent vers Figeac non sans avoir pillé au préalable les habitations.

St-Céré reste également un lieu où les exactions se seront particulièrement exprimées : (vers 6h du matin) : ses habitants sont réveillés par une explosion : des S.S. de la division « Das Reich » viennent de faire exploser le portail de la gendarmerie à la grenade. Peu après, un soldat appelle au rassemblement de tous les hommes valides au coin du boulevard de la République. Les S.S. patrouillent et refoulent ceux qui essaient de fuir. Les juifs doivent se présenter avec leurs objets de valeur.

(16 heures) : après un contrôle, les habitants peuvent rejoindre leur domicile à l'exception

<sup>90</sup> Les 11, 12 et 13 mai, des rafles se succèdent dans le Ségala et la région de Figeac. On doute pourtant de la cause des exactions. Il semble peu probable que la pseudo-attaque citée ci-dessus soit la raison du déchaînement de violence qui suit. Beaucoup pensent que ces unités appliquèrent leur mission : exterminer les maquis dans le Sud-Ouest. Mais cette raison n'explique en rien la haine du régiment « Der Führer » en particulier contre des innocents.

<sup>91</sup> Le 12 mai, ils sont amenés à la caserne de Montauban et ils arrivent à 14h. Pendant quelques jours, ils y subissent des tortures sommaires avant que les officiers en choisissent 21 au hasard, à partir du 21 mai, pour être envoyés à Compiègne et les camps de concentration ou à la pépinière et le travail forcé en Allemagne.

des juifs et de seize St-Céréens. Trente-sept personnes au total sont enfermées dans un autobus puis conduites à Maurs (Cantal) où elles passent la nuit sous contrôle avant d'être internées à Compiègne puis à Neuengamme (cinq s'évaderont et six pourront en déportation). Un jeune instituteur, Fernand Nouël doit se rendre en Corrèze avec un autre Résistant pour une mission, lorsqu'il tombe dans une embuscade tendue par les S.S. qui exposeront son corps à la population.

- 12 mai Après avoir opéré à Latronquière, Lacapelle-Marival et St-Céré, les troupes de la division « Das Reich » se sont rassemblées dans Figeac investi de toutes parts. Comme à St-Céré, les S.S. encerclent la ville et empêchent les habitants de fuir. Quatre cent quarante huit raflés dans les rues ou les maisons sont rassemblés dans la cours de la gendarmerie ou détenus de l'Hotel Tillet place des Carmes. Les S.S. les acheminent jusqu'à la caserne des Dragons à Montauban. Douze personnes arrêtées par la Gestapo s'ajouteront à ce nombre. Ainsi, entre les 11 et 12 mai, plus de 800 personnes sont arrêtées et regroupées dans cette caserne. Certaines sont emprisonnées après chantage et torture, d'autres sont directement fusillées. Parmi elles, 540 sont déportées à Neuengamme et à Dachau et un nombre conséquent par ailleurs contraint au travail forcé. Pendant que le gros de la troupe sème la terreur à Figeac, quelques éléments de la division « Das Reich » agissent dans les environs à Lunan et St-Felix : à Lunan, ils tuent au hasard deux hommes, à St-Felix, ils pillent les habitations et au Rastel, lieu-dit dans les environs du petit bourg, ils fusillent Paul Rives et auguste Carrayrou. Dans un champ voisin, la femme de ce dernier se reposant en compagnie de ses trois enfants âgés de huit à treize ans sont bombardés à bout portant : la famille est atteinte de plein fouet et les corps gisent déchiquetés sur le sol.
- 20 mai Après un dur combat contre les maquis, les S.S. de la division rentrent à Tulle (Corrèze) prennent en otage la quasi-totalité des hommes de la ville dont 99 seront pendus et un grand nombre déportés à Dachau.
- 21 mai Des événements tragiques touchent Frayssinet-le-Gélat : les alentour du Lot, du Lot et Garonne et de la Dordogne favorisaient le passage des Résistants d'un département à l'autre. Un témoin, M. Guy Malgouyat, connaissait l'existence de maquis dans la région : maquis Raoul à Canic du Causse, des réfugiés F.T.P. à Moncabrier et un maquis d'espagnols à Marminiac. Il a répété sans cesse aux allemands qui l'interrogeaient qu'il n'existait rien de tel dans son bourg même si aucun habitant n'ignorait les voitures de Résistants qui sillonnaient le village en faisant d'interminables allées et venues. Pourtant ce jour là, une colonne allemande bloque les issues du village...
- (17 heures) : deux colonnes venant de la Thèze et de Villefranche du Périgord traversent Cahors.
- (18 heures 30) : une troisième colonne arrivant de Fumel stoppe au cœur de bourg. Un roulement de tambour à l'appui, l'ordre est donné à tous les hommes de se rendre sur la place. Au même moment, des soldats abattent les poteaux et coupent les fils tombés au sol. Les hommes s'alignent sur place, certains sont battus puis les vérifications d'identité commencent. Les femmes, les enfants et les vieillards sont regroupés avec les hommes. Une femme de quatre-vingt ans, accusée d'avoir tué un Allemand, est pendue avec ses deux nièces (Mme Balet et Mme Baudourès) qui vivaient avec elle. Leurs corps sont jetés dans le brasier constitué par leur maison à laquelle les soldats avaient mis le feu.
- (fin de journée) : incompréhensifs devant la demande pressante des Allemands qui veulent trouver les responsables du prétendu meurtre, des officiers opèrent un tri parmi les hommes. De la première sélection, 21 hommes sont retenus, puis neuf sont relâchés. Finalement dix sont conservés, M. Mourgues, voyant son fils parmi eux, se propose pour un échange : l'idée est rejetée mais les Allemands le gardent et le tuent au même titre que les dix autres. Un milicien, sans doute celui qui avait fourni les informations relatives à la circulation des véhicules des Résistants dans le village, était présent, zélé et manifestement satisfait de sa contribution au massacre.
- 22 mai (10 heures 30) les Allemands quittent le village après avoir ordonné de nettoyer le sang, d'éteindre l'incendie et interdit l'accès au cimetière.

- 1 juin Les unités de la division « Das Reich » cantonnés à Caylus ripostent à une attaque du dépôt de munitions de Capdenac (« plan vert » de la Résistance) en tuant neuf personnes dans les villages voisins.  
La colonne qui a stoppé à Figeac repartira le lendemain à l'aube...
- 2 juin Elle progresse en direction de Gramat. Les trois camions qui ferment la marche sont attaqués par les Résistants. La vengeance fut brutale : à Planioles, deux jeunes gens sont arrêtés, dix maisons et huit granges brûlées. Dans les hameaux voisins de Camburat, Lissac et St-Bressou, des maisons sont également brûlées, un cheptel est détruit en accompagnement d'actes de pillages et d'arrestations. Les éléments de la division encerclent pour la deuxième fois le bourg caché au fond d'une vallée qui, carrefour de plusieurs routes sinueuses, constitue un refuge pour les Résistants et les personnes traquées. Une nouvelle fois averties, les personnes quittent leurs maisons pour se réfugier dans les bois. Impuissants, les S.S. mettent le feu aux habitations et à l'église avec des grenades incendiaires.
- 3 juin Le maquis du Colombier attaque deux voitures allemandes : la répression est cruelle et s'étend sur une zone englobant le Cayla, Viazac et Bagnac, région dans laquelle 19 lotois seront fusillés. A l'issue, la colonne S.S. qui était partie de Montauban garde sa cohésion jusqu'à Cahors à partir d'où elle se déploie en trois branches : la première continue de progresser en direction de Brives – Limoges, la seconde se dirigeant vers Figeac - Tulle et la dernière commandée par Dickmann allant vers Gourdon (d'où des prisonniers sont emmenés). La deuxième colonne est déviée de son itinéraire.
- 5 juin Un tract diffusé par les Allemands en France occupée proclame : « M. Eisenhower trompe la Résistance en faisant semblant de considérer les « armées du général Kœnig »- alias les bandes de terroristes – comme des troupes régulières couvertes par le droit des peuples. Il sait fort bien que les principes édictés par le Tribunal international de la Haye sont formels : tout franc-tireur pris les armes à la main sera exécuté sans jugement. A cela, M. Eisenhower ne peut rien. Ni ses menaces, ni son chantage ne feront reculer la Wehrmacht et les forces du maintien de l'ordre... » Pour l'occupant allemand aux abois puisqu'il appréhende le débarquement allié plus en raison de l'incertitude de sa zone d'application que par crainte des combats à venir, ce sera la répression sans merci de la Résistance sous toutes ses formes. Telles sont les conditions dans lesquelles les « terroristes » du général Koenig avaient pris les armes.
- 6 juin (matin) : débarquement allié ; Hitler refuse d'engager d'emblée la division « Das Reich ». (fin d'après-midi) : le commandement allemand donne l'ordre de contre attaquer à ses divisions de réserve. Les autres grandes unités qui montaient la garde près des côtes de l'Atlantique, dont la division « Das Reich » et de la Méditerranée, reçoivent l'ordre de mouvement pour converger vers cette région du territoire français qui devenait menacé. La division se met immédiatement en marche.
- 7 juin La II<sup>ème</sup> PD S.S. « Das Reich » ayant reçu l'ordre de remonter sur le front de Normandie tout en ratissant la région peuplée de maquis, quitte ses cantonnements de la région de Montauban. Le général Lammerning répartit ses unités jusqu'à Cahors. Une partie de la division stationne encore dans la région pour le maintien de l'ordre et la protection de l'axe Bordeaux – Toulouse. L'autre partie commence la longue route vers le front du Nord par l'itinéraire principal Cahors – Brive – Limoges (RN 20). Certains éléments remontent en « râteau » et mènent une reconnaissance sur les deux flancs pour lutter contre les « terroristes ». La colonne qui part de Montauban est très importante mais sa mobilité stratégique est réduite : lorsque l'extrémité de la colonne quitte Montauban, sa tête arrive à Cahors ; elle s'étale ainsi sur soixante kilomètres. Dans le lot, au pont de Souillac en bordure de la Dordogne, se produisent les premières rencontres entre les éléments de la Résistance et les éléments de tête de la division. Cinq camions allemands y sont détruits.
- 8 juin (matin) : encore aux prises avec les unités de la Résistance locale, la colonne S.S. qui avait pour itinéraire Figeac – Tulle, est conduite par un complice de la milice au hameau de Gabaudet, commune d'Issendolus et foyer de Résistance. Les S.S. arrivent puissamment

armés avec trois chars et seize chenillettes. Avec une cruauté indicible, ils fusillent ceux qui tentent de sortir, achèvent les blessés à la baïonnette, incendient des bâtiments et tuent des civils ; une femme est traînée jusqu'à tulle. L'unité, en cours de progression, fait la jonction avec la division d'Aurillac qui remonte vers le Nord. Les soldats allemands tuent trois hommes à St-Céré, jettent dans la rivière et abattent trois patriotes près de l'hôpital.

(16 heures) : nouvelle attaque lancée par la Résistance contre les éléments de la division à Cressensac. Le combat dure trois heures mais les colonnes allemandes forcent le passage. Les F.F.I. ont cinq tués à déplorer et comptent trois blessés et dix disparus. Les pertes allemandes sont lourdes sans pouvoir cependant être évaluées dans le détail.

(dans la nuit) : nouveaux combats à Cressensac, à Groléjac et à Rouffilhac où une colonne blindée a un char endommagé et perd un camion et deux automitrailleuses. 52 soldats sont tués ou blessés.

9 juin (6 heures 30) : la division lance son infanterie pour s'ouvrir le passage en dehors de cette région de Dordogne qui l'a retenue pendant trente heures (environ la moitié du temps planifié pour son arrivée sur le théâtre d'opérations du Nord contre le débarquement allié). Elle y parvient après cinq heures de combat et, pour rattraper le temps perdu, décide de poursuivre son chemin par voie ferrée. Mais le colonel Berger<sup>92</sup> dispose d'un service de renseignement particulièrement performant et ses moyens de liaison sont suffisamment développés pour lui permettre d'informer immédiatement la R.A.F.<sup>93</sup> du nouveau mode de déplacement envisagé par l'ennemi.

(fin de matinée) : l'aviation alliée attaque les convois ferroviaires et les disloquent aux environs d'Angoulême. Contrainte par une force contre laquelle aucune action d'envergure n'est possible, la division « Das Reich » est de nouveau obligée de prendre la route. Elle s'engage à un rythme soutenu en direction de Limoges. Les troupes sont exaspérées par le combat de harcèlement conduit par les F.F.I. et semblent vivre dans la hantise de ces « terroristes » à qui ils attribuent leurs sanglantes mésaventures et leur retard. Communiquant leur fureur aux troupes allemandes stationnées dans la région, les S.S. constituent pour la population civile des localités qu'ils traversent une menace toujours prête à se traduire en exactions comme ce fut le cas à Tulle.

10 juin (14 heures 15) arrivée d'un convoi de camions en provenance de Limoges, comptant environs 200 S.S.. Après rassemblement de la population, les S.S. massacrent les habitants et gens de passage sans distinction de sexe ni d'âge. 642 victimes des S.S..

13 juin Fin des exactions à Oradour-sur-Glane. Deux rapports de police allemands sont établis à Limoges<sup>94</sup> qui indiquent les causes de l'intervention des troupes S.S. : « Une action passagère de S.S.-Panzerdivision « Das Reich » à Limoges et dans les environs a fait une impression visible sur la population. » ; « Le commencement de mesure de représailles a provoqué un soulagement sensible et a influencé le moral de la troupe favorablement ». Les premiers éléments de la « Das Reich » atteignent le front de Normandie.

22 juin Tirs de Résistants sur des soldats allemands de la « Das Reich » passant à proximité du village la Guerche.

23 juin (à l'aube) : des S.S. cernent le village, fouillent les maisons, prennent en otage quatre-vingt personnes qu'ils entassent dans une cour sous la menace d'une mitrailleuse. Le maire du village, Etienne de Crouy-Chanel, diplomate de métier et parlant couramment allemand, parlemente toute la matinée avec le commandant S.S., lui assurant qu'il n'existait pas de Résistant dans le village et répondant personnellement des personnes arrêtées qu'il se propose de remplacer. En fin de matinée, les otages sont relâchés progressivement et il n'y eut finalement aucune victime à déplorer.

30 juin Bloqués dans le Limousin et cherchant des axes de fuite vers le sud, des éléments de la division fusillent vingt-deux otages à Boissières (dont des prisonniers emmenés de Gourdon), tuant gratuitement comme pour rappeler son ancienne puissance qui terrorisait

<sup>92</sup> Le colonel BERGER est le nom de résistant donné à André MALRAUX qui commande la brigade Alsace-Lorraine.

<sup>93</sup> Royal Air Force.

<sup>94</sup> Ces rapports ont été retrouvés après le départ des occupants.

le département quelques semaines plus tôt. Mais après les actions de la Résistance, elle arrivera trop tard et dispersée sur le front de Normandie.<sup>95</sup>

- 16 sept. En Haute-Saône, le général Sudre de la 1<sup>ère</sup> division blindée, voit arriver un étrange cortège composé de quatre soldats français poussant une poussette d'enfant dans laquelle siège un colonel Allemand : le colonel von Alweyden, chef d'état-major du général S.S. von Brodowski, lequel n'est autre qu'un des responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane. Les soldats français étaient prisonniers de la Wehrmacht et avaient reçu l'ordre de suivre le repli de ces dernières en convoyant le colonel, lequel, les pieds en sang ne pouvait se déplacer seul. Ils l'ont installé dans cette voiture d'enfant ; « à dessein et malgré ses pleurnicheries, nos hommes prennent leur temps, traînent en longueur, s'attardent et parviennent ainsi à rester très en arrière du gros de la troupe ennemie. Bientôt la voiture est seule. Les Français rejoignent alors la grand-route et se dirigent sur un village dont on aperçoit le clocher »<sup>96</sup>. C'est par leur biais que le général Sudre apprend que le général von Brodowski se cache dans la région.
- 19 sept. Une patrouille du 2<sup>ème</sup> Régiment de Reconnaissance de spahis découvre deux allemands endormis dans une grange près de Corre (quinze kilomètres de Jussey) : l'un d'eux est précisément von Brodowski, l'un des responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane, qui n'avait rien perdu de sa superbe. Il fut conduit au poste de commandement du colonel Lecoq, commandant le régiment, et s'indigne de l'absence du général Sudre pour le recevoir. Malgré ses protestations, il est fouillé et son journal de marche est trouvé sur sa personne, le compte-rendu de l'incendie meurtrier dans l'église d'Oradour-sur-Glane y figure en ces termes : « Une communication téléphonique en provenance d'Oradour-sur-Glane me signale ce qui suit : 600 personnes ont été tuées. Toute la population mâle d'Oradour-sur-Glane a été fusillée, les femmes et les enfants se sont réfugiés dans l'église. L'église a pris feu. Des explosifs y étaient entreposés. Toutes les femmes et les enfants ont trépassé. » Quelques jours après avoir été incarcéré à la citadelle de Besançon, von Brodowski cherche à s'évader, c'est au cours de cette tentative qu'il est abattu par une sentinelle.

---

<sup>95</sup> Quatre mois plus tard, l'armée allemande est en pleine retraite et évacue à marches forcées les quelques morceaux de territoire français non encore libérés. La « Das Reich » avait été freinée et « terrorisée » par les maquis : « Pauvre roi supplicié des ombres, regarde ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures. Voici le fracas des chars allemands qui remontent vers la Normandie à travers les longues plaintes des bestiaux réveillés : grâce à toi, les chars n'arriveront pas à temps. Et quand la trouée des Alliés commence, regarde, préfet, surgir de toutes les villes de France les commissaires de la république –sauf lorsqu'on les a tués. ....Regarde, combattant, tes clochards ..... arrêter l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division « Das Reich » » (André MALRAUX : extraits de l'oraison funèbre de JEAN MOULIN).

<sup>96</sup> Propos du capitaine Berthet.

## ANNEXE 6 : ORADOUR LA VEILLE ET AU LENDEMAIN DU DRAME

### Sources :

ARON Robert Les grands dossiers de l'histoire contemporaine, Hérissé, Paris, 1973.  
 NORA Pierre Les lieux de mémoire, La République I, Gallimard, Paris, 1959.

### F1 ORADOUR la veille du massacre.

#### F1.1 La citée.

La cité d'Oradour-sur-Glane était un village accueillant et gai du Limousin qui faisait partie de l'arrondissement de Rochechouart. Le recensement de 1936 indiquait le chiffre de 1.574 habitants dont 330 agglomérés. Le 10 juin 1944, le jour du drame, en raison de la présence de nombreux réfugiés, cette dernière donnée était très probablement doublée (C. f. 1.2.).<sup>97</sup> Oradour-sur-Glane vient du latin oratorium. Cette origine indique que s'y trouvait, dès l'époque romaine, un oratoire, autel et lieu de prières pour les morts, qui étaient enterrés alors en bord de routes et le plus souvent à proximité des carrefours. Oradour-sur-Glane n'aura pas trahi sa destinée ! Une lanterne des morts s'élève au milieu du cimetière.

#### F1.2 La population.

Il y avait rarement eu autant de monde dans la cité que ce samedi de 1944. En dehors des habitants trop occupés par les travaux des champs pour pouvoir s'absenter, et des réfugiés habituels parmi lesquels des enfants évacués du midi, notamment de Nice, d'Avignon, de Montpellier, de Bordeaux, on constatait un important concours d'affluence : les hôtels reçoivent beaucoup de pensionnaire ; l'hôtel « Avril » affiche plein.<sup>98</sup> C'est pourquoi le recensement officiel déjà évoqué est une donnée qui sous-évalue le nombre d'agglomérés ce jour là.

#### F1.3 Les S.S. cantonnés autour d'Oradour-sur-Glane.

Le 20 août 1944, Radio-Londres affirmait que l'unité qui avait commis les atrocités d'Oradour-sur-Glane avait été identifiée : il s'agissait de la 3<sup>ème</sup> compagnie du régiment de S.S. « der Führer », lequel appartenait à la 2<sup>ème</sup> panzer division « das Reich ». Cantonné dans la région avoisinant Oradour-sur-Glane : une partie à Rochechouart et l'autre à Saint-Junien, un détachement de cette division avait pris la précaution de produire des laissez-passer – signés par un officier du contingent de Saint-Junien – ne portant aucune indication permettant d'identifier l'unité d'appartenance. Il est cependant opportun ici de rendre compte du comportement du détachement de Rochechouart. Le maire de la ville à cette époque, M. Raymond Proust en témoignait en ces termes :

9 juin («à 8 heures 30») : j'apprends par le sous-préfet de Rochechouart que le chef d'un détachement d'allemands arrivés à Saint-Junien, vient de téléphoner dans ses bureaux pour demander si une unité qui doit cantonner à Rochechouart est arrivée. Les réfractaires au S.T.O. ainsi que les jeunes hommes de la commune sont aussitôt alertés par mes soins, afin qu'ils puissent à temps quitter la ville.

(« vers 9 heures 30 ») : deux S.S., baïonnette au canon, viennent me chercher à la mairie et m'ordonnent brutalement de les suivre. J'ai l'impression d'être arrêté. Je suis conduit au P.C. du commandant de l'unité et je lui suis présenté. C'est un jeune officier de 25 ans,

<sup>97</sup> Ce village qui s'accrochait aux rives d'une pittoresque rivière - la Glane - avait été découvert par Corot qui lui avait consacré plusieurs toiles. Ces mêmes rives, dont on disait qu'elles étaient hantées par des muses en « barbichet », avait inspirés maints poètes qui en vantaient les charmes intime et pénétrant. Le bourg possédait de riches magasins, modernes pour l'époque et bien assortis : il avait été bâti avec le plus grand goût, autour de sa vieille église qui, s'il a énormément souffert de l'incendie qui y pris lieu, faisant disparaître sa charpente et toute sa menuiserie, a vu sa maçonnerie échapper en grande partie au désastre. La nef et les chapelles latérales, partie les plus anciennes de cette église, datent de la fin du XV<sup>ème</sup> siècle.

<sup>98</sup> Parmi ses occupants, on peut citer une dame venue à Oradour-sur-Glane avec ses trois enfants et sa petite nièce pour échapper au danger des bombardements sur Paris, un commandant vétérinaire de Reims, sa femme et un neveu, une dame venue de Montpellier avec sa mère, un ménage de Bordeaux, un père de famille et ses deux enfants, une ou deux familles d'Israélites se cachant sous un nom d'emprunt, une vieille dame de Rennes et un ménage de Limoges. Une visite médicale avait groupé à la maison d'école le maximum des enfants ; de plus, il devait y avoir au bourg une distribution de tabac, et les amateurs, pour la plupart des cultivateurs des environs, ne manquaient pas. Si l'on ajoute que certains promeneurs étaient venus passer leur « week-end » dans le but de s'y reposer ou de s'y ravitailler, on rendra effectivement compte qu'il régnait une véritable animation dans Oradour-sur-Glane.

grand, mince, aux yeux bleus, que je reconnaîtrais si j'étais en sa présence. Il exige un plan de cantonnement immédiat. Il m'a longuement questionné, par la suite, sur l'existence de « terroristes » dans la région. J'ai nié énergiquement leur présence. Les S.S. ont alors fait main basse sur les plus belles automobiles de la ville, enfonçant les portes des garages et frappant avec la dernière brutalité les propriétaires qui n'obéissaient pas assez vite à leurs injonctions. Au cours de la nuit qui a suivi, ils ont fait de multiples et odieuses visites domiciliaires. »

10 juin (vers 6 heures) : un ouvrier, M. Paynaud, occupé à faucher près de son domicile, est gravement blessé d'un coup de fusil. Son beau-père, M. Fredon, est arrêté ainsi qu'un jeune homme de sa famille. Ils sont tous les deux bâtonnés dans le but de leur faire avouer l'existence de « terroristes » à Rochechouart<sup>99</sup>.

(après midi) : les S.S. ont posté des sentinelles sur la terrasse de la promenade des Allées, laquelle domine la campagne d'une hauteur impressionnante. De là, ils ont ouvert le feu sur les gens du pays (hommes ou femmes) qui passaient paisiblement sur les routes ou qui travaillaient dans les champs. C'est ainsi que Mme Brousse, de la Chabeaudie, âgée de 67 ans, qui revenait de faire ses emplettes à la ville, a été tuée. Je me rendis alors au P.C. du capitaine S.S. et protestais énergiquement contre cette fusillade. L'officier me répondit sèchement : « on ne tire plus ». Mais au même moments, d'autres coups de feu éclataient. Ont été blessés successivement Mme Duchambon, jeune femme qui passait à bicyclette sur la route, et une réfugiée espagnole, ma bonne qui se rendait à Babaudus. Le contingent des troupes arrivé à Rochechouart, le premier jour, a été dirigé, dès le même soir, sur Saint-Junien. »

F2 L'après massacre.

11 juin (11 heures) : les soldats mirent le feu à la maison dans laquelle ils avaient passé la nuit, puis, dans une voiture volée, transportèrent deux valises contenant le butin qu'ils avaient fait dans le bourg.

Après leur départ, les quelques rescapés sortent de leurs cachettes et voient le village incendié

12 juin (tôt le matin) : Des Allemands revinrent à Oradour-sur-Glane pour creuser deux fosses où ils enfouissent les restes trop visibles de leurs victimes. D'autres furent enterrés dans les champs. En se retirant, ce détachement tire encore des rafales de mitraillettes dans la partie basse du village. Roger Godfrin est retrouvé, seul enfant rescapé chez des « compatriotes » lorrains du village voisin de Laplaud.

F2.1 Ni honte ni regret.

M. Raymond Proust a dit sur cette période : « L'unité qui a opéré à Oradour-sur-Glane, venant de cette ville, on a toutes bonnes raisons de penser qu'une partie des éléments en provenance de Rochechouart ont participé au massacre. On pourrait utilement interroger à cet égard certains S.S. originaires de Schiltigheim (Alsace) qui parlaient couramment le Français et servaient d'interprètes. Ils étaient connus à Rochechouart où ils avaient séjourné au début de la guerre.

Ces troupes ont laissé aux gens du pays l'impression qu'elles cherchaient à susciter des incidents dans le but de pouvoir exercer des représailles, mais la population n'ayant pas réagi selon leurs désirs et étant restée calme, elles sont reparties précipitamment après le carnage d'Oradour-sur-Glane, au cours de la nuit du 10 au 11 juin, non d'ailleurs sans préférer les pires menaces de mort et d'incendie. Elles semblaient être particulièrement entraînées à cette formule d'occupation. Elles ont déclaré s'être battues en Russie, venir de l'Ukraine. Un soldat a dit incidemment que cette unité avait cantonné antérieurement à Valence-d'Agén. Nous devons noter que, au cours de l'après midi du 10 juin, une partie du détachement cantonné à Rochechouart s'est rendue dans la petite cité industrielle de Saillat, y brutalisa la population et y assassina un ouvrier coupable d'être lorrain. Détail particulièrement suggestif : l'officier qui commandait « l'expédition » s'acharna sur le directeur de l'usine en le traitant de capitaliste, puis, se retournant contre un ouvrier, il le frappa en l'appelant dédaigneusement communiste. »

<sup>99</sup> Ils se sont tus, tous les deux, héroïquement.

## F2.2 Le pillage cède la place à la ripaille.

De nombreux habitants des environs de Nieul ont témoigné<sup>100</sup> que le soir du 10 juin, les S.S., du haut des camions qui les conduisaient à leur cantonnement, tiraient sur la route des rafales d'armes automatiques. De son côté, M. Henri Demange habitant de Barre-de-Veyrac, affirme que « le 10 juin vers 20 heures, sur un camion allemand, chargé de matériel venant d'Oradour-sur-Glane et se dirigeant vers Nieul, j'ai vu et entendu des S.S. chantant et jouant de l'accordéon. » Plusieurs ont confirmé l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les acteurs du massacre : tous les habitants sont d'accord pour signaler qu'à leur arrivée à Nieul les Allemands étaient en proie à une excitation extraordinaire. Ils se répandirent dans les rues en poussant des cris. Ils ont déclaré avoir été surpris par le calme et la correction de l'accueil de la population qui ne savait encore rien de ce qui s'était passé à Oradour-sur-Glane. On les entendit dirent entre eux qu'ils rentraient d'une dure « expédition » pour laquelle ils avaient eu « chaud ». Ils burent beaucoup et passèrent une partie de la nuit à se laver dans les lavabos de l'école. Les vivres furent consommées sans modération, les cris et hurlement de « ripaille » abondèrent et parfois des menaces de mort et d'incendie. De jeunes femmes sont obligées de prendre la fuite. Une certaine méfiance semblait par ailleurs les animer : les officiers ne se séparèrent pas et décidèrent de coucher dans la même pièce.

»

---

<sup>100</sup> Le directeur de l'école, M. Bouty témoigne de l'arrivée des Allemands en ces mots : « les S.S. sont arrivés à Nieul, le samedi 10 juin 1944, vers 22 heures ; leurs camions, précédés d'une auto-chenille, se sont arrêtés sur la place devant le groupe scolaire. Aussitôt les Allemands sont descendus de leurs véhicules et, peu après, un petit groupe de trois ou quatre hommes s'est dirigé vers l'école. L'un d'eux a donné de violents coups de botte dans la porte fermée de mon habitation. J'ai ouvert aussitôt et un soldat qui parlait un peu le français m'a demandé : « Ecole pour 150 bonshommes ? » J'ai indiqué les classes qui avaient été réquisitionnées la veille par un détachement de soldats allemands en même temps que les deux chambres de mon logement personnel et de nombreuses autres chambres du bourg. Les soldats se sont installés dans les classes, et, durant toute la nuit, de nombreux camions ont évolué dans les cours de récréation. Les officiels qui devaient occuper les chambres de mon appartement ne sont pas venus. J'ai appris, plus tard, qu'ils s'étaient fait porter des matelas dans la salle d'un bâtiment communal où ils passèrent la nuit. Le lendemain, dimanche, les soldats allemands se sont fait préparer des repas dans les maisons du bourg de Nieul, avec des volailles qu'ils avaient apportées vivantes dans des sacs. Après leur départ, j'ai trouvé, sur la pelouse, devant mon logement, un pot de confiture et une bouteille de liqueur pas tout à fait vides. Sous le préau de l'école une douzaine de poulets morts dont quelques-uns étaient décapités et plumés. »

M. Paul Michot, monteur au poste émetteur de Lieul, précise : « dans la maison de mon beau-père (M. Laroudie), les Allemands ont débouché des bouteilles de vin vieux qu'ils avaient apportées et qui ont été retrouvées vides après leur départ. Ils étaient porteurs de nombreux jambons. Ils ont grillé dans la cuisine du café vert. Ils avaient des lapins et des pigeons à profusion. ».

M. Bouty, questionné sur d'éventuels objets en possession des allemands, répondait : « j'ai vu, dans des camions, des soldats allemands enveloppés de couvertures qui n'avaient rien de militaire. J'ai vu aussi, le dimanche, dans la cour de l'école, des soldats qui jouaient avec deux bicyclettes neuves qu'ils ont brisées en riant et en poussant des exclamations. Le lundi 12, après le départ de ces troupes, j'ai recueilli les cadres de ces deux bicyclettes. L'un d'eux portait une plaque d'identité au nom de Barthélemy, Oradour-sur-Glane. En outre, une motocyclette appartenant à M. Leblanc, d'Oradour-sur-Glane, a été retrouvée dans l'étang du parc.

M. Michot déclare : « un S.S. qui logeait dans la maison de mes beaux-parents a réparti entre ses camarades, par la fenêtre de la salle à manger, des billets de banque qu'il retirait de deux vastes cantines. Les Allemands ont circulé dans le bourg les mains et les poches pleines de ces coupures. »

Mme Riffaud, tenancière d'un restaurant à Nieul témoigne : « J'ai reçu chez moi des allemands qui étaient porteurs d'un canard vivant enfermé dans un sac. Ils m'ont demandé de le mettre de côté pour pouvoir l'emporter lors de leur départ de Nieul. Comme je leur représentais que cette bête risquait fort d'étouffer dans ce sac, l'un d'eux m'a répondu que s'il crevait, mon mari et moi serions kapout le lendemain. J'ai répliqué : « Après vous avoir servi toute la journée, vous ne feriez sûrement pas ça ! » Ils m'ont répondu : « oh ! Madame, nous avons fait pire ! ... Une balle ne fait qu'un tout petit trou ! » J'ajoute qu'ils ont tué sur la route de Bellac, un jeune homme de 15 ans, M. Doumeix, de Fougerat qui, en les voyant, avait tenté de prendre la fuite. Pendant toute la journée du dimanche, des soldats allemands sont restés installés dans les camions. Il est évident que les S.S. n'avaient pas la conscience tranquille. Ils réalisaient fort bien la gravité du forfait accompli ; aussi redoutaient-ils les représailles d'une population exaspérée et qu'ils pensaient peut-être susceptible de se révolter. De temps en temps, un ou plusieurs de ces véhicules partaient dans la direction des localités voisines. J'ai appris qu'au cours d'une de ces expéditions, un détachement avait incendié le château de Morcheval, voisin de Nieul. »

## ANNEXE 7 : TYPOLOGIE DU CRIME DE MASSE

Sources :

- FREUD S.      Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort, Paris, Hachette, 1973.  
 RICŒUR P.    Histoire et vérité, Paris, Le seuil, 1955.

Les analyses menées dans cette partie, ont été fondées sur les caractéristiques propres de cette crise sus-citées<sup>101</sup> et démontreront les lacunes des thèses officielles pour proposer une autre idée du passage à l'acte de crime de masse. C'est à l'aide de cette typologie du crime de masse que le mémoire propose une réflexion personnelle pour tenter de prescrire la crise en présentant un essai d'« expertise » de l'acteur « S.S. du Der Führer » et du facteur psychologique bipolaire peur / idéologie, ceci afin de déterminer si une unité française pouvait céder à un penchant psychologique pour, dans un contexte particulier, passer à l'acte du crime de masse.

G1 La violence : une notion particulière dont le niveau n'est pas un critère de la crise.

Convenant que la non-violence n'a pratiquement aucune place dans les cultures dont nous sommes les héritiers, il semble important de souligner que nos sociétés sont naturellement, et sans qu'il soit besoin d'être en situation de crise ou davantage encore en situation de guerre, dominées par une certaine « idéologie » de la violence. Cette violence peut en effet être qualifiée de nécessaire, légitime et honorable, trois qualificatifs aussi importants les uns que les autres<sup>102</sup>. Ainsi, positivement, le héros, voire l'héroïne, sont toujours présentés à notre admiration sous un visage presque toujours violent, courageux car capable de surmonter sa peur pour aller risquer sa vie à la guerre pour une quelconque cause à laquelle il adhère ou non. C'est dans cette perspective que la non violence, voire même parfois une violence contenue, peut être qualifiée par certains comme la faiblesse des lâches...

Aux questions de savoir pourquoi l'homme est d'abord tenté d'être violent à l'encontre de l'autre homme, d'expliquer cette inclinaison naturelle inscrite dans sa nature qui le conduit, s'il n'y prend garde, à faire preuve de malveillance et de violence à l'encontre d'autrui, à vouloir sa négation et sa mort, Kant répondait par son « amour de soi », son égoïsme. Or, cette violence patente déjà présente en situation d'affrontement de la vie quotidienne se trouve à l'évidence exacerbée en période de guerre qu'accompagnent le stress, la destruction recherchée de l'adversaire, la revanche... Dans un tel contexte, la « loi morale » qu'opposait Kant à celle précitée pour contrôler la montée de la violence aux extrêmes, trouve encore moins de place en temps de guerre qu'en temps de paix.

G1.1 La violence et l'agressivité.

Ce serait pur sophisme que d'affirmer, sous prétexte que seule la mort peut garantir l'absence de toute violence, que la violence, c'est la vie. Certes, la violence fait partie de la vie sinon il n'y aurait pas de vie, mais elle en est une possibilité qui doit être maîtrisée avant qu'elle ne produise ses effets destructeurs. Si la violence est l'œuvre de la vie, son œuvre est la mort « car il ne faut pas s'y tromper, la visée de la violence, le terme qu'elle poursuit implicitement ou explicitement, directement ou indirectement, c'est la mort de l'autre, au moins sa mort ou quelque chose de pire que sa mort »<sup>103</sup>. Considérons alors que l'énergie de la violence, c'est à dire l'agressivité, qui exprime le mouvement de la vie et non la violence elle-même puisqu'elle n'est en réalité qu'un déploiement de l'agressivité : l'agressivité permet en effet l'affirmation de soi dans l'affrontement avec l'autre alors que la violence relève de la négation de l'autre.

Il importe donc d'établir et de maintenir cette distinction entre l'agressivité et la violence et en définitive, d'affirmer qu'à la racine de la violence, il n'y a pas la vie, mais le viol de la vie, c'est à dire la mort.

<sup>101</sup> Temps court, rupture d'équilibre, notion de seuil, accroissement des désordres, régression de la prédiction, potentialités inhibées réactivées, déviations accentuées devant tendance, injonctions contradictoires, apparitions de phénomènes irrationnels, modifications possibles des opinions, escalade de la violence.

<sup>102</sup> Elle est l'affirmation devant l'autre en marchant vers lui (aggrèdi signifie en latin « marcher vers »).

<sup>103</sup> RICŒUR Paul, Histoire et vérité, Paris, Le seuil, 1955, p. 227.

## G1.2 La rationalité absente de la violence ?

En ce qu'il a besoin de raisonner pour justifier à ses yeux et/ou aux yeux des autres son attitude, son comportement, ses débordements éventuels et son action, l'homme est un être juridique. Mais il cherche également à se convaincre que la violence, à laquelle il est incité, est l'un de ses droits. Or si les animaux sont violents, ce n'est que du point de vue de l'horreur de certains actes car ils sont incapables de penser leurs violences. La violence ne procède donc pas de l'animalité mais de l'inhumanité, ce qui est bien pire. Alors, si l'homme peut effectivement se trouver dans la nécessité de tuer, il est dangereux d'en déduire que nécessité vaut légitimité. « Nécessité fait loi » est le proverbe qui fonde le droit de nécessité selon lequel cette même nécessité a permis aux S.S. de se dispenser du respect de la loi.

Il est fort probable que face aux événements de début juin 1944, les S.S. n'avaient pas tous eu la même appréciation de la nécessité de recourir à la violence aveugle, au-delà de l'agressivité exigée par la mission reçue. Leur appréciation est largement déterminée par leur histoire personnelle et, avant d'être fondée sur des critères rationnels, elle s'appuie sur la capacité qu'a tout S.S. à maîtriser ses émotions et ses peurs qui sont inhérentes à la violence.

## G1.3 La notion de destruction de populations civiles.

Il est essentiel de s'étendre ici sur l'emploi d'une notion qui permette de différencier les phénomènes de destructions de populations civiles d'autres formes de violences connues telles que la guerre ou l'insurrection, qui ne sauraient s'appliquer à ou contre les habitants d'Oradour. Nous suggérons alors de retenir l'expression de « crime de masse », qui semble la plus adéquate pour désigner de manière assez neutre l'ensemble des cas connus. Celles de « génocide » ou de « crime contre l'humanité » ne pouvant convenir, leur contenu étant plus spécifique et ces notions renvoyant directement à l'univers juridique du droit international.

## G1.4 Le crime de masse.

### G1.4.1 Ce qu'il n'est pas.

Le crime de masse ne constitue pas une simple atteinte aux droits de l'homme comme par un pouvoir à l'encontre d'une minorité, ce qui serait le cas de l'oppression d'un groupe. Il ne s'agit pas non plus d'une forme d'exploitation particulièrement outrancière, ce qui serait le cas de l'asservissement d'un groupe. Le crime de masse n'est pas non plus un crime de guerre puisqu'il ne procède pas du champ de bataille, et qui sert pour décrire les actions commises par des soldats contre d'autres soldats dans la dynamique même de la guerre, avec une notion de combattant qui pourraient être légitimement étendue aux Résistants et à ceux des civils qui les soutiendraient.

### G1.4.2 Ce qu'il est.

Le crime de masse consiste en une destruction pure et simple de civils en grand nombre, souvent accompagnée d'atrocités qui, à première vue, semble ne servir à rien. En guise d'explication, on se contente souvent d'invoquer la folie meurtrière des hommes, comme à Oradour. On verra pourtant plus loin que le crime de masse obéit à une certaine logique du point de vue de ses objectifs, même si cette rationalité peut être qualifiée de déviante et de délirante. Il résulte d'une politique délibérée visant à assassiner des populations civiles, hommes, femmes et enfants, dans une « tuerie d'un seul côté » (one-sided killing). Il procède par construction d'une dissymétrie du rapport physique, et ne désigne en rien une technologie particulière du meurtre (couteau, fusil, corde, feu...), mais un acte ou une série d'actes, collectivement organisés, dont le but est de provoquer la mort de groupes humains non armés.

Parce qu'elle exige une bonne organisation – comme à Oradour – où la discipline et le caractère procédurier et préparé de l'action sautent aux yeux, elle ne peut être le fruit que d'un Etat relayé par une structure militaire fortement disciplinée et adhérant à sa philosophie.

## G1.5 Les dynamiques criminelles de groupe.

### G1.5.1 La soumission du groupe.

Le but, dans ce cas, est de détruire partiellement un groupe pour soumettre totalement ce qui en restera. Les responsables du crime de masse considèrent sur l'effet de terreur pour atteindre un tel résultat. Cette dynamique criminelle, de nature terroriste, comprend elle-même alors deux cas de figure : soit il s'agit seulement de parvenir à la capitulation du groupe visé pour lui imposer sa propre domination ; soit il s'agit, une fois cette soumission obtenue, d'engager un processus de « rééducation »

des membres survivants du groupe. Dans ce cas, c'est le rapport entre la terreur et l'idéologie. A l'évidence, le massacre d'Oradour, pas plus que tous ceux perpétrés dans le Limousin, n'entrent dans cette dynamique.

#### G1.5.2 L'éradication du groupe.

Le but passe ici de la simple soumission à la disparition d'un groupe d'un territoire plus ou moins vaste, contrôlé (ou convoité) par un pouvoir exclusif. Il s'agit en effet de « purifier » cet espace de la présence d'un autre, jugé indésirable car dangereux et pour lequel l'urgence de la situation, la culture de la violence et la cruauté sont autant de facteurs qui conduisent à remplir d'une manière exemplaire la mission reçue. Cette dynamique principalement de nature identitaire, peut elle aussi être subdivisée en deux cas de figure : soit il s'agit de détruire le groupe partiellement pour le contraindre à fuir et l'effet de terreur vise essentiellement à provoquer puis accélérer ces départs, en organisant le cas échéant des mouvements forcés de population passant par des marches et allant jusqu'aux convois (exode du Kosovo).

Il ne s'agit pas du cas d'Oradour pour lequel, il s'agit de capturer tous ses membres, où qu'ils se trouvent (maisons, champs, témoins...), pour les faire disparaître. La notion de territoire à purifier devient alors même secondaire par rapport à celle de l'extermination totale du groupe. L'extermination des juifs entre naturellement dans ce cas de figure, mais également la population d'Oradour. En ce sens il s'agit d'un cas unique.

#### G1.5.3 Coexistence des deux dynamiques à Oradour.

Les deux dynamiques citées ci-dessus peuvent cependant coexister, elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre, mais l'une semble dominante et l'autre secondaire. Quel que soit l'objectif, la logique du crime de masse est proche de celle de la guerre. Elle repose sur la construction d'une figure de l'ennemi (les « terroristes »), à mater ou à anéantir. Le crime de masse se développe ainsi à partir d'une polarisation radicale des acteurs pour établir un binôme (sans laisser de place à la neutralité d'un troisième acteur qu'auraient pu constituer les populations locales non impliquées). Elles confirment que le plus puissant moyen d'inculquer une conviction à une collectivité est de l'associer en actes à un projet, fut-il de destruction. Si donc le crime de masse est bien à différencier du crime de guerre, il a bien pourtant à voir avec la guerre. Doit-il être considéré comme un produit de la guerre que menait les S.S. contre les Résistants, ou comme un prétexte de la guerre ?

#### G1.5.4 Les trois situations de crime de masse.

##### G1.5.4.1 Le crime de masse intégré à la guerre.

Parce qu'il se situe dans le prolongement ou la pratique même de celle-ci, il s'agit d'un crime de masse intégré à la guerre. Il s'agit d'une guerre conventionnelle comme dans le cas d'Ascq, de Maillé ou de Tulle<sup>104</sup> quand des militaires massacrent des villages entiers ou d'une guerre civile comme au premiers temps de l'U.R.S.S. ou au cours du conflit espagnol de 1936. C'est cette dynamique même de l'affrontement qui conduit les armées en présence à commettre des atrocités contre les populations civiles.

##### G1.5.4.2 Le crime de masse combiné à la guerre.

Parce que se situant dans un contexte de confrontation militaire, le crime de masse étant un prolongement de la guerre, il s'agit d'un acte combiné à la guerre. Sa perpétration ne joue aucun rôle décisif sur l'issue du conflit, en revanche, la guerre crée les conditions favorables à la perpétration du crime, du fait du caractère brutal des rapports humains. Tels sont les cas de l'extermination des Arméniens au cours de la première guerre mondiale, des juifs, des homosexuels et des tziganes au cours de la seconde.

##### G1.5.4.3 Le crime de masse autonome.

Le crime de masse tend ici à se détacher presque complètement de la pratique ou du contexte de la guerre. Certes, il cherche encore à se justifier au nom d'une prétendue menace, mais sur le « camp de bataille » il n'y a rien d'autre que son acteur face à un autre acteur sans « histoire » menaçante, sans intention et sans défense. C'est en ce sens qu'il s'agit d'un crime autonome par rapport à la guerre, même si ses instigateurs cherchent encore à le justifier en le présentant comme un acte de guerre. Ce fut le cas

<sup>104</sup> C.f. annexe 2 : « Existe-t-il des crimes similaires ? ».

de certaines actions de purification en ex-Yougoslavie entre 1991 et 1999 et de la crise qui nous préoccupe : Oradour. C'est donc ce cas de figure que nous allons examiner ci-après plus en détail en nous demandant comment expliquer le développement spécifique de la cirse du « Der Führer ». Nous prendrons alors pour présupposition que la peur joue un rôle essentiel dans la construction du projet criminel, facteur qui n'est expliqué ni par la méthode Brecher, ni par les différentes thèses qui ont affirmé expliquer les événements du 6 juin 1944.

G1.5.5 Un contexte propice à l'accélération dans la mise en œuvre du crime de masse.

Le contexte général de la chute annoncée de l'armée allemande et celui plus particulier des déboires rencontrés par la « Das Reich » dans son entreprise de remontée vers la Normandie, la passé proche très « inactif » du « Der Führer » comme unité de réserve dans le Limousin (cette fonction de force territoriale n'est pas glorifiante pour une unité d'élite S.S.), jouent un rôle bien entendu fondamental en ce sens qu'il donnait un prétexte pour porter secours aux camarades tombés sous les coups des bombardement alliés ou de la Résistance. En outre, un autre facteur de l'environnement est à prendre en compte : autant les alliés se sont opposés à la remontée de la « Das Reich », autant la passivité de l'environnement international à contrer les crimes odieux perpétrés contre les populations civiles est certain<sup>105</sup>. Des kommandos armés, plus ou moins étoffés, ont été parachutés par le SAS (Special Action Executive) pour porter le combat sous une forme plus classique que les seules actions des Résistants, en avant du front établi par le débarquement. En revanche, on ne verra pas arriver de renfort de ce type, ni dans le Vercors où il était pourtant attendu et promis et où maquis et population locale subiront seuls le siège, l'assaut et les représailles sanglantes des divisions allemandes ; ni dans la région toulousaine et du Limousin, ni dans le massif central où l'action des maquisards s'est déployée de façon exceptionnellement vigoureuse, répondant ainsi aux messages diffusés par la BBC appelant tous les Résistants à passer à l'action dès le débarquement annoncé. C'est ainsi que les actions de représailles furent terribles après les libérations immédiates mais précaires de Tulle ou de Guéret par exemple<sup>106</sup>. Enfin, ce n'est sans doute pas les menaces de traduction devant les tribunaux, menaces qui ne sont sans doute jamais parvenues au sein des unités allemandes, qui ont affecté ceux qui pouvaient massacrer impunément. A laisser faire, on encourageait à la poursuite des crimes ; la Résistance ne ciblant pas ses actions contre les unités Allemandes responsables de ces exactions, mais s'inscrivant davantage dans des plans plus globaux ou régionaux.

Tout s'est passé alors, dans le contexte évoqué, comme les massacres se propageaient comme par mimétisme, en une même ronde macabre dont les niveaux de violence peuvent varier : Oradour étant l'unique exemple de massacre total, sans qu'il s'agisse de représailles (aucun coup de feu n'était parti du village, aucune arme n'y a été trouvée...), sans opposition des futures victimes, en éradiquant toute la population et en faisant disparaître toute trace. Les toutes premières actions de la Résistance, encore à l'état embryonnaire, aura toujours déclenché des réactions disproportionnées de la part des Allemands et la région du Limousin bascule très vite dans un climat de terreur qui favorise autant le recrutement dans les maquis que les actions de représailles plus ou moins ciblées des unités allemandes.

Le débarquement, l'intensification des opérations de la Résistance et les frappes aériennes alliées crée un climat de guerre que le Limousin ne connaissait pas véritablement depuis l'installation des divisions de réserve dans la région et que les S.S. devaient souhaiter au plus profond d'eux-mêmes. C'est de cette résurgence de ce climat de guerre que les S.S. profitent pour accélérer la mise en œuvre du crime de masse. Les massacres et les expatriations dans les camps de prisonniers vont pouvoir être organisés à grande échelle<sup>107</sup>.

<sup>105</sup> Ou même à les condamner : ce n'est que le 20 août 1944, que Radio-Londres désignait l'unité qui avait commis les atrocités d'Oradour-sur-Glane, la 3<sup>ème</sup> compagnie du régiment de S.S. « der Führer ».

<sup>106</sup> C.f. annexe 2 : « Existe-t-il des crimes similaires ? ».

<sup>107</sup> Cette mécanique d'accélération s'est encore une fois vérifiée quand les Serbes intensifient la purification ethnique contre les Albanais du Kosovo dès le début des bombardements de l'OTAN.

## ANNEXE 8 : BIBLIOGRAPHIE

Documents primaires, dans l'ordre chronologique.

Textes du gouvernement provisoire (15 juin 1944).

Textes du ministère de l'information (1945).

Archives du service de recherche des crimes de guerre ennemis (Office français d'édition, Paris, 1947).

Oraison funèbre de JEAN MOULIN (André Malraux).

Ouvrages, par ordre alphabétique

ARON Robert 1954, Histoire de Vichy, Fayard, Paris.

ARON Robert 1973, Les grands dossiers de l'histoire contemporaine, Hérissé, Paris.

BARTOV Omer 1975, L'armée d'Hitler, Hachette littératures, Paris.

BRECHER M. & WILKENFELD J. Study of crisis, Michingan, université du Michigan.

FREUD S. 1973, Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort, Paris, Hachette.

MALRAUX André Oraison funèbre de Jean Moulin.

MAYER Arno 1990, La solution finale dans l'histoire, la découverte.

NORA Pierre 1959, Les lieux de mémoire, La République I, Gallimard, Paris.

OLIVE Jean-christophe 1992, Et Churchill créa le SOE, Institut de Stratégie Comparée, Br. Histoire.

RICŒUR Paul 1955, Histoire et vérité, Paris, le seuil.